



CANADA

CONSOLIDATION

CODIFICATION

Companies' Creditors Arrangement Act

Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies

R.S.C., 1985, c. C-36

L.R.C., 1985, ch. C-36

Current to June 15, 2011

À jour au 15 juin 2011

Published by the Minister of Justice at the following address:
<http://laws-lois.justice.gc.ca>

Publié par le ministre de la Justice à l'adresse suivante :
<http://lois-laws.justice.gc.ca>

OFFICIAL STATUS
OF CONSOLIDATIONS

CARACTÈRE OFFICIEL
DES CODIFICATIONS

Subsections 31(1) and (2) of the *Legislation Revision and Consolidation Act*, in force on June 1, 2009, provide as follows:

Les paragraphes 31(1) et (2) de la *Loi sur la révision et la codification des textes législatifs*, en vigueur le 1^{er} juin 2009, prévoient ce qui suit:

Published
consolidation is
evidence

31. (1) Every copy of a consolidated statute or consolidated regulation published by the Minister under this Act in either print or electronic form is evidence of that statute or regulation and of its contents and every copy purporting to be published by the Minister is deemed to be so published, unless the contrary is shown.

31. (1) Tout exemplaire d'une loi codifiée ou d'un règlement codifié, publié par le ministre en vertu de la présente loi sur support papier ou sur support électronique, fait foi de cette loi ou de ce règlement et de son contenu. Tout exemplaire donné comme publié par le ministre est réputé avoir été ainsi publié, sauf preuve contraire.

Codifications
comme élément
de preuve

Inconsistencies
in Acts

(2) In the event of an inconsistency between a consolidated statute published by the Minister under this Act and the original statute or a subsequent amendment as certified by the Clerk of the Parliaments under the *Publication of Statutes Act*, the original statute or amendment prevails to the extent of the inconsistency.

(2) Les dispositions de la loi d'origine avec ses modifications subséquentes par le greffier des Parlements en vertu de la *Loi sur la publication des lois* l'emportent sur les dispositions incompatibles de la loi codifiée publiée par le ministre en vertu de la présente loi.

Incompatibilité
— lois



R.S.C., 1985, c. C-36

L.R.C., 1985, ch. C-36

An Act to facilitate compromises and arrangements between companies and their creditors

Loi facilitant les transactions et arrangements entre les compagnies et leurs créanciers

SHORT TITLE

TITRE ABRÉGÉ

Short title

1. This Act may be cited as the *Companies' Creditors Arrangement Act*.

R.S., c. C-25, s. 1.

1. *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies*.

S.R., ch. C-25, art. 1.

Titre abrégé

INTERPRETATION

DÉFINITIONS ET APPLICATION

Definitions

2. (1) In this Act,

"aircraft objects"
« biens
aéronautiques »

"aircraft objects" has the same meaning as in subsection 2(1) of the *International Interests in Mobile Equipment (aircraft equipment) Act*;

"bargaining agent"
« agent
négociateur »

"bargaining agent" means any trade union that has entered into a collective agreement on behalf of the employees of a company;

"bond"
« obligation »

"bond" includes a debenture, debenture stock or other evidences of indebtedness;

"cash-flow statement"
« état de
l'évolution de
l'encaisse »

"cash-flow statement", in respect of a company, means the statement referred to in paragraph 10(2)(a) indicating the company's projected cash flow;

"claim"
« réclamation »

"claim" means any indebtedness, liability or obligation of any kind that would be a claim provable within the meaning of section 2 of the *Bankruptcy and Insolvency Act*;

"collective agreement"
« convention
collective »

"collective agreement", in relation to a debtor company, means a collective agreement within the meaning of the jurisdiction governing collective bargaining between the debtor company and a bargaining agent;

"company"
« compagnie »

"company" means any company, corporation or legal person incorporated by or under an Act of Parliament or of the legislature of a province, any incorporated company having assets or doing business in Canada, wherever incorporated, and any income trust, but does not include banks, authorized foreign banks within the

Définitions

2. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

« accord de transfert de titres pour obtention de crédit » Accord aux termes duquel une compagnie débitrice transfère la propriété d'un bien en vue de garantir le paiement d'une somme ou l'exécution d'une obligation relativement à un contrat financier admissible.

« accord de transfert de titres pour obtention de crédit »
"title transfer credit support agreement"

« actionnaire » S'agissant d'une compagnie ou d'une fiducie de revenu assujetties à la présente loi, est assimilée à l'actionnaire la personne ayant un intérêt dans cette compagnie ou détenant des parts de cette fiducie.

« actionnaire »
"shareholder"

« administrateur » S'agissant d'une compagnie autre qu'une fiducie de revenu, toute personne exerçant les fonctions d'administrateur, indépendamment de son titre, et, s'agissant d'une fiducie de revenu, toute personne exerçant les fonctions de fiduciaire, indépendamment de son titre.

« administra-
teur »
"director"

« agent négociateur » Syndicat ayant conclu une convention collective pour le compte des employés d'une compagnie.

« agent
négociateur »
"bargaining
agent"

« biens aéronautiques » S'entend au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur les garanties internationales portant sur des matériels d'équipement mobiles (matériels d'équipement aéronautiques)*.

« biens
aéronautiques »
"aircraft
objects"

meaning of section 2 of the *Bank Act*, railway or telegraph companies, insurance companies and companies to which the *Trust and Loan Companies Act* applies;

“court”
« tribunal »

“court” means

(a) in Nova Scotia, British Columbia and Newfoundland, the Supreme Court,

(a.1) in Ontario, the Superior Court of Justice,

(b) in Quebec, the Superior Court,

(c) in New Brunswick, Manitoba, Saskatchewan and Alberta, the Court of Queen’s Bench,

(c.1) in Prince Edward Island, the Trial Division of the Supreme Court, and

(d) in Yukon and the Northwest Territories, the Supreme Court, and in Nunavut, the Nunavut Court of Justice;

“debtor company”
« compagnie débitrice »

“debtor company” means any company that

(a) is bankrupt or insolvent,

(b) has committed an act of bankruptcy within the meaning of the *Bankruptcy and Insolvency Act* or is deemed insolvent within the meaning of the *Winding-up and Restructuring Act*, whether or not proceedings in respect of the company have been taken under either of those Acts,

(c) has made an authorized assignment or against which a bankruptcy order has been made under the *Bankruptcy and Insolvency Act*, or

(d) is in the course of being wound up under the *Winding-up and Restructuring Act* because the company is insolvent;

“director”
« administrateur »

“director” means, in the case of a company other than an income trust, a person occupying the position of director by whatever name called and, in the case of an income trust, a person occupying the position of trustee by whatever named called;

“eligible financial contract”
« contrat financier admissible »

“eligible financial contract” means an agreement of a prescribed kind;

« compagnie » Toute personne morale constituée par une loi fédérale ou provinciale ou sous son régime et toute personne morale qui possède un actif ou exerce des activités au Canada, quel que soit l’endroit où elle a été constituée, ainsi que toute fiducie de revenu. La présente définition exclut les banques, les banques étrangères autorisées, au sens de l’article 2 de la *Loi sur les banques*, les compagnies de chemin de fer ou de télégraphe, les compagnies d’assurances et les sociétés auxquelles s’applique la *Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt*.

« compagnie »
“company”

« compagnie débitrice » Toute compagnie qui, selon le cas :

« compagnie débitrice »
“debtor company”

a) est en faillite ou est insolvable;

b) a commis un acte de faillite au sens de la *Loi sur la faillite et l’insolvabilité* ou est réputée insolvable au sens de la *Loi sur les liquidations et les restructurations*, que des procédures relatives à cette compagnie aient été intentées ou non sous le régime de l’une ou l’autre de ces lois;

c) a fait une cession autorisée ou à l’encontre de laquelle une ordonnance de faillite a été rendue en vertu de la *Loi sur la faillite et l’insolvabilité*;

d) est en voie de liquidation aux termes de la *Loi sur les liquidations et les restructurations* parce que la compagnie est insolvable.

« contrat financier admissible » Contrat d’une catégorie réglementaire.

« contrat financier admissible »
“eligible financial contract”

« contrôleur » S’agissant d’une compagnie, la personne nommée en application de l’article 11.7 pour agir à titre de contrôleur des affaires financières et autres de celle-ci.

« contrôleur »
“monitor”

« convention collective » S’entend au sens donné à ce terme par les règles de droit applicables aux négociations collectives entre la compagnie débitrice et l’agent négociateur.

« convention collective »
“collective agreement”

« créancier chirographaire » Tout créancier d’une compagnie qui n’est pas un créancier garanti, qu’il réside ou soit domicilié au Canada ou à l’étranger. Un fiduciaire pour les détenteurs d’obligations non garanties, lesquelles sont émises en vertu d’un acte de fiducie ou autre acte fonctionnant en faveur du fiduciaire,

« créancier chirographaire »
“unsecured creditor”

“equity claim”
« réclamation relative à des capitaux propres »

“equity claim” means a claim that is in respect of an equity interest, including a claim for, among others,

- (a) a dividend or similar payment,
- (b) a return of capital,
- (c) a redemption or retraction obligation,
- (d) a monetary loss resulting from the ownership, purchase or sale of an equity interest or from the rescission, or, in Quebec, the annulment, of a purchase or sale of an equity interest, or
- (e) contribution or indemnity in respect of a claim referred to in any of paragraphs (a) to (d);

“equity interest”
« intérêt relatif à des capitaux propres »

“equity interest” means

- (a) in the case of a company other than an income trust, a share in the company — or a warrant or option or another right to acquire a share in the company — other than one that is derived from a convertible debt, and
- (b) in the case of an income trust, a unit in the income trust — or a warrant or option or another right to acquire a unit in the income trust — other than one that is derived from a convertible debt;

“financial collateral”
« garantie financière »

“financial collateral” means any of the following that is subject to an interest, or in the Province of Quebec a right, that secures payment or performance of an obligation in respect of an eligible financial contract or that is subject to a title transfer credit support agreement:

- (a) cash or cash equivalents, including negotiable instruments and demand deposits,
- (b) securities, a securities account, a securities entitlement or a right to acquire securities, or
- (c) a futures agreement or a futures account;

“income trust”
« fiducie de revenu »

“income trust” means a trust that has assets in Canada if

- (a) its units are listed on a prescribed stock exchange on the day on which proceedings commence under this Act, or
- (b) the majority of its units are held by a trust whose units are listed on a prescribed stock exchange on the day on which proceedings commence under this Act;

est réputé un créancier chirographaire pour toutes les fins de la présente loi sauf la votation à une assemblée des créanciers relativement à ces obligations.

« créancier garanti » Détenteur d’hypothèque, de gage, charge, nantissement ou privilège sur ou contre l’ensemble ou une partie des biens d’une compagnie débitrice, ou tout transport, cession ou transfert de la totalité ou d’une partie de ces biens, à titre de garantie d’une dette de la compagnie débitrice, ou un détenteur de quelque obligation d’une compagnie débitrice garantie par hypothèque, gage, charge, nantissement ou privilège sur ou contre l’ensemble ou une partie des biens de la compagnie débitrice, ou un transport, une cession ou un transfert de tout ou partie de ces biens, ou une fiducie à leur égard, que ce détenteur ou bénéficiaire réside ou soit domicilié au Canada ou à l’étranger. Un fiduciaire en vertu de tout acte de fiducie ou autre instrument garantissant ces obligations est réputé un créancier garanti pour toutes les fins de la présente loi sauf la votation à une assemblée de créanciers relativement à ces obligations.

« créancier garanti »
“secured creditor”

« demande initiale » La demande faite pour la première fois en application de la présente loi relativement à une compagnie.

« demande initiale »
“initial application”

« état de l’évolution de l’encaisse » Relativement à une compagnie, l’état visé à l’alinéa 10(2)a) portant, projections à l’appui, sur l’évolution de l’encaisse de celle-ci.

« état de l’évolution de l’encaisse »
“cash-flow statement”

« fiducie de revenu » Fiducie qui possède un actif au Canada et dont les parts sont inscrites à une bourse de valeurs mobilières visée par règlement à la date à laquelle des procédures sont intentées sous le régime de la présente loi, ou sont détenues en majorité par une fiducie dont les parts sont inscrites à une telle bourse à cette date.

« fiducie de revenu »
“income trust”

« garantie financière » S’il est assujéti soit à un intérêt ou, dans la province de Québec, à un droit garantissant le paiement d’une somme ou l’exécution d’une obligation relativement à un contrat financier admissible, soit à un accord de transfert de titres pour obtention de crédit, l’un ou l’autre des éléments suivants :

« garantie financière »
“financial collateral”

- a) les sommes en espèces et les équivalents de trésorerie — notamment les effets négociables et dépôts à vue;

Companies' Creditors Arrangement — June 15, 2011

<p>“initial application” « demande initiale »</p>	<p>“initial application” means the first application made under this Act in respect of a company;</p>	<p>b) les titres, comptes de titres, droits inter-médiés et droits d’acquérir des titres;</p>	
<p>“monitor” « contrôleur »</p>	<p>“monitor”, in respect of a company, means the person appointed under section 11.7 to monitor the business and financial affairs of the company;</p>	<p>c) les contrats à terme ou comptes de contrats à terme.</p>	
<p>“net termination value” « valeurs nettes dues à la date de résiliation »</p>	<p>“net termination value” means the net amount obtained after netting or setting off or compensating the mutual obligations between the parties to an eligible financial contract in accordance with its provisions;</p>	<p>« intérêt relatif à des capitaux propres »</p> <p>a) S’agissant d’une compagnie autre qu’une fiducie de revenu, action de celle-ci ou bon de souscription, option ou autre droit permettant d’acquérir une telle action et ne provenant pas de la conversion d’une dette convertible;</p>	<p>« intérêt relatif à des capitaux propres » “equity interest”</p>
<p>“prescribed” Version anglaise seulement</p>	<p>“prescribed” means prescribed by regulation;</p>	<p>b) s’agissant d’une fiducie de revenu, part de celle-ci ou bon de souscription, option ou autre droit permettant d’acquérir une telle part et ne provenant pas de la conversion d’une dette convertible.</p>	
<p>“secured creditor” « créancier garanti »</p>	<p>“secured creditor” means a holder of a mortgage, hypothec, pledge, charge, lien or privilege on or against, or any assignment, cession or transfer of, all or any property of a debtor company as security for indebtedness of the debtor company, or a holder of any bond of a debtor company secured by a mortgage, hypothec, pledge, charge, lien or privilege on or against, or any assignment, cession or transfer of, or a trust in respect of, all or any property of the debtor company, whether the holder or beneficiary is resident or domiciled within or outside Canada, and a trustee under any trust deed or other instrument securing any of those bonds shall be deemed to be a secured creditor for all purposes of this Act except for the purpose of voting at a creditors’ meeting in respect of any of those bonds;</p>	<p>« obligation » Sont assimilés aux obligations les débetures, stock-obligations et autres titres de créance.</p>	<p>« obligation » “bond”</p>
<p>“shareholder” « actionnaire »</p>	<p>“shareholder” includes a member of a company — and, in the case of an income trust, a holder of a unit in an income trust — to which this Act applies;</p>	<p>« réclamation » S’entend de toute dette, de tout engagement ou de toute obligation de quelque nature que ce soit, qui constituerait une réclamation prouvable au sens de l’article 2 de la <i>Loi sur la faillite et l’insolvabilité</i>.</p>	<p>« réclamation » “claim”</p>
<p>“Superintendent of Bankruptcy” « surintendant des faillites »</p>	<p>“Superintendent of Bankruptcy” means the Superintendent of Bankruptcy appointed under subsection 5(1) of the <i>Bankruptcy and Insolvency Act</i>;</p>	<p>« réclamation relative à des capitaux propres » Réclamation portant sur un intérêt relatif à des capitaux propres et visant notamment :</p> <p>a) un dividende ou un paiement similaire;</p> <p>b) un remboursement de capital;</p> <p>c) tout droit de rachat d’actions au gré de l’actionnaire ou de remboursement anticipé d’actions au gré de l’émetteur;</p> <p>d) des pertes pécuniaires associées à la propriété, à l’achat ou à la vente d’un intérêt relatif à des capitaux propres ou à l’annulation de cet achat ou de cette vente;</p> <p>e) une contribution ou une indemnité relative à toute réclamation visée à l’un des alinéas a) à d).</p>	<p>« réclamation relative à des capitaux propres » “equity claim”</p>
<p>“Superintendent of Financial Institutions” « surintendant des institutions financières »</p>	<p>“Superintendent of Financial Institutions” means the Superintendent of Financial Institutions appointed under subsection 5(1) of the <i>Office of the Superintendent of Financial Institutions Act</i>;</p>	<p>« surintendant des faillites » Le surintendant des faillites nommé au titre du paragraphe 5(1) de la <i>Loi sur la faillite et l’insolvabilité</i>.</p> <p>« surintendant des institutions financières » Le surintendant des institutions financières nommé en application du paragraphe 5(1) de la <i>Loi sur</i></p>	<p>« surintendant des faillites » “Superintendent of Bankruptcy”</p> <p>« surintendant des institutions financières » “Superintendent of Financial Institutions”</p>

“title transfer credit support agreement”
« accord de transfert de titres pour obtention de crédit »

“title transfer credit support agreement” means an agreement under which a debtor company has provided title to property for the purpose of securing the payment or performance of an obligation of the debtor company in respect of an eligible financial contract;

“unsecured creditor”
« créancier chirographaire »

“unsecured creditor” means any creditor of a company who is not a secured creditor, whether resident or domiciled within or outside Canada, and a trustee for the holders of any unsecured bonds issued under a trust deed or other instrument running in favour of the trustee shall be deemed to be an unsecured creditor for all purposes of this Act except for the purpose of voting at a creditors’ meeting in respect of any of those bonds.

le Bureau du surintendant des institutions financières.

« tribunal »

« tribunal »
“court”

a) Dans les provinces de la Nouvelle-Écosse, de la Colombie-Britannique et de Terre-Neuve, la Cour suprême;

a.1) dans la province d’Ontario, la Cour supérieure de justice;

b) dans la province de Québec, la Cour supérieure;

c) dans les provinces du Nouveau-Brunswick, du Manitoba, de la Saskatchewan et d’Alberta, la Cour du Banc de la Reine;

c.1) dans la province de l’Île-du-Prince-Édouard, la Section de première instance de la Cour suprême;

d) au Yukon et dans les Territoires du Nord-Ouest, la Cour suprême et, au Nunavut, la Cour de justice du Nunavut.

« valeurs nettes dues à la date de résiliation » La somme nette obtenue après compensation des obligations mutuelles des parties à un contrat financier admissible effectuée conformément à ce contrat.

« valeurs nettes dues à la date de résiliation »
“net termination value”

Meaning of “related” and “dealing at arm’s length”

(2) For the purpose of this Act, section 4 of the *Bankruptcy and Insolvency Act* applies for the purpose of determining whether a person is related to or dealing at arm’s length with a debtor company.

R.S., 1985, c. C-36, s. 2; R.S., 1985, c. 27 (2nd Supp.), s. 10; 1990, c. 17, s. 4; 1992, c. 27, s. 90; 1993, c. 34, s. 52; 1996, c. 6, s. 167; 1997, c. 12, s. 120(E); 1998, c. 30, s. 14; 1999, c. 3, s. 22, c. 28, s. 154; 2001, c. 9, s. 575; 2002, c. 7, s. 133; 2004, c. 25, s. 193; 2005, c. 3, s. 15, c. 47, s. 124; 2007, c. 29, s. 104, c. 36, ss. 61, 105.

(2) Pour l’application de la présente loi, l’article 4 de la *Loi sur la faillite et l’insolvabilité* s’applique pour établir si une personne est liée à une compagnie débitrice ou agit sans lien de dépendance avec une telle compagnie.

L.R. (1985), ch. C-36, art. 2; L.R. (1985), ch. 27 (2^e suppl.), art. 10; 1990, ch. 17, art. 4; 1992, ch. 27, art. 90; 1993, ch. 34, art. 52; 1996, ch. 6, art. 167; 1997, ch. 12, art. 120(A); 1998, ch. 30, art. 14; 1999, ch. 3, art. 22, ch. 28, art. 154; 2001, ch. 9, art. 575; 2002, ch. 7, art. 133; 2004, ch. 25, art. 193; 2005, ch. 3, art. 15, ch. 47, art. 124; 2007, ch. 29, art. 104, ch. 36, art. 61 et 105.

Définition de « personnes liées »

Application

3. (1) This Act applies in respect of a debtor company or affiliated debtor companies if the total of claims against the debtor company or affiliated debtor companies, determined in accordance with section 20, is more than \$5,000,000 or any other amount that is prescribed.

3. (1) La présente loi ne s’applique à une compagnie débitrice ou aux compagnies débitrices qui appartiennent au même groupe qu’elle que si le montant des réclamations contre elle ou les compagnies appartenant au même groupe, établi conformément à l’article 20, est supérieur à cinq millions de dollars ou à toute autre somme prévue par les règlements.

Application

Affiliated companies

(2) For the purposes of this Act,
(a) companies are affiliated companies if one of them is the subsidiary of the other or both are subsidiaries of the same company or

(2) Pour l’application de la présente loi:
a) appartiennent au même groupe deux compagnies dont l’une est la filiale de l’autre ou qui sont sous le contrôle de la même personne;

Application

each of them is controlled by the same person; and

(b) two companies affiliated with the same company at the same time are deemed to be affiliated with each other.

Company controlled

(3) For the purposes of this Act, a company is controlled by a person or by two or more companies if

(a) securities of the company to which are attached more than fifty per cent of the votes that may be cast to elect directors of the company are held, other than by way of security only, by or for the benefit of that person or by or for the benefit of those companies; and

(b) the votes attached to those securities are sufficient, if exercised, to elect a majority of the directors of the company.

Subsidiary

(4) For the purposes of this Act, a company is a subsidiary of another company if

(a) it is controlled by

(i) that other company,

(ii) that other company and one or more companies each of which is controlled by that other company, or

(iii) two or more companies each of which is controlled by that other company; or

(b) it is a subsidiary of a company that is a subsidiary of that other company.

R.S., 1985, c. C-36, s. 3; 1997, c. 12, s. 121; 2005, c. 47, s. 125.

PART I

COMPROMISES AND ARRANGEMENTS

Compromise with unsecured creditors

4. Where a compromise or an arrangement is proposed between a debtor company and its unsecured creditors or any class of them, the court may, on the application in a summary way of the company, of any such creditor or of the trustee in bankruptcy or liquidator of the company, order a meeting of the creditors or class of creditors, and, if the court so determines, of the shareholders of the company, to be summoned in such manner as the court directs.

R.S., c. C-25, s. 4.

b) sont réputées appartenir au même groupe deux compagnies dont chacune appartient au groupe d'une même compagnie.

(3) Pour l'application de la présente loi, ont le contrôle d'une compagnie la personne ou les compagnies :

a) qui détiennent — ou en sont bénéficiaires — , autrement qu'à titre de garantie seulement, des valeurs mobilières conférant plus de cinquante pour cent du maximum possible des voix à l'élection des administrateurs de la compagnie;

b) dont lesdites valeurs mobilières confèrent un droit de vote dont l'exercice permet d'élire la majorité des administrateurs de la compagnie.

Application

(4) Pour l'application de la présente loi, une compagnie est la filiale d'une autre compagnie dans chacun des cas suivants :

a) elle est contrôlée :

(i) soit par l'autre compagnie,

(ii) soit par l'autre compagnie et une ou plusieurs compagnies elles-mêmes contrôlées par cette autre compagnie,

(iii) soit par des compagnies elles-mêmes contrôlées par l'autre compagnie;

b) elle est la filiale d'une filiale de l'autre compagnie.

L.R. (1985), ch. C-36, art. 3; 1997, ch. 12, art. 121; 2005, ch. 47, art. 125.

PARTIE I

TRANSACTIONS ET ARRANGEMENTS

Transaction avec les créanciers chirographaires

4. Lorsqu'une transaction ou un arrangement est proposé entre une compagnie débitrice et ses créanciers chirographaires ou toute catégorie de ces derniers, le tribunal peut, à la requête sommaire de la compagnie, d'un de ces créanciers ou du syndic en matière de faillite ou liquidateur de la compagnie, ordonner que soit convoquée, de la manière qu'il prescrit, une assemblée de ces créanciers ou catégorie de créanciers, et, si le tribunal en décide ainsi, des actionnaires de la compagnie.

S.R., ch. C-25, art. 4.

Compromise with secured creditors	<p>5. Where a compromise or an arrangement is proposed between a debtor company and its secured creditors or any class of them, the court may, on the application in a summary way of the company or of any such creditor or of the trustee in bankruptcy or liquidator of the company, order a meeting of the creditors or class of creditors, and, if the court so determines, of the shareholders of the company, to be summoned in such manner as the court directs.</p> <p>R.S., c. C-25, s. 5.</p>	<p>5. Lorsqu'une transaction ou un arrangement est proposé entre une compagnie débitrice et ses créanciers garantis ou toute catégorie de ces derniers, le tribunal peut, à la requête sommaire de la compagnie, d'un de ces créanciers ou du syndic en matière de faillite ou liquidateur de la compagnie, ordonner que soit convoquée, de la manière qu'il prescrit, une assemblée de ces créanciers ou catégorie de créanciers, et, si le tribunal en décide ainsi, des actionnaires de la compagnie.</p> <p>S.R., ch. C-25, art. 5.</p>	Transaction avec les créanciers garantis
Claims against directors — compromise	<p>5.1 (1) A compromise or arrangement made in respect of a debtor company may include in its terms provision for the compromise of claims against directors of the company that arose before the commencement of proceedings under this Act and that relate to the obligations of the company where the directors are by law liable in their capacity as directors for the payment of such obligations.</p>	<p>5.1 (1) La transaction ou l'arrangement visant une compagnie débitrice peut comporter, au profit de ses créanciers, des dispositions relativement à une transaction sur les réclamations contre ses administrateurs qui sont antérieures aux procédures intentées sous le régime de la présente loi et visent des obligations de celle-ci dont ils peuvent être, ès qualités, responsables en droit.</p>	Transaction — réclamations contre les administrateurs
Exception	<p>(2) A provision for the compromise of claims against directors may not include claims that</p> <p>(a) relate to contractual rights of one or more creditors; or</p> <p>(b) are based on allegations of misrepresentations made by directors to creditors or of wrongful or oppressive conduct by directors.</p>	<p>(2) La transaction ne peut toutefois viser des réclamations portant sur des droits contractuels d'un ou de plusieurs créanciers ou fondées sur la fausse représentation ou la conduite injustifiée ou abusive des administrateurs.</p>	Restriction
Powers of court	<p>(3) The court may declare that a claim against directors shall not be compromised if it is satisfied that the compromise would not be fair and reasonable in the circumstances.</p>	<p>(3) Le tribunal peut déclarer qu'une réclamation contre les administrateurs ne peut faire l'objet d'une transaction s'il est convaincu qu'elle ne serait ni juste ni équitable dans les circonstances.</p>	Pouvoir du tribunal
Resignation or removal of directors	<p>(4) Where all of the directors have resigned or have been removed by the shareholders without replacement, any person who manages or supervises the management of the business and affairs of the debtor company shall be deemed to be a director for the purposes of this section.</p> <p>1997, c. 12, s. 122.</p>	<p>(4) Si tous les administrateurs démissionnent ou sont destitués par les actionnaires sans être remplacés, quiconque dirige ou supervise les activités commerciales et les affaires internes de la compagnie débitrice est réputé un administrateur pour l'application du présent article.</p> <p>1997, ch. 12, art. 122.</p>	Démission ou destitution des administrateurs
Compromises to be sanctioned by court	<p>6. (1) If a majority in number representing two thirds in value of the creditors, or the class of creditors, as the case may be — other than, unless the court orders otherwise, a class of creditors having equity claims, — present and voting either in person or by proxy at the meeting or meetings of creditors respectively held</p>	<p>6. (1) Si une majorité en nombre représentant les deux tiers en valeur des créanciers ou d'une catégorie de créanciers, selon le cas, — mise à part, sauf ordonnance contraire du tribunal, toute catégorie de créanciers ayant des réclamations relatives à des capitaux propres — présents et votant soit en personne, soit par fon-</p>	Homologation par le tribunal

under sections 4 and 5, or either of those sections, agree to any compromise or arrangement either as proposed or as altered or modified at the meeting or meetings, the compromise or arrangement may be sanctioned by the court and, if so sanctioned, is binding

(a) on all the creditors or the class of creditors, as the case may be, and on any trustee for that class of creditors, whether secured or unsecured, as the case may be, and on the company; and

(b) in the case of a company that has made an authorized assignment or against which a bankruptcy order has been made under the *Bankruptcy and Insolvency Act* or is in the course of being wound up under the *Winding-up and Restructuring Act*, on the trustee in bankruptcy or liquidator and contributors of the company.

Court may order amendment

(2) If a court sanctions a compromise or arrangement, it may order that the debtor's constating instrument be amended in accordance with the compromise or arrangement to reflect any change that may lawfully be made under federal or provincial law.

Restriction — certain Crown claims

(3) Unless Her Majesty agrees otherwise, the court may sanction a compromise or arrangement only if the compromise or arrangement provides for the payment in full to Her Majesty in right of Canada or a province, within six months after court sanction of the compromise or arrangement, of all amounts that were outstanding at the time of the application for an order under section 11 or 11.02 and that are of a kind that could be subject to a demand under

(a) subsection 224(1.2) of the *Income Tax Act*;

(b) any provision of the *Canada Pension Plan* or of the *Employment Insurance Act* that refers to subsection 224(1.2) of the *Income Tax Act* and provides for the collection of a contribution, as defined in the *Canada Pension Plan*, an employee's premium, or employer's premium, as defined in the *Employment Insurance Act*, or a premium under

dé de pouvoir à l'assemblée ou aux assemblées de créanciers respectivement tenues au titre des articles 4 et 5, acceptent une transaction ou un arrangement, proposé ou modifié à cette ou ces assemblées, la transaction ou l'arrangement peut être homologué par le tribunal et, le cas échéant, lie :

a) tous les créanciers ou la catégorie de créanciers, selon le cas, et tout fiduciaire pour cette catégorie de créanciers, qu'ils soient garantis ou chirographaires, selon le cas, ainsi que la compagnie;

b) dans le cas d'une compagnie qui a fait une cession autorisée ou à l'encontre de laquelle une ordonnance de faillite a été rendue en vertu de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* ou qui est en voie de liquidation sous le régime de la *Loi sur les liquidations et les restructurations*, le syndic en matière de faillite ou liquidateur et les contributeurs de la compagnie.

Modification des statuts constitutifs

(2) Le tribunal qui homologue une transaction ou un arrangement peut ordonner la modification des statuts constitutifs de la compagnie conformément à ce qui est prévu dans la transaction ou l'arrangement, selon le cas, pourvu que la modification soit légale au regard du droit fédéral ou provincial.

Certaines réclamations de la Couronne

(3) Le tribunal ne peut, sans le consentement de Sa Majesté, homologuer la transaction ou l'arrangement qui ne prévoit pas le paiement intégral à Sa Majesté du chef du Canada ou d'une province, dans les six mois suivant l'homologation, de toutes les sommes qui étaient dues lors de la demande d'ordonnance visée aux articles 11 ou 11.02 et qui pourraient, de par leur nature, faire l'objet d'une demande aux termes d'une des dispositions suivantes :

a) le paragraphe 224(1.2) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*;

b) toute disposition du *Régime de pensions du Canada* ou de la *Loi sur l'assurance-emploi* qui renvoie au paragraphe 224(1.2) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* et qui prévoit la perception d'une cotisation, au sens du *Régime de pensions du Canada*, d'une cotisation ouvrière ou d'une cotisation patronale, au sens de la *Loi sur l'assurance-emploi*, ou d'une cotisation prévue par la partie VII.1 de

Part VII.1 of that Act, and of any related interest, penalties or other amounts; or

(c) any provision of provincial legislation that has a purpose similar to subsection 224(1.2) of the *Income Tax Act*, or that refers to that subsection, to the extent that it provides for the collection of a sum, and of any related interest, penalties or other amounts, and the sum

(i) has been withheld or deducted by a person from a payment to another person and is in respect of a tax similar in nature to the income tax imposed on individuals under the *Income Tax Act*, or

(ii) is of the same nature as a contribution under the *Canada Pension Plan* if the province is a “province providing a comprehensive pension plan” as defined in subsection 3(1) of the *Canada Pension Plan* and the provincial legislation establishes a “provincial pension plan” as defined in that subsection.

(4) If an order contains a provision authorized by section 11.09, no compromise or arrangement is to be sanctioned by the court if, at the time the court hears the application for sanction, Her Majesty in right of Canada or a province satisfies the court that the company is in default on any remittance of an amount referred to in subsection (3) that became due after the time of the application for an order under section 11.02.

(5) The court may sanction a compromise or an arrangement only if

(a) the compromise or arrangement provides for payment to the employees and former employees of the company, immediately after the court’s sanction, of

(i) amounts at least equal to the amounts that they would have been qualified to receive under paragraph 136(1)(d) of the *Bankruptcy and Insolvency Act* if the company had become bankrupt on the day on which proceedings commenced under this Act, and

(ii) wages, salaries, commissions or compensation for services rendered after pro-

cette loi ainsi que des intérêts, pénalités ou autres charges afférents;

c) toute disposition législative provinciale dont l’objet est semblable à celui du paragraphe 224(1.2) de la *Loi de l’impôt sur le revenu*, ou qui renvoie à ce paragraphe, et qui prévoit la perception d’une somme, ainsi que des intérêts, pénalités ou autres charges afférents, laquelle somme :

(i) soit a été retenue par une personne sur un paiement effectué à une autre personne, ou déduite d’un tel paiement, et se rapporte à un impôt semblable, de par sa nature, à l’impôt sur le revenu auquel les particuliers sont assujettis en vertu de la *Loi de l’impôt sur le revenu*,

(ii) soit est de même nature qu’une cotisation prévue par le *Régime de pensions du Canada*, si la province est une province instituant un régime général de pensions au sens du paragraphe 3(1) de cette loi et si la loi provinciale a institué un régime provincial de pensions au sens de ce paragraphe.

(4) Lorsqu’une ordonnance comporte une disposition autorisée par l’article 11.09, le tribunal ne peut homologuer la transaction ou l’arrangement si, lors de l’audition de la demande d’homologation, Sa Majesté du chef du Canada ou d’une province le convainc du défaut de la compagnie d’effectuer un versement portant sur une somme visée au paragraphe (3) et qui est devenue exigible après le dépôt de la demande d’ordonnance visée à l’article 11.02.

(5) Le tribunal ne peut homologuer la transaction ou l’arrangement que si, à la fois :

a) la transaction ou l’arrangement prévoit le paiement aux employés actuels et anciens de la compagnie, dès son homologation, de sommes égales ou supérieures, d’une part, à celles qu’ils seraient en droit de recevoir en application de l’alinéa 136(1)d) de la *Loi sur la faillite et l’insolvabilité* si la compagnie avait fait faillite à la date à laquelle des procédures ont été introduites sous le régime de la présente loi à son égard et, d’autre part, au montant des gages, salaires, commissions ou autre rémunération pour services fournis entre la date de l’introduction des procédures et celle de l’homologation, y compris les

Restriction —
default of
remittance to
Crown

Restriction —
employees, etc.

Défaut
d’effectuer un
versement

Restriction —
employés, etc.

ceedings commence under this Act and before the court sanctions the compromise or arrangement, together with, in the case of travelling salespersons, disbursements properly incurred by them in and about the company's business during the same period; and

(b) the court is satisfied that the company can and will make the payments as required under paragraph (a).

Restriction —
pension plan

(6) If the company participates in a prescribed pension plan for the benefit of its employees, the court may sanction a compromise or an arrangement in respect of the company only if

(a) the compromise or arrangement provides for payment of the following amounts that are unpaid to the fund established for the purpose of the pension plan:

(i) an amount equal to the sum of all amounts that were deducted from the employees' remuneration for payment to the fund,

(ii) if the prescribed pension plan is regulated by an Act of Parliament,

(A) an amount equal to the normal cost, within the meaning of subsection 2(1) of the *Pension Benefits Standards Regulations, 1985*, that was required to be paid by the employer to the fund, and

(B) an amount equal to the sum of all amounts that were required to be paid by the employer to the fund under a defined contribution provision, within the meaning of subsection 2(1) of the *Pension Benefits Standards Act, 1985*, and

(iii) in the case of any other prescribed pension plan,

(A) an amount equal to the amount that would be the normal cost, within the meaning of subsection 2(1) of the *Pension Benefits Standards Regulations, 1985*, that the employer would be required to pay to the fund if the prescribed plan were regulated by an Act of Parliament, and

(B) an amount equal to the sum of all amounts that would have been required

sommes que le voyageur de commerce a régulièrement déboursées dans le cadre de l'exploitation de la compagnie entre ces dates;

b) il est convaincu que la compagnie est en mesure d'effectuer et effectuera les paiements prévus à l'alinéa a).

Restriction —
régime de
pension

(6) Si la compagnie participe à un régime de pension réglementaire institué pour ses employés, le tribunal ne peut homologuer la transaction ou l'arrangement que si, à la fois:

a) la transaction ou l'arrangement prévoit que seront effectués des paiements correspondant au total des sommes ci-après qui n'ont pas été versées au fonds établi dans le cadre du régime de pension:

(i) les sommes qui ont été déduites de la rémunération des employés pour versement au fonds,

(ii) dans le cas d'un régime de pension réglementaire régi par une loi fédérale:

(A) les coûts normaux, au sens du paragraphe 2(1) du *Règlement de 1985 sur les normes de prestation de pension*, que l'employeur est tenu de verser au fonds,

(B) les sommes que l'employeur est tenu de verser au fonds au titre de toute disposition à cotisations déterminées au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi de 1985 sur les normes de prestation de pension*,

(iii) dans le cas de tout autre régime de pension réglementaire:

(A) la somme égale aux coûts normaux, au sens du paragraphe 2(1) du *Règlement de 1985 sur les normes de prestation de pension*, que l'employeur serait tenu de verser au fonds si le régime était régi par une loi fédérale,

(B) les sommes que l'employeur serait tenu de verser au fonds au titre de toute disposition à cotisations déterminées au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi de 1985 sur les normes de prestation de*

to be paid by the employer to the fund under a defined contribution provision, within the meaning of subsection 2(1) of the *Pension Benefits Standards Act, 1985*, if the prescribed plan were regulated by an Act of Parliament; and

(b) the court is satisfied that the company can and will make the payments as required under paragraph (a).

Non-application of subsection (6)

(7) Despite subsection (6), the court may sanction a compromise or arrangement that does not allow for the payment of the amounts referred to in that subsection if it is satisfied that the relevant parties have entered into an agreement, approved by the relevant pension regulator, respecting the payment of those amounts.

Payment — equity claims

(8) No compromise or arrangement that provides for the payment of an equity claim is to be sanctioned by the court unless it provides that all claims that are not equity claims are to be paid in full before the equity claim is to be paid.

R.S., 1985, c. C-36, s. 6; 1992, c. 27, s. 90; 1996, c. 6, s. 167; 1997, c. 12, s. 123; 2004, c. 25, s. 194; 2005, c. 47, s. 126, 2007, c. 36, s. 106; 2009, c. 33, s. 27.

Court may give directions

7. Where an alteration or a modification of any compromise or arrangement is proposed at any time after the court has directed a meeting or meetings to be summoned, the meeting or meetings may be adjourned on such term as to notice and otherwise as the court may direct, and those directions may be given after as well as before adjournment of any meeting or meetings, and the court may in its discretion direct that it is not necessary to adjourn any meeting or to convene any further meeting of any class of creditors or shareholders that in the opinion of the court is not adversely affected by the alteration or modification proposed, and any compromise or arrangement so altered or modified may be sanctioned by the court and have effect under section 6.

R.S., c. C-25, s. 7.

Scope of Act

8. This Act extends and does not limit the provisions of any instrument now or hereafter existing that governs the rights of creditors or any class of them and has full force and effect

pension si le régime était régi par une loi fédérale;

b) il est convaincu que la compagnie est en mesure d'effectuer et effectuera les paiements prévus à l'alinéa a).

Non-application du paragraphe (6)

(7) Par dérogation au paragraphe (6), le tribunal peut homologuer la transaction ou l'arrangement qui ne prévoit pas le versement des sommes mentionnées à ce paragraphe s'il est convaincu que les parties en cause ont conclu un accord sur les sommes à verser et que l'autorité administrative responsable du régime de pension a consenti à l'accord.

Paiement d'une réclamation relative à des capitaux propres

(8) Le tribunal ne peut homologuer la transaction ou l'arrangement qui prévoit le paiement d'une réclamation relative à des capitaux propres que si, selon les termes de celle-ci, le paiement intégral de toutes les autres réclamations sera effectué avant le paiement de la réclamation relative à des capitaux propres.

L.R. (1985), ch. C-36, art. 6; 1992, ch. 27, art. 90; 1996, ch. 6, art. 167; 1997, ch. 12, art. 123; 2004, ch. 25, art. 194; 2005, ch. 47, art. 126, 2007, ch. 36, art. 106; 2009, ch. 33, art. 27.

Le tribunal peut donner des instructions

7. Si une modification d'une transaction ou d'un arrangement est proposée après que le tribunal a ordonné qu'une ou plusieurs assemblées soient convoquées, cette ou ces assemblées peuvent être ajournées aux conditions que peut prescrire le tribunal quant à l'avis et autrement, et ces instructions peuvent être données tant après qu'avant l'ajournement de toute ou toutes assemblées, et le tribunal peut, à sa discrétion, prescrire qu'il ne sera pas nécessaire d'ajourner quelque assemblée ou de convoquer une nouvelle assemblée de toute catégorie de créanciers ou actionnaires qui, selon l'opinion du tribunal, n'est pas défavorablement atteinte par la modification proposée, et une transaction ou un arrangement ainsi modifié peut être homologué par le tribunal et être exécutoire en vertu de l'article 6.

S.R., ch. C-25, art. 7.

Champ d'application de la loi

8. La présente loi n'a pas pour effet de limiter mais d'étendre les stipulations de tout instrument actuellement ou désormais existant relativement aux droits de créanciers ou de toute

notwithstanding anything to the contrary contained in that instrument.

R.S., c. C-25, s. 8.

catégorie de ces derniers, et elle est pleinement exécutoire et effective nonobstant toute stipulation contraire de cet instrument.

S.R., ch. C-25, art. 8.

PART II

JURISDICTION OF COURTS

Jurisdiction of court to receive applications

9. (1) Any application under this Act may be made to the court that has jurisdiction in the province within which the head office or chief place of business of the company in Canada is situated, or, if the company has no place of business in Canada, in any province within which any assets of the company are situated.

Single judge may exercise powers, subject to appeal

(2) The powers conferred by this Act on a court may, subject to appeal as provided for in this Act, be exercised by a single judge thereof, and those powers may be exercised in chambers during term or in vacation.

R.S., c. C-25, s. 9.

Form of applications

10. (1) Applications under this Act shall be made by petition or by way of originating summons or notice of motion in accordance with the practice of the court in which the application is made.

Documents that must accompany initial application

(2) An initial application must be accompanied by

- (a) a statement indicating, on a weekly basis, the projected cash flow of the debtor company;
- (b) a report containing the prescribed representations of the debtor company regarding the preparation of the cash-flow statement; and
- (c) copies of all financial statements, audited or unaudited, prepared during the year before the application or, if no such statements were prepared in that year, a copy of the most recent such statement.

Publication ban

(3) The court may make an order prohibiting the release to the public of any cash-flow statement, or any part of a cash-flow statement, if it is satisfied that the release would unduly prejudice the debtor company and the making of the order would not unduly prejudice the company's creditors, but the court may, in the order, direct that the cash-flow statement or any part

PARTIE II

JURIDICTION DES TRIBUNAUX

9. (1) Toute demande prévue par la présente loi peut être faite au tribunal ayant juridiction dans la province où est situé le siège social ou le principal bureau d'affaires de la compagnie au Canada, ou, si la compagnie n'a pas de bureau d'affaires au Canada, dans la province où est situé quelque actif de la compagnie.

(2) Les pouvoirs conférés au tribunal par la présente loi peuvent être exercés par un seul de ses juges, sous réserve de l'appel prévu par la présente loi. Ces pouvoirs peuvent être exercés en chambre, soit durant une session du tribunal, soit pendant les vacances judiciaires.

S.R., ch. C-25, art. 9.

10. (1) Les demandes prévues par la présente loi peuvent être formulées par requête ou par voie d'assignation introductive d'instance ou d'avis de motion conformément à la pratique du tribunal auquel la demande est présentée.

(2) La demande initiale doit être accompagnée :

- a) d'un état portant, projections à l'appui, sur l'évolution hebdomadaire de l'encaisse de la compagnie débitrice;
- b) d'un rapport contenant les observations réglementaires de la compagnie débitrice relativement à l'établissement de cet état;
- c) d'une copie des états financiers, vérifiés ou non, établis au cours de l'année précédant la demande ou, à défaut, d'une copie des états financiers les plus récents.

(3) Le tribunal peut, par ordonnance, interdire la communication au public de tout ou partie de l'état de l'évolution de l'encaisse de la compagnie débitrice s'il est convaincu que sa communication causerait un préjudice indu à celle-ci et que sa non-communication ne causerait pas de préjudice indu à ses créanciers. Il peut toutefois préciser dans l'ordonnance que

Le tribunal a juridiction pour recevoir des demandes

Un seul juge peut exercer les pouvoirs, sous réserve d'appel

Forme des demandes

Documents accompagnant la demande initiale

Interdiction de mettre l'état à la disposition du public

of it be made available to any person specified in the order on any terms or conditions that the court considers appropriate.

R.S., 1985, c. C-36, s. 10; 2005, c. 47, s. 127.

General power of court

11. Despite anything in the *Bankruptcy and Insolvency Act* or the *Winding-up and Restructuring Act*, if an application is made under this Act in respect of a debtor company, the court, on the application of any person interested in the matter, may, subject to the restrictions set out in this Act, on notice to any other person or without notice as it may see fit, make any order that it considers appropriate in the circumstances.

R.S., 1985, c. C-36, s. 11; 1992, c. 27, s. 90; 1996, c. 6, s. 167; 1997, c. 12, s. 124; 2005, c. 47, s. 128.

Rights of suppliers

11.01 No order made under section 11 or 11.02 has the effect of

(a) prohibiting a person from requiring immediate payment for goods, services, use of leased or licensed property or other valuable consideration provided after the order is made; or

(b) requiring the further advance of money or credit.

2005, c. 47, s. 128.

Stays, etc. — initial application

11.02 (1) A court may, on an initial application in respect of a debtor company, make an order on any terms that it may impose, effective for the period that the court considers necessary, which period may not be more than 30 days,

(a) staying, until otherwise ordered by the court, all proceedings taken or that might be taken in respect of the company under the *Bankruptcy and Insolvency Act* or the *Winding-up and Restructuring Act*;

(b) restraining, until otherwise ordered by the court, further proceedings in any action, suit or proceeding against the company; and

(c) prohibiting, until otherwise ordered by the court, the commencement of any action, suit or proceeding against the company.

Stays, etc. — other than initial application

(2) A court may, on an application in respect of a debtor company other than an initial application, make an order, on any terms that it may impose,

tout ou partie de cet état peut être communiqué, aux conditions qu'il estime indiquées, à la personne qu'il nomme.

L.R. (1985), ch. C-36, art. 10; 2005, ch. 47, art. 127.

Pouvoir général du tribunal

11. Malgré toute disposition de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* ou de la *Loi sur les liquidations et les restructurations*, le tribunal peut, dans le cas de toute demande sous le régime de la présente loi à l'égard d'une compagnie débitrice, rendre, sur demande d'un intéressé, mais sous réserve des restrictions prévues par la présente loi et avec ou sans avis, toute ordonnance qu'il estime indiquée.

L.R. (1985), ch. C-36, art. 11; 1992, ch. 27, art. 90; 1996, ch. 6, art. 167; 1997, ch. 12, art. 124; 2005, ch. 47, art. 128.

Droits des fournisseurs

11.01 L'ordonnance prévue aux articles 11 ou 11.02 ne peut avoir pour effet:

a) d'empêcher une personne d'exiger que soient effectués sans délai les paiements relatifs à la fourniture de marchandises ou de services, à l'utilisation de biens loués ou faisant l'objet d'une licence ou à la fourniture de toute autre contrepartie de valeur qui ont lieu après l'ordonnance;

b) d'exiger le versement de nouvelles avances de fonds ou de nouveaux crédits.

2005, ch. 47, art. 128.

Suspension : demande initiale

11.02 (1) Dans le cas d'une demande initiale visant une compagnie débitrice, le tribunal peut, par ordonnance, aux conditions qu'il peut imposer et pour la période maximale de trente jours qu'il estime nécessaire:

a) suspendre, jusqu'à nouvel ordre, toute procédure qui est ou pourrait être intentée contre la compagnie sous le régime de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* ou de la *Loi sur les liquidations et les restructurations*;

b) surseoir, jusqu'à nouvel ordre, à la continuation de toute action, poursuite ou autre procédure contre la compagnie;

c) interdire, jusqu'à nouvel ordre, l'introduction de toute action, poursuite ou autre procédure contre la compagnie.

Suspension : demandes autres qu'initiales

(2) Dans le cas d'une demande, autre qu'une demande initiale, visant une compagnie débitrice, le tribunal peut, par ordonnance, aux

	<p>(a) staying, until otherwise ordered by the court, for any period that the court considers necessary, all proceedings taken or that might be taken in respect of the company under an Act referred to in paragraph (1)(a);</p> <p>(b) restraining, until otherwise ordered by the court, further proceedings in any action, suit or proceeding against the company; and</p> <p>(c) prohibiting, until otherwise ordered by the court, the commencement of any action, suit or proceeding against the company.</p>	<p>conditions qu'il peut imposer et pour la période qu'il estime nécessaire :</p> <p>a) suspendre, jusqu'à nouvel ordre, toute procédure qui est ou pourrait être intentée contre la compagnie sous le régime des lois mentionnées à l'alinéa (1)a);</p> <p>b) surseoir, jusqu'à nouvel ordre, à la continuation de toute action, poursuite ou autre procédure contre la compagnie;</p> <p>c) interdire, jusqu'à nouvel ordre, l'introduction de toute action, poursuite ou autre procédure contre la compagnie.</p>	
Burden of proof on application	<p>(3) The court shall not make the order unless</p> <p>(a) the applicant satisfies the court that circumstances exist that make the order appropriate; and</p> <p>(b) in the case of an order under subsection (2), the applicant also satisfies the court that the applicant has acted, and is acting, in good faith and with due diligence.</p>	<p>(3) Le tribunal ne rend l'ordonnance que si :</p> <p>a) le demandeur le convainc que la mesure est opportune;</p> <p>b) dans le cas de l'ordonnance visée au paragraphe (2), le demandeur le convainc en outre qu'il a agi et continue d'agir de bonne foi et avec la diligence voulue.</p>	Preuve
Restriction	<p>(4) Orders doing anything referred to in subsection (1) or (2) may only be made under this section.</p> <p>2005, c. 47, s. 128, 2007, c. 36, s. 62(F).</p>	<p>(4) L'ordonnance qui prévoit l'une des mesures visées aux paragraphes (1) ou (2) ne peut être rendue qu'en vertu du présent article.</p> <p>2005, ch. 47, art. 128, 2007, ch. 36, art. 62(F).</p>	Restriction
Stays — directors	<p>11.03 (1) An order made under section 11.02 may provide that no person may commence or continue any action against a director of the company on any claim against directors that arose before the commencement of proceedings under this Act and that relates to obligations of the company if directors are under any law liable in their capacity as directors for the payment of those obligations, until a compromise or an arrangement in respect of the company, if one is filed, is sanctioned by the court or is refused by the creditors or the court.</p>	<p>11.03 (1) L'ordonnance prévue à l'article 11.02 peut interdire l'introduction ou la continuation de toute action contre les administrateurs de la compagnie relativement aux réclamations qui sont antérieures aux procédures intentées sous le régime de la présente loi et visent des obligations de la compagnie dont ils peuvent être, ès qualités, responsables en droit, tant que la transaction ou l'arrangement, le cas échéant, n'a pas été homologué par le tribunal ou rejeté par celui-ci ou les créanciers.</p>	Suspension — administrateurs
Exception	<p>(2) Subsection (1) does not apply in respect of an action against a director on a guarantee given by the director relating to the company's obligations or an action seeking injunctive relief against a director in relation to the company.</p>	<p>(2) La suspension ne s'applique toutefois pas aux actions contre les administrateurs pour les garanties qu'ils ont données relativement aux obligations de la compagnie ni aux mesures de la nature d'une injonction les visant au sujet de celle-ci.</p>	Exclusion
Persons deemed to be directors	<p>(3) If all of the directors have resigned or have been removed by the shareholders without replacement, any person who manages or supervises the management of the business and</p>	<p>(3) Si tous les administrateurs démissionnent ou sont destitués par les actionnaires sans être remplacés, quiconque dirige ou supervise les activités commerciales et les affaires</p>	Présomption : administrateurs

affairs of the company is deemed to be a director for the purposes of this section.

2005, c. 47, s. 128.

Persons
obligated under
letter of credit or
guarantee

11.04 No order made under section 11.02 has affect on any action, suit or proceeding against a person, other than the company in respect of whom the order is made, who is obligated under a letter of credit or guarantee in relation to the company.

2005, c. 47, s. 128.

11.05 [Repealed, 2007, c. 29, s. 105]

Member of the
Canadian
Payments
Association

11.06 No order may be made under this Act that has the effect of preventing a member of the Canadian Payments Association from ceasing to act as a clearing agent or group clearer for a company in accordance with the *Canadian Payments Act* or the by-laws or rules of that Association.

2005, c. 47, s. 128, 2007, c. 36, s. 64.

Aircraft objects

11.07 No order may be made under section 11.02 that has the effect of preventing a creditor who holds security on aircraft objects — or a lessor of aircraft objects — under an agreement with a company from taking possession of the aircraft objects

(a) if, after the commencement of proceedings under this Act, the company defaults in protecting or maintaining the aircraft objects in accordance with the agreement;

(b) 60 days after the commencement of proceedings under this Act unless, during that period, the company

(i) remedied the default of every other obligation under the agreement, other than a default constituted by the commencement of proceedings under this Act or the breach of a provision in the agreement relating to the company's financial condition,

(ii) agreed to perform the obligations under the agreement, other than an obligation not to become insolvent or an obligation relating to the company's financial condition, until proceedings under this Act end, and

internes de la compagnie est réputé un administrateur pour l'application du présent article.

2005, ch. 47, art. 128.

11.04 L'ordonnance prévue à l'article 11.02 est sans effet sur toute action, poursuite ou autre procédure contre la personne — autre que la compagnie visée par l'ordonnance — qui a des obligations au titre de lettres de crédit ou de garanties se rapportant à la compagnie.

2005, ch. 47, art. 128.

11.05 [Abrogé, 2007, ch. 29, art. 105]

11.06 Aucune ordonnance prévue par la présente loi ne peut avoir pour effet d'empêcher un membre de l'Association canadienne des paiements de cesser d'agir, pour une compagnie, à titre d'agent de compensation ou d'adhérent correspondant de groupe conformément à la *Loi canadienne sur les paiements* et aux règles et règlements administratifs de l'Association.

2005, ch. 47, art. 128; 2007, ch. 36, art. 64.

Suspension —
lettres de crédit
ou garanties

Membre de
l'Association
canadienne des
paiements

Biens
aéronautiques

11.07 L'ordonnance prévue à l'article 11.02 ne peut avoir pour effet d'empêcher le créancier qui est titulaire d'une garantie portant sur un bien aéronautique — ou la personne qui est le bailleur d'un tel bien — au titre d'un contrat conclu avec une compagnie d'en prendre possession:

a) si, après l'introduction d'une procédure au titre de la présente loi, la compagnie manque à l'obligation prévue au contrat de préserver ou d'entretenir le bien;

b) si, à l'expiration d'un délai de soixante jours suivant l'introduction d'une procédure au titre de la présente loi:

(i) elle n'a pas remédié aux manquements aux autres obligations prévues au contrat, exception faite du manquement résultant de l'introduction d'une telle procédure ou de la contravention d'une stipulation du contrat relative à sa situation financière,

(ii) elle ne s'est pas engagée à se conformer jusqu'à la date de conclusion des procédures à toutes les obligations qui sont prévues au contrat, sauf l'obligation de ne pas devenir insolvable ou toute autre obligation relative à sa situation financière,

(iii) agreed to perform all the obligations arising under the agreement after the proceedings under this Act end; or

(c) if, during the period that begins 60 days after the commencement of the proceedings under this Act and ends on the day on which proceedings under this Act end, the company defaults in performing an obligation under the agreement, other than an obligation not to become insolvent or an obligation relating to the company's financial condition.

2005, c. 47, s. 128.

Restriction —
certain powers,
duties and
functions

11.08 No order may be made under section 11.02 that affects

(a) the exercise or performance by the Minister of Finance or the Superintendent of Financial Institutions of any power, duty or function assigned to them by the *Bank Act*, the *Cooperative Credit Associations Act*, the *Insurance Companies Act* or the *Trust and Loan Companies Act*;

(b) the exercise or performance by the Governor in Council, the Minister of Finance or the Canada Deposit Insurance Corporation of any power, duty or function assigned to them by the *Canada Deposit Insurance Corporation Act*; or

(c) the exercise by the Attorney General of Canada of any power, assigned to him or her by the *Winding-up and Restructuring Act*.

2005, c. 47, s. 128.

Stay — Her
Majesty

11.09 (1) An order made under section 11.02 may provide that

(a) Her Majesty in right of Canada may not exercise rights under subsection 224(1.2) of the *Income Tax Act* or any provision of the *Canada Pension Plan* or of the *Employment Insurance Act* that refers to subsection 224(1.2) of the *Income Tax Act* and provides for the collection of a contribution, as defined in the *Canada Pension Plan*, an employee's premium, or employer's premium, as defined in the *Employment Insurance Act*, or a premium under Part VII.1 of that Act, and of any related interest, penalties or other amounts, in respect of the company if the company is a tax debtor under that subsection or provision, for the period that the court

(iii) elle ne s'est pas engagée à se conformer après cette date à toutes les obligations qui sont prévues au contrat;

c) si, pendant la période commençant à l'expiration du délai de soixante jours et se terminant à la date de conclusion des procédures, intentées au titre de la présente loi elle manque à l'une des obligations prévues au contrat, sauf l'obligation de ne pas devenir insolvable ou toute autre obligation relative à sa situation financière.

2005, ch. 47, art. 128.

11.08 L'ordonnance prévue à l'article 11.02 ne peut avoir d'effet sur :

a) l'exercice par le ministre des Finances ou par le surintendant des institutions financières des attributions qui leur sont conférées par la *Loi sur les banques*, la *Loi sur les associations coopératives de crédit*, la *Loi sur les sociétés d'assurances* ou la *Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt*;

b) l'exercice par le gouverneur en conseil, le ministre des Finances ou la Société d'assurance-dépôts du Canada des attributions qui leur sont conférées par la *Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada*;

c) l'exercice par le procureur général du Canada des pouvoirs qui lui sont conférés par la *Loi sur les liquidations et les restructurations*.

2005, ch. 47, art. 128.

Restrictions :
exercice de
certaines
attributions

11.09 (1) L'ordonnance prévue à l'article 11.02 peut avoir pour effet de suspendre :

a) l'exercice par Sa Majesté du chef du Canada des droits que lui confère le paragraphe 224(1.2) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* ou toute disposition du *Régime de pensions du Canada* ou de la *Loi sur l'assurance-emploi* qui renvoie à ce paragraphe et qui prévoit la perception d'une cotisation, au sens du *Régime de pensions du Canada*, d'une cotisation ouvrière ou d'une cotisation patronale, au sens de la *Loi sur l'assurance-emploi*, ou d'une cotisation prévue par la partie VII.1 de cette loi ainsi que des intérêts, pénalités et autres charges afférents, à l'égard d'une compagnie qui est un débiteur fiscal visé à ce paragraphe ou à cette disposi-

Suspension des
procédures : Sa
Majesté

considers appropriate but ending not later than

- (i) the expiry of the order,
 - (ii) the refusal of a proposed compromise by the creditors or the court,
 - (iii) six months following the court sanction of a compromise or an arrangement,
 - (iv) the default by the company on any term of a compromise or an arrangement, or
 - (v) the performance of a compromise or an arrangement in respect of the company;
- and

(b) Her Majesty in right of a province may not exercise rights under any provision of provincial legislation in respect of the company if the company is a debtor under that legislation and the provision has a purpose similar to subsection 224(1.2) of the *Income Tax Act*, or refers to that subsection, to the extent that it provides for the collection of a sum, and of any related interest, penalties or other amounts, and the sum

- (i) has been withheld or deducted by a person from a payment to another person and is in respect of a tax similar in nature to the income tax imposed on individuals under the *Income Tax Act*, or
- (ii) is of the same nature as a contribution under the *Canada Pension Plan* if the province is a “province providing a comprehensive pension plan” as defined in subsection 3(1) of the *Canada Pension Plan* and the provincial legislation establishes a “provincial pension plan” as defined in that subsection,

for the period that the court considers appropriate but ending not later than the occurrence or time referred to in whichever of subparagraphs (a)(i) to (v) that may apply.

(2) The portions of an order made under section 11.02 that affect the exercise of rights of Her Majesty referred to in paragraph (1)(a) or (b) cease to be in effect if

- (a) the company defaults on the payment of any amount that becomes due to Her Majesty

tion, pour la période se terminant au plus tard:

- (i) à l’expiration de l’ordonnance,
- (ii) au moment du rejet, par le tribunal ou les créanciers, de la transaction proposée,
- (iii) six mois après que le tribunal a homologué la transaction ou l’arrangement,
- (iv) au moment de tout défaut d’exécution de la transaction ou de l’arrangement,
- (v) au moment de l’exécution intégrale de la transaction ou de l’arrangement;

b) l’exercice par Sa Majesté du chef d’une province, pour la période que le tribunal estime indiquée et se terminant au plus tard au moment visé à celui des sous-alinéas a)(i) à (v) qui, le cas échéant, est applicable, des droits que lui confère toute disposition législative de cette province à l’égard d’une compagnie qui est un débiteur visé par la loi provinciale, s’il s’agit d’une disposition dont l’objet est semblable à celui du paragraphe 224(1.2) de la *Loi de l’impôt sur le revenu*, ou qui renvoie à ce paragraphe, et qui prévoit la perception d’une somme, ainsi que des intérêts, pénalités et autres charges afférents, laquelle:

- (i) soit a été retenue par une personne sur un paiement effectué à une autre personne, ou déduite d’un tel paiement, et se rapporte à un impôt semblable, de par sa nature, à l’impôt sur le revenu auquel les particuliers sont assujettis en vertu de la *Loi de l’impôt sur le revenu*,
- (ii) soit est de même nature qu’une cotisation prévue par le *Régime de pensions du Canada*, si la province est une province instituant un régime général de pensions au sens du paragraphe 3(1) de cette loi et si la loi provinciale institue un régime provincial de pensions au sens de ce paragraphe.

(2) Les passages de l’ordonnance qui suspendent l’exercice des droits de Sa Majesté visés aux alinéas (1)a) ou b) cessent d’avoir effet dans les cas suivants:

- a) la compagnie manque à ses obligations de paiement à l’égard de toute somme qui devient due à Sa Majesté après le prononcé de

When order ceases to be in effect

Cessation d’effet

after the order is made and could be subject to a demand under

(i) subsection 224(1.2) of the *Income Tax Act*,

(ii) any provision of the *Canada Pension Plan* or of the *Employment Insurance Act* that refers to subsection 224(1.2) of the *Income Tax Act* and provides for the collection of a contribution, as defined in the *Canada Pension Plan*, an employee's premium, or employer's premium, as defined in the *Employment Insurance Act*, or a premium under Part VII.1 of that Act, and of any related interest, penalties or other amounts, or

(iii) any provision of provincial legislation that has a purpose similar to subsection 224(1.2) of the *Income Tax Act*, or that refers to that subsection, to the extent that it provides for the collection of a sum, and of any related interest, penalties or other amounts, and the sum

(A) has been withheld or deducted by a person from a payment to another person and is in respect of a tax similar in nature to the income tax imposed on individuals under the *Income Tax Act*, or

(B) is of the same nature as a contribution under the *Canada Pension Plan* if the province is a "province providing a comprehensive pension plan" as defined in subsection 3(1) of the *Canada Pension Plan* and the provincial legislation establishes a "provincial pension plan" as defined in that subsection; or

(b) any other creditor is or becomes entitled to realize a security on any property that could be claimed by Her Majesty in exercising rights under

(i) subsection 224(1.2) of the *Income Tax Act*,

(ii) any provision of the *Canada Pension Plan* or of the *Employment Insurance Act* that refers to subsection 224(1.2) of the *Income Tax Act* and provides for the collection of a contribution, as defined in the *Canada Pension Plan*, an employee's premium, or employer's premium, as defined in the *Employment Insurance Act*, or a

l'ordonnance et qui pourrait faire l'objet d'une demande aux termes d'une des dispositions suivantes :

(i) le paragraphe 224(1.2) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*,

(ii) toute disposition du *Régime de pensions du Canada* ou de la *Loi sur l'assurance-emploi* qui renvoie au paragraphe 224(1.2) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* et qui prévoit la perception d'une cotisation, au sens du *Régime de pensions du Canada*, d'une cotisation ouvrière ou d'une cotisation patronale, au sens de la *Loi sur l'assurance-emploi*, ou d'une cotisation prévue par la partie VII.1 de cette loi ainsi que des intérêts, pénalités et autres charges afférents,

(iii) toute disposition législative provinciale dont l'objet est semblable à celui du paragraphe 224(1.2) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, ou qui renvoie à ce paragraphe, et qui prévoit la perception d'une somme, ainsi que des intérêts, pénalités et autres charges afférents, laquelle :

(A) soit a été retenue par une personne sur un paiement effectué à une autre personne, ou déduite d'un tel paiement, et se rapporte à un impôt semblable, de par sa nature, à l'impôt sur le revenu auquel les particuliers sont assujettis en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu*,

(B) soit est de même nature qu'une cotisation prévue par le *Régime de pensions du Canada*, si la province est une province instituant un régime général de pensions au sens du paragraphe 3(1) de cette loi et si la loi provinciale institue un régime provincial de pensions au sens de ce paragraphe;

b) un autre créancier a ou acquiert le droit de réaliser sa garantie sur un bien qui pourrait être réclamé par Sa Majesté dans l'exercice des droits que lui confère l'une des dispositions suivantes :

(i) le paragraphe 224(1.2) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*,

(ii) toute disposition du *Régime de pensions du Canada* ou de la *Loi sur l'assurance-emploi* qui renvoie au paragraphe

premium under Part VII.1 of that Act, and of any related interest, penalties or other amounts, or

(iii) any provision of provincial legislation that has a purpose similar to subsection 224(1.2) of the *Income Tax Act*, or that refers to that subsection, to the extent that it provides for the collection of a sum, and of any related interest, penalties or other amounts, and the sum

(A) has been withheld or deducted by a person from a payment to another person and is in respect of a tax similar in nature to the income tax imposed on individuals under the *Income Tax Act*, or

(B) is of the same nature as a contribution under the *Canada Pension Plan* if the province is a “province providing a comprehensive pension plan” as defined in subsection 3(1) of the *Canada Pension Plan* and the provincial legislation establishes a “provincial pension plan” as defined in that subsection.

(3) An order made under section 11.02, other than the portions of that order that affect the exercise of rights of Her Majesty referred to in paragraph (1)(a) or (b), does not affect the operation of

(a) subsections 224(1.2) and (1.3) of the *Income Tax Act*,

(b) any provision of the *Canada Pension Plan* or of the *Employment Insurance Act* that refers to subsection 224(1.2) of the *Income Tax Act* and provides for the collection of a contribution, as defined in the *Canada Pension Plan*, an employee’s premium, or employer’s premium, as defined in the *Employment Insurance Act*, or a premium under Part VII.1 of that Act, and of any related interest, penalties or other amounts, or

224(1.2) de la *Loi de l’impôt sur le revenu* et qui prévoit la perception d’une cotisation, au sens du *Régime de pensions du Canada*, d’une cotisation ouvrière ou d’une cotisation patronale, au sens de la *Loi sur l’assurance-emploi*, ou d’une cotisation prévue par la partie VII.1 de cette loi ainsi que des intérêts, pénalités et autres charges afférents,

(iii) toute disposition législative provinciale dont l’objet est semblable à celui du paragraphe 224(1.2) de la *Loi de l’impôt sur le revenu*, ou qui renvoie à ce paragraphe, et qui prévoit la perception d’une somme, ainsi que des intérêts, pénalités et autres charges afférents, laquelle :

(A) soit a été retenue par une personne sur un paiement effectué à une autre personne, ou déduite d’un tel paiement, et se rapporte à un impôt semblable, de par sa nature, à l’impôt sur le revenu auquel les particuliers sont assujettis en vertu de la *Loi de l’impôt sur le revenu*,

(B) soit est de même nature qu’une cotisation prévue par le *Régime de pensions du Canada*, si la province est une province instituant un régime général de pensions au sens du paragraphe 3(1) de cette loi et si la loi provinciale institue un régime provincial de pensions au sens de ce paragraphe.

(3) L’ordonnance prévue à l’article 11.02, à l’exception des passages de celle-ci qui suspendent l’exercice des droits de Sa Majesté visés aux alinéas (1)a) ou b), n’a pas pour effet de porter atteinte à l’application des dispositions suivantes :

a) les paragraphes 224(1.2) et (1.3) de la *Loi de l’impôt sur le revenu*;

b) toute disposition du *Régime de pensions du Canada* ou de la *Loi sur l’assurance-emploi* qui renvoie au paragraphe 224(1.2) de la *Loi de l’impôt sur le revenu* et qui prévoit la perception d’une cotisation, au sens du *Régime de pensions du Canada*, d’une cotisation ouvrière ou d’une cotisation patronale, au sens de la *Loi sur l’assurance-emploi*, ou d’une cotisation prévue par la partie VII.1 de cette loi ainsi que des intérêts, pénalités et autres charges afférents;

Operation of similar legislation

Effet

(c) any provision of provincial legislation that has a purpose similar to subsection 224(1.2) of the *Income Tax Act*, or that refers to that subsection, to the extent that it provides for the collection of a sum, and of any related interest, penalties or other amounts, and the sum

(i) has been withheld or deducted by a person from a payment to another person and is in respect of a tax similar in nature to the income tax imposed on individuals under the *Income Tax Act*, or

(ii) is of the same nature as a contribution under the *Canada Pension Plan* if the province is a “province providing a comprehensive pension plan” as defined in subsection 3(1) of the *Canada Pension Plan* and the provincial legislation establishes a “provincial pension plan” as defined in that subsection,

and for the purpose of paragraph (c), the provision of provincial legislation is, despite any Act of Canada or of a province or any other law, deemed to have the same effect and scope against any creditor, however secured, as subsection 224(1.2) of the *Income Tax Act* in respect of a sum referred to in subparagraph (c)(i), or as subsection 23(2) of the *Canada Pension Plan* in respect of a sum referred to in subparagraph (c)(ii), and in respect of any related interest, penalties or other amounts.

2005, c. 47, s. 128; 2009, c. 33, s. 28.

Meaning of “regulatory body”

11.1 (1) In this section, “regulatory body” means a person or body that has powers, duties or functions relating to the enforcement or administration of an Act of Parliament or of the legislature of a province and includes a person or body that is prescribed to be a regulatory body for the purpose of this Act.

Regulatory bodies — order under section 11.02

(2) Subject to subsection (3), no order made under section 11.02 affects a regulatory body’s investigation in respect of the debtor company or an action, suit or proceeding that is taken in respect of the company by or before the regulatory body, other than the enforcement of a pay-

c) toute disposition législative provinciale dont l’objet est semblable à celui du paragraphe 224(1.2) de la *Loi de l’impôt sur le revenu*, ou qui renvoie à ce paragraphe, et qui prévoit la perception d’une somme, ainsi que des intérêts, pénalités et autres charges afférents, laquelle :

(i) soit a été retenue par une personne sur un paiement effectué à une autre personne, ou déduite d’un tel paiement, et se rapporte à un impôt semblable, de par sa nature, à l’impôt sur le revenu auquel les particuliers sont assujettis en vertu de la *Loi de l’impôt sur le revenu*,

(ii) soit est de même nature qu’une cotisation prévue par le *Régime de pensions du Canada*, si la province est une province instituant un régime général de pensions au sens du paragraphe 3(1) de cette loi et si la loi provinciale institue un régime provincial de pensions au sens de ce paragraphe.

Pour l’application de l’alinéa c), la disposition législative provinciale en question est réputée avoir, à l’encontre de tout créancier et malgré tout texte législatif fédéral ou provincial et toute autre règle de droit, la même portée et le même effet que le paragraphe 224(1.2) de la *Loi de l’impôt sur le revenu* quant à la somme visée au sous-alinéa c)(i), ou que le paragraphe 23(2) du *Régime de pensions du Canada* quant à la somme visée au sous-alinéa c)(ii), et quant aux intérêts, pénalités et autres charges afférents, quelle que soit la garantie dont bénéficie le créancier.

2005, ch. 47, art. 128; 2009, ch. 33, art. 28.

Définition de « organisme administratif »

11.1 (1) Au présent article, « organisme administratif » s’entend de toute personne ou de tout organisme chargé de l’application d’une loi fédérale ou provinciale; y est assimilé toute personne ou tout organisme désigné à ce titre par règlement.

Organisme administratif — ordonnance rendue en vertu de l’article 11.02

(2) Sous réserve du paragraphe (3), l’ordonnance prévue à l’article 11.02 ne porte aucunement atteinte aux mesures — action, poursuite ou autre procédure — prises à l’égard de la compagnie débitrice par ou devant un organisme administratif, ni aux investigations auxquelles il procède à son sujet. Elles n’ont d’ef-

Exception	<p>ment ordered by the regulatory body or the court.</p> <p>(3) On application by the company and on notice to the regulatory body and to the persons who are likely to be affected by the order, the court may order that subsection (2) not apply in respect of one or more of the actions, suits or proceedings taken by or before the regulatory body if in the court's opinion</p>	<p>fet que sur l'exécution d'un paiement ordonné par lui ou le tribunal.</p> <p>(3) Le tribunal peut par ordonnance, sur demande de la compagnie et sur préavis à l'organisme administratif et à toute personne qui sera vraisemblablement touchée par l'ordonnance, déclarer que le paragraphe (2) ne s'applique pas à l'une ou plusieurs des mesures prises par ou devant celui-ci, s'il est convaincu que, à la fois :</p>	Exception
	<p>(a) a viable compromise or arrangement could not be made in respect of the company if that subsection were to apply; and</p> <p>(b) it is not contrary to the public interest that the regulatory body be affected by the order made under section 11.02.</p>	<p>a) il ne pourrait être fait de transaction ou d'arrangement viable à l'égard de la compagnie si ce paragraphe s'appliquait;</p> <p>b) l'ordonnance demandée au titre de l'article 11.02 n'est pas contraire à l'intérêt public.</p>	
Declaration — enforcement of a payment	<p>(4) If there is a dispute as to whether a regulatory body is seeking to enforce its rights as a creditor, the court may, on application by the company and on notice to the regulatory body, make an order declaring both that the regulatory body is seeking to enforce its rights as a creditor and that the enforcement of those rights is stayed.</p> <p>1997, c. 12, s. 124; 2001, c. 9, s. 576; 2005, c. 47, s. 128; 2007, c. 29, s. 106, c. 36, s. 65.</p>	<p>(4) En cas de différend sur la question de savoir si l'organisme administratif cherche à faire valoir ses droits à titre de créancier dans le cadre de la mesure prise, le tribunal peut déclarer, par ordonnance, sur demande de la compagnie et sur préavis à l'organisme, que celui-ci agit effectivement à ce titre et que la mesure est suspendue.</p> <p>1997, ch. 12, art. 124; 2001, ch. 9, art. 576; 2005, ch. 47, art. 128; 2007, ch. 29, art. 106, ch. 36, art. 65.</p>	Déclaration : organisme agissant à titre de créancier
	<p>11.11 [Repealed, 2005, c. 47, s. 128]</p>	<p>11.11 [Abrogé, 2005, ch. 47, art. 128]</p>	
Interim financing	<p>11.2 (1) On application by a debtor company and on notice to the secured creditors who are likely to be affected by the security or charge, a court may make an order declaring that all or part of the company's property is subject to a security or charge — in an amount that the court considers appropriate — in favour of a person specified in the order who agrees to lend to the company an amount approved by the court as being required by the company, having regard to its cash-flow statement. The security or charge may not secure an obligation that exists before the order is made.</p>	<p>11.2 (1) Sur demande de la compagnie débitrice, le tribunal peut par ordonnance, sur préavis de la demande aux créanciers garantis qui seront vraisemblablement touchés par la charge ou sûreté, déclarer que tout ou partie des biens de la compagnie sont grevés d'une charge ou sûreté — d'un montant qu'il estime indiqué — en faveur de la personne nommée dans l'ordonnance qui accepte de prêter à la compagnie la somme qu'il approuve compte tenu de l'état de l'évolution de l'encaisse et des besoins de celle-ci. La charge ou sûreté ne peut garantir qu'une obligation postérieure au prononcé de l'ordonnance.</p>	Financement temporaire
Priority — secured creditors	<p>(2) The court may order that the security or charge rank in priority over the claim of any secured creditor of the company.</p>	<p>(2) Le tribunal peut préciser, dans l'ordonnance, que la charge ou sûreté a priorité sur toute réclamation des créanciers garantis de la compagnie.</p>	Priorité — créanciers garantis
Priority — other orders	<p>(3) The court may order that the security or charge rank in priority over any security or charge arising from a previous order made under subsection (1) only with the consent of the</p>	<p>(3) Il peut également y préciser que la charge ou sûreté n'a priorité sur toute autre charge ou sûreté grevant les biens de la compagnie au titre d'une ordonnance déjà rendue en vertu du paragraphe (1) que sur consentement</p>	Priorité — autres ordonnances

Factors to be considered	<p>person in whose favour the previous order was made.</p> <p>(4) In deciding whether to make an order, the court is to consider, among other things,</p> <p>(a) the period during which the company is expected to be subject to proceedings under this Act;</p> <p>(b) how the company's business and financial affairs are to be managed during the proceedings;</p> <p>(c) whether the company's management has the confidence of its major creditors;</p> <p>(d) whether the loan would enhance the prospects of a viable compromise or arrangement being made in respect of the company;</p> <p>(e) the nature and value of the company's property;</p> <p>(f) whether any creditor would be materially prejudiced as a result of the security or charge; and</p> <p>(g) the monitor's report referred to in paragraph 23(1)(b), if any.</p>	<p>de la personne en faveur de qui cette ordonnance a été rendue.</p> <p>(4) Pour décider s'il rend l'ordonnance, le tribunal prend en considération, entre autres, les facteurs suivants :</p> <p>a) la durée prévue des procédures intentées à l'égard de la compagnie sous le régime de la présente loi;</p> <p>b) la façon dont les affaires financières et autres de la compagnie seront gérées au cours de ces procédures;</p> <p>c) la question de savoir si ses dirigeants ont la confiance de ses créanciers les plus importants;</p> <p>d) la question de savoir si le prêt favorisera la conclusion d'une transaction ou d'un arrangement viable à l'égard de la compagnie;</p> <p>e) la nature et la valeur des biens de la compagnie;</p> <p>f) la question de savoir si la charge ou sûreté causera un préjudice sérieux à l'un ou l'autre des créanciers de la compagnie;</p> <p>g) le rapport du contrôleur visé à l'alinéa 23(1)b).</p>	Facteurs à prendre en considération
Assignment of agreements	<p>11.3 (1) On application by a debtor company and on notice to every party to an agreement and the monitor, the court may make an order assigning the rights and obligations of the company under the agreement to any person who is specified by the court and agrees to the assignment.</p>	<p>11.3 (1) Sur demande de la compagnie débitrice et sur préavis à toutes les parties au contrat et au contrôleur, le tribunal peut, par ordonnance, céder à toute personne qu'il précise et qui y a consenti les droits et obligations de la compagnie découlant du contrat.</p>	Cessions
Exceptions	<p>(2) Subsection (1) does not apply in respect of rights and obligations that are not assignable by reason of their nature or that arise under</p> <p>(a) an agreement entered into on or after the day on which proceedings commence under this Act;</p> <p>(b) an eligible financial contract; or</p> <p>(c) a collective agreement.</p>	<p>(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas aux droits et obligations qui, de par leur nature, ne peuvent être cédés ou qui découlent soit d'un contrat conclu à la date à laquelle une procédure a été intentée sous le régime de la présente loi ou par la suite, soit d'un contrat financier admissible, soit d'une convention collective.</p>	Exceptions
Factors to be considered	<p>(3) In deciding whether to make the order, the court is to consider, among other things,</p> <p>(a) whether the monitor approved the proposed assignment;</p>	<p>(3) Pour décider s'il rend l'ordonnance, le tribunal prend en considération, entre autres, les facteurs suivants :</p> <p>a) l'acquiescement du contrôleur au projet de cession, le cas échéant;</p>	Facteurs à prendre en considération

	<p>(b) whether the person to whom the rights and obligations are to be assigned would be able to perform the obligations; and</p> <p>(c) whether it would be appropriate to assign the rights and obligations to that person.</p>	<p>b) la capacité de la personne à qui les droits et obligations seraient cédés d'exécuter les obligations;</p> <p>c) l'opportunité de lui céder les droits et obligations.</p>	
Restriction	<p>(4) The court may not make the order unless it is satisfied that all monetary defaults in relation to the agreement — other than those arising by reason only of the company's insolvency, the commencement of proceedings under this Act or the company's failure to perform a non-monetary obligation — will be remedied on or before the day fixed by the court.</p>	<p>(4) Il ne peut rendre l'ordonnance que s'il est convaincu qu'il sera remédié, au plus tard à la date qu'il fixe, à tous les manquements d'ordre pécuniaire relatifs au contrat, autres que ceux découlant du seul fait que la compagnie est insolvable, est visée par une procédure intentée sous le régime de la présente loi ou ne s'est pas conformée à une obligation non pécuniaire.</p>	Restriction
Copy of order	<p>(5) The applicant is to send a copy of the order to every party to the agreement.</p> <p>1997, c. 12, s. 124; 2005, c. 47, s. 128; 2007, c. 29, s. 107, c. 36, ss. 65, 112.</p>	<p>(5) Le demandeur envoie une copie de l'ordonnance à toutes les parties au contrat.</p> <p>1997, ch. 12, art. 124; 2005, ch. 47, art. 128; 2007, ch. 29, art. 107, ch. 36, art. 65 et 112.</p>	Copie de l'ordonnance
	<p>11.31 [Repealed, 2005, c. 47, s. 128]</p>	<p>11.31 [Abrogé, 2005, ch. 47, art. 128]</p>	
Critical supplier	<p>11.4 (1) On application by a debtor company and on notice to the secured creditors who are likely to be affected by the security or charge, the court may make an order declaring a person to be a critical supplier to the company if the court is satisfied that the person is a supplier of goods or services to the company and that the goods or services that are supplied are critical to the company's continued operation.</p>	<p>11.4 (1) Sur demande de la compagnie débitrice, le tribunal peut par ordonnance, sur préavis de la demande aux créanciers garantis qui seront vraisemblablement touchés par la charge ou sûreté, déclarer toute personne fournisseur essentiel de la compagnie s'il est convaincu que cette personne est un fournisseur de la compagnie et que les marchandises ou les services qu'elle lui fournit sont essentiels à la continuation de son exploitation.</p>	Fournisseurs essentiels
Obligation to supply	<p>(2) If the court declares a person to be a critical supplier, the court may make an order requiring the person to supply any goods or services specified by the court to the company on any terms and conditions that are consistent with the supply relationship or that the court considers appropriate.</p>	<p>(2) S'il fait une telle déclaration, le tribunal peut ordonner à la personne déclarée fournisseur essentiel de la compagnie de fournir à celle-ci les marchandises ou services qu'il précise, à des conditions compatibles avec les modalités qui régissaient antérieurement leur fourniture ou aux conditions qu'il estime indiquées.</p>	Obligation de fourniture
Security or charge in favour of critical supplier	<p>(3) If the court makes an order under subsection (2), the court shall, in the order, declare that all or part of the property of the company is subject to a security or charge in favour of the person declared to be a critical supplier, in an amount equal to the value of the goods or services supplied under the terms of the order.</p>	<p>(3) Le cas échéant, le tribunal déclare dans l'ordonnance que tout ou partie des biens de la compagnie sont grevés d'une charge ou sûreté, en faveur de la personne déclarée fournisseur essentiel, d'un montant correspondant à la valeur des marchandises ou services fournis en application de l'ordonnance.</p>	Charge ou sûreté en faveur du fournisseur essentiel
Priority	<p>(4) The court may order that the security or charge rank in priority over the claim of any secured creditor of the company.</p> <p>1997, c. 12, s. 124; 2000, c. 30, s. 156; 2001, c. 34, s. 33(E); 2005, c. 47, s. 128; 2007, c. 36, s. 65.</p>	<p>(4) Il peut préciser, dans l'ordonnance, que la charge ou sûreté a priorité sur toute réclamation des créanciers garantis de la compagnie.</p> <p>1997, ch. 12, art. 124; 2000, ch. 30, art. 156; 2001, ch. 34, art. 33(A); 2005, ch. 47, art. 128; 2007, ch. 36, art. 65.</p>	Priorité

Removal of directors	<p>11.5 (1) The court may, on the application of any person interested in the matter, make an order removing from office any director of a debtor company in respect of which an order has been made under this Act if the court is satisfied that the director is unreasonably impairing or is likely to unreasonably impair the possibility of a viable compromise or arrangement being made in respect of the company or is acting or is likely to act inappropriately as a director in the circumstances.</p>	<p>11.5 (1) Sur demande d'un intéressé, le tribunal peut, par ordonnance, révoquer tout administrateur de la compagnie débitrice à l'égard de laquelle une ordonnance a été rendue sous le régime de la présente loi s'il est convaincu que ce dernier, sans raisons valables, compromet ou compromettra vraisemblablement la possibilité de conclure une transaction ou un arrangement viable ou agit ou agira vraisemblablement de façon inacceptable dans les circonstances.</p>	Révocation des administrateurs
Filling vacancy	<p>(2) The court may, by order, fill any vacancy created under subsection (1). 1997, c. 12, s. 124; 2005, c. 47, s. 128.</p>	<p>(2) Le tribunal peut, par ordonnance, combler toute vacance découlant de la révocation. 1997, ch. 12, art. 124; 2005, ch. 47, art. 128.</p>	Vacance
Security or charge relating to director's indemnification	<p>11.51 (1) On application by a debtor company and on notice to the secured creditors who are likely to be affected by the security or charge, the court may make an order declaring that all or part of the property of the company is subject to a security or charge — in an amount that the court considers appropriate — in favour of any director or officer of the company to indemnify the director or officer against obligations and liabilities that they may incur as a director or officer of the company after the commencement of proceedings under this Act.</p>	<p>11.51 (1) Sur demande de la compagnie débitrice, le tribunal peut par ordonnance, sur préavis de la demande aux créanciers garantis qui seront vraisemblablement touchés par la charge ou sûreté, déclarer que tout ou partie des biens de celle-ci sont grevés d'une charge ou sûreté, d'un montant qu'il estime indiqué, en faveur d'un ou de plusieurs administrateurs ou dirigeants pour l'exécution des obligations qu'ils peuvent contracter en cette qualité après l'introduction d'une procédure sous le régime de la présente loi.</p>	Biens grevés d'une charge ou sûreté en faveur d'administrateurs ou de dirigeants
Priority	<p>(2) The court may order that the security or charge rank in priority over the claim of any secured creditor of the company.</p>	<p>(2) Il peut préciser, dans l'ordonnance, que la charge ou sûreté a priorité sur toute réclamation des créanciers garantis de la compagnie.</p>	Priorité
Restriction — indemnification insurance	<p>(3) The court may not make the order if in its opinion the company could obtain adequate indemnification insurance for the director or officer at a reasonable cost.</p>	<p>(3) Il ne peut toutefois rendre une telle ordonnance s'il estime que la compagnie peut souscrire, à un coût qu'il estime juste, une assurance permettant d'indemniser adéquatement les administrateurs ou dirigeants.</p>	Restriction — assurance
Negligence, misconduct or fault	<p>(4) The court shall make an order declaring that the security or charge does not apply in respect of a specific obligation or liability incurred by a director or officer if in its opinion the obligation or liability was incurred as a result of the director's or officer's gross negligence or wilful misconduct or, in Quebec, the director's or officer's gross or intentional fault. 2005, c. 47, s. 128; 2007, c. 36, s. 66.</p>	<p>(4) Il déclare, dans l'ordonnance, que la charge ou sûreté ne vise pas les obligations que l'administrateur ou le dirigeant assume, selon lui, par suite de sa négligence grave ou de son inconduite délibérée ou, au Québec, par sa faute lourde ou intentionnelle. 2005, ch. 47, art. 128; 2007, ch. 36, art. 66.</p>	Négligence, inconduite ou faute
Court may order security or charge to cover certain costs	<p>11.52 (1) On notice to the secured creditors who are likely to be affected by the security or charge, the court may make an order declaring that all or part of the property of a debtor company is subject to a security or charge — in an</p>	<p>11.52 (1) Le tribunal peut par ordonnance, sur préavis aux créanciers garantis qui seront vraisemblablement touchés par la charge ou sûreté, déclarer que tout ou partie des biens de la compagnie débitrice sont grevés d'une</p>	Biens grevés d'une charge ou sûreté pour couvrir certains frais

amount that the court considers appropriate — in respect of the fees and expenses of

(a) the monitor, including the fees and expenses of any financial, legal or other experts engaged by the monitor in the performance of the monitor's duties;

(b) any financial, legal or other experts engaged by the company for the purpose of proceedings under this Act; and

(c) any financial, legal or other experts engaged by any other interested person if the court is satisfied that the security or charge is necessary for their effective participation in proceedings under this Act.

Priority

(2) The court may order that the security or charge rank in priority over the claim of any secured creditor of the company.

2005, c. 47, s. 128; 2007, c. 36, s. 66.

Bankruptcy and Insolvency Act matters

11.6 Notwithstanding the *Bankruptcy and Insolvency Act*,

(a) proceedings commenced under Part III of the *Bankruptcy and Insolvency Act* may be taken up and continued under this Act only if a proposal within the meaning of the *Bankruptcy and Insolvency Act* has not been filed under that Part; and

(b) an application under this Act by a bankrupt may only be made with the consent of inspectors referred to in section 116 of the *Bankruptcy and Insolvency Act* but no application may be made under this Act by a bankrupt whose bankruptcy has resulted from

(i) the operation of subsection 50.4(8) of the *Bankruptcy and Insolvency Act*, or

(ii) the refusal or deemed refusal by the creditors or the court, or the annulment, of a proposal under the *Bankruptcy and Insolvency Act*.

1997, c. 12, s. 124.

Court to appoint monitor

11.7 (1) When an order is made on the initial application in respect of a debtor company, the court shall at the same time appoint a person to monitor the business and financial affairs of the company. The person so appointed must be a trustee, within the meaning of subsection 2(1) of the *Bankruptcy and Insolvency Act*.

charge ou sûreté, d'un montant qu'il estime indiqué, pour couvrir :

a) les débours et honoraires du contrôleur, ainsi que ceux des experts — notamment en finance et en droit — dont il retient les services dans le cadre de ses fonctions;

b) ceux des experts dont la compagnie retient les services dans le cadre de procédures intentées sous le régime de la présente loi;

c) ceux des experts dont tout autre intéressé retient les services, si, à son avis, la charge ou sûreté était nécessaire pour assurer sa participation efficace aux procédures intentées sous le régime de la présente loi.

Priorité

(2) Il peut préciser, dans l'ordonnance, que la charge ou sûreté a priorité sur toute réclamation des créanciers garantis de la compagnie.

2005, ch. 47, art. 128; 2007, ch. 36, art. 66.

Lien avec la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*

11.6 Par dérogation à la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* :

a) les procédures intentées sous le régime de la partie III de cette loi ne peuvent être traitées et continuées sous le régime de la présente loi que si une proposition au sens de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* n'a pas été déposée au titre de cette même partie;

b) le failli ne peut faire une demande au titre de la présente loi qu'avec l'aval des inspecteurs visés à l'article 116 de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*, aucune demande ne pouvant toutefois être faite si la faillite découle, selon le cas :

(i) de l'application du paragraphe 50.4(8) de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*,

(ii) du rejet — effectif ou présumé — de sa proposition par les créanciers ou le tribunal ou de l'annulation de celle-ci au titre de cette loi.

1997, ch. 12, art. 124.

Nomination du contrôleur

11.7 (1) Le tribunal qui rend une ordonnance sur la demande initiale nomme une personne pour agir à titre de contrôleur des affaires financières ou autres de la compagnie débitrice visée par la demande. Seul un syndic au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* peut être nommé pour agir à titre de contrôleur.

Restrictions on who may be monitor

(2) Except with the permission of the court and on any conditions that the court may impose, no trustee may be appointed as monitor in relation to a company

(a) if the trustee is or, at any time during the two preceding years, was

(i) a director, an officer or an employee of the company,

(ii) related to the company or to any director or officer of the company, or

(iii) the auditor, accountant or legal counsel, or a partner or an employee of the auditor, accountant or legal counsel, of the company; or

(b) if the trustee is

(i) the trustee under a trust indenture issued by the company or any person related to the company, or the holder of a power of attorney under an act constituting a hypothec within the meaning of the *Civil Code of Quebec* that is granted by the company or any person related to the company, or

(ii) related to the trustee, or the holder of a power of attorney, referred to in subparagraph (i).

Court may replace monitor

(3) On application by a creditor of the company, the court may, if it considers it appropriate in the circumstances, replace the monitor by appointing another trustee, within the meaning of subsection 2(1) of the *Bankruptcy and Insolvency Act*, to monitor the business and financial affairs of the company.

1997, c. 12, s. 124; 2005, c. 47, s. 129.

No personal liability in respect of matters before appointment

11.8 (1) Despite anything in federal or provincial law, if a monitor, in that position, carries on the business of a debtor company or continues the employment of a debtor company's employees, the monitor is not by reason of that fact personally liable in respect of a liability, including one as a successor employer,

(a) that is in respect of the employees or former employees of the company or a predecessor of the company or in respect of a pension plan for the benefit of those employees; and

(2) Sauf avec l'autorisation du tribunal et aux conditions qu'il peut fixer, ne peut être nommé pour agir à titre de contrôleur le syndic:

a) qui est ou, au cours des deux années précédentes, a été:

(i) administrateur, dirigeant ou employé de la compagnie,

(ii) lié à la compagnie ou à l'un de ses administrateurs ou dirigeants,

(iii) vérificateur, comptable ou conseiller juridique de la compagnie, ou employé ou associé de l'un ou l'autre;

b) qui est:

(i) le fondé de pouvoir aux termes d'un acte constitutif d'hypothèque — au sens du *Code civil du Québec* — émanant de la compagnie ou d'une personne liée à celle-ci ou le fiduciaire aux termes d'un acte de fiducie émanant de la compagnie ou d'une personne liée à celle-ci,

(ii) lié au fondé de pouvoir ou au fiduciaire visé au sous-alinéa (i).

Personnes qui ne peuvent agir à titre de contrôleur

Remplacement du contrôleur

(3) Sur demande d'un créancier de la compagnie, le tribunal peut, s'il l'estime indiqué dans les circonstances, remplacer le contrôleur en nommant un autre syndic, au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*, pour agir à ce titre à l'égard des affaires financières et autres de la compagnie.

1997, ch. 12, art. 124; 2005, ch. 47, art. 129.

Immunité

11.8 (1) Par dérogation au droit fédéral et provincial, le contrôleur qui, en cette qualité, continue l'exploitation de l'entreprise de la compagnie débitrice ou lui succède comme employeur est dégagé de toute responsabilité personnelle découlant de quelque obligation de la compagnie, notamment à titre d'employeur successeur, si celle-ci, à la fois:

a) l'oblige envers des employés ou anciens employés de la compagnie, ou de l'un de ses prédécesseurs, ou découle d'un régime de pension pour le bénéfice de ces employés;

b) existait avant sa nomination ou est calculée par référence à une période la précédant.

	(b) that exists before the monitor is appointed or that is calculated by reference to a period before the appointment.		
Status of liability	(2) A liability referred to in subsection (1) shall not rank as costs of administration.	(2) L'obligation visée au paragraphe (1) ne fait pas partie des frais d'administration.	Obligation exclue des frais
Liability of other successor employers	(2.1) Subsection (1) does not affect the liability of a successor employer other than the monitor.	(2.1) Le paragraphe (1) ne dégage aucun employeur successeur, autre que le contrôleur, de sa responsabilité.	Responsabilité de l'employeur successeur
Liability in respect of environmental matters	(3) Notwithstanding anything in any federal or provincial law, a monitor is not personally liable in that position for any environmental condition that arose or environmental damage that occurred (a) before the monitor's appointment; or (b) after the monitor's appointment unless it is established that the condition arose or the damage occurred as a result of the monitor's gross negligence or wilful misconduct.	(3) Par dérogation au droit fédéral et provincial, le contrôleur est, ès qualités, déchargé de toute responsabilité personnelle découlant de tout fait ou dommage lié à l'environnement survenu, avant ou après sa nomination, sauf celui causé par sa négligence grave ou son inconduite délibérée.	Responsabilité en matière d'environnement
Reports, etc., still required	(4) Nothing in subsection (3) exempts a monitor from any duty to report or make disclosure imposed by a law referred to in that subsection.	(4) Le paragraphe (3) n'a pas pour effet de soustraire le contrôleur à l'obligation de faire rapport ou de communiquer des renseignements prévus par le droit applicable en l'espèce.	Rapports
Non-liability re certain orders	(5) Notwithstanding anything in any federal or provincial law but subject to subsection (3), where an order is made which has the effect of requiring a monitor to remedy any environmental condition or environmental damage affecting property involved in a proceeding under this Act, the monitor is not personally liable for failure to comply with the order, and is not personally liable for any costs that are or would be incurred by any person in carrying out the terms of the order, (a) if, within such time as is specified in the order, within ten days after the order is made if no time is so specified, within ten days after the appointment of the monitor, if the order is in effect when the monitor is appointed or during the period of the stay referred to in paragraph (b), the monitor (i) complies with the order, or (ii) on notice to the person who issued the order, abandons, disposes of or otherwise releases any interest in any real property affected by the condition or damage; (b) during the period of a stay of the order granted, on application made within the time specified in the order referred to in paragraph	(5) Par dérogation au droit fédéral et provincial, mais sous réserve du paragraphe (3), le contrôleur est, ès qualité, déchargé de toute responsabilité personnelle découlant du non-respect de toute ordonnance de réparation de tout fait ou dommage lié à l'environnement et touchant un bien visé par des procédures intentées au titre de la présente loi, et de toute responsabilité personnelle relativement aux frais engagés par toute personne exécutant l'ordonnance : a) si, dans les dix jours suivant l'ordonnance ou dans le délai fixé par celle-ci, dans les dix jours suivant sa nomination si l'ordonnance est alors en vigueur ou pendant la durée de la suspension visée à l'alinéa b): (i) il s'y conforme, (ii) il abandonne, après avis à la personne ayant rendu l'ordonnance, tout intérêt dans l'immeuble en cause, en dispose ou s'en dessaisit; b) pendant la durée de la suspension de l'ordonnance qui est accordée, sur demande présentée dans les dix jours suivant l'ordonnance visée à l'alinéa a) ou dans le délai fixé par celle-ci, ou dans les dix jours suivant sa	Immunité — ordonnances

(a) or within ten days after the order is made or within ten days after the appointment of the monitor, if the order is in effect when the monitor is appointed, by

(i) the court or body having jurisdiction under the law pursuant to which the order was made to enable the monitor to contest the order, or

(ii) the court having jurisdiction under this Act for the purposes of assessing the economic viability of complying with the order; or

(c) if the monitor had, before the order was made, abandoned or renounced any interest in any real property affected by the condition or damage.

(6) The court may grant a stay of the order referred to in subsection (5) on such notice and for such period as the court deems necessary for the purpose of enabling the monitor to assess the economic viability of complying with the order.

(7) Where the monitor has abandoned or renounced any interest in real property affected by the environmental condition or environmental damage, claims for costs of remedying the condition or damage shall not rank as costs of administration.

(8) Any claim by Her Majesty in right of Canada or a province against a debtor company in respect of which proceedings have been commenced under this Act for costs of remedying any environmental condition or environmental damage affecting real property of the company is secured by a charge on the real property and on any other real property of the company that is contiguous thereto and that is related to the activity that caused the environmental condition or environmental damage, and the charge

(a) is enforceable in accordance with the law of the jurisdiction in which the real property is located, in the same way as a mortgage, hypothec or other security on real property; and

(b) ranks above any other claim, right or charge against the property, notwithstanding any other provision of this Act or anything in any other federal or provincial law.

nomination si l'ordonnance est alors en vigueur:

(i) soit par le tribunal ou l'autorité qui a compétence relativement à l'ordonnance, en vue de permettre au contrôleur de la contester,

(ii) soit par le tribunal qui a compétence en matière de faillite, en vue d'évaluer les conséquences économiques du respect de l'ordonnance;

c) si, avant que l'ordonnance ne soit rendue, il avait abandonné tout intérêt dans le bien immeuble en cause ou y avait renoncé, ou s'en était dessaisi.

(6) En vue de permettre au contrôleur d'évaluer les conséquences économiques du respect de l'ordonnance, le tribunal peut en ordonner la suspension après avis et pour la période qu'il estime indiqués.

(7) Si le contrôleur a abandonné tout intérêt dans le bien immeuble en cause ou y a renoncé, les réclamations pour les frais de réparation du fait ou dommage lié à l'environnement et touchant le bien ne font pas partie des frais d'administration.

(8) Dans le cas où des procédures ont été intentées au titre de la présente loi contre une compagnie débitrice, toute réclamation de Sa Majesté du chef du Canada ou d'une province contre elle pour les frais de réparation du fait ou dommage lié à l'environnement et touchant un de ses biens immeubles est garantie par une sûreté sur le bien immeuble en cause et sur ceux qui sont contigus à celui où le dommage est survenu et qui sont liés à l'activité ayant causé le fait ou le dommage; la sûreté peut être exécutée selon le droit du lieu où est situé le bien comme s'il s'agissait d'une hypothèque ou autre garantie sur celui-ci et, par dérogation aux autres dispositions de la présente loi et à toute règle de droit fédéral et provincial, a priorité sur tout autre droit, charge ou réclamation visant le bien.

Stay may be granted

Costs for remedying not costs of administration

Priority of claims

Suspension

Frais

Priorité des réclamations

Claim for clean-up costs	<p>(9) A claim against a debtor company for costs of remedying any environmental condition or environmental damage affecting real property of the company shall be a claim under this Act, whether the condition arose or the damage occurred before or after the date on which proceedings under this Act were commenced.</p> <p>1997, c. 12, s. 124; 2007, c. 36, s. 67.</p>	<p>(9) La réclamation pour les frais de réparation du fait ou dommage lié à l'environnement et touchant un bien immeuble de la compagnie débitrice constitue une réclamation, que la date du fait ou dommage soit antérieure ou postérieure à celle où des procédures sont intentées au titre de la présente loi.</p> <p>1997, ch. 12, art. 124; 2007, ch. 36, art. 67.</p>	Précision
Fixing deadlines	<p>12. The court may fix deadlines for the purposes of voting and for the purposes of distributions under a compromise or arrangement.</p> <p>R.S., 1985, c. C-36, s. 12; 1992, c. 27, s. 90; 1996, c. 6, s. 167; 2004, c. 25, s. 195; 2005, c. 47, s. 130; 2007, c. 36, s. 68.</p>	<p>12. Le tribunal peut fixer des échéances aux fins de votation et aux fins de distribution aux termes d'une transaction ou d'un arrangement.</p> <p>L.R. (1985), ch. C-36, art. 12; 1992, ch. 27, art. 90; 1996, ch. 6, art. 167; 2004, ch. 25, art. 195; 2005, ch. 47, art. 130; 2007, ch. 36, art. 68.</p>	Échéances
Leave to appeal	<p>13. Except in Yukon, any person dissatisfied with an order or a decision made under this Act may appeal from the order or decision on obtaining leave of the judge appealed from or of the court or a judge of the court to which the appeal lies and on such terms as to security and in other respects as the judge or court directs.</p> <p>R.S., 1985, c. C-36, s. 13; 2002, c. 7, s. 134.</p>	<p>13. Sauf au Yukon, toute personne mécontente d'une ordonnance ou décision rendue en application de la présente loi peut en appeler après avoir obtenu la permission du juge dont la décision fait l'objet d'un appel ou après avoir obtenu la permission du tribunal ou d'un juge du tribunal auquel l'appel est porté et aux conditions que prescrit ce juge ou tribunal concernant le cautionnement et à d'autres égards.</p> <p>L.R. (1985), ch. C-36, art. 13; 2002, ch. 7, art. 134.</p>	Permission d'en appeler
Court of appeal	<p>14. (1) An appeal under section 13 lies to the highest court of final resort in or for the province in which the proceeding originated.</p>	<p>14. (1) Cet appel doit être porté au tribunal de dernier ressort de la province où la procédure a pris naissance.</p>	Cour d'appel
Practice	<p>(2) All appeals under section 13 shall be regulated as far as possible according to the practice in other cases of the court appealed to, but no appeal shall be entertained unless, within twenty-one days after the rendering of the order or decision being appealed, or within such further time as the court appealed from, or, in Yukon, a judge of the Supreme Court of Canada, allows, the appellant has taken proceedings therein to perfect his or her appeal, and within that time he or she has made a deposit or given sufficient security according to the practice of the court appealed to that he or she will duly prosecute the appeal and pay such costs as may be awarded to the respondent and comply with any terms as to security or otherwise imposed by the judge giving leave to appeal.</p> <p>R.S., 1985, c. C-36, s. 14; 2002, c. 7, s. 135.</p>	<p>(2) Tous ces appels sont régis autant que possible par la pratique suivie dans d'autres causes devant le tribunal saisi de l'appel; toutefois, aucun appel n'est recevable à moins que, dans le délai de vingt et un jours après qu'a été rendue l'ordonnance ou la décision faisant l'objet de l'appel, ou dans le délai additionnel que peut accorder le tribunal dont il est interjeté appel ou, au Yukon, un juge de la Cour suprême du Canada, l'appelant n'y ait pris des procédures pour parfaire son appel, et à moins que, dans ce délai, il n'ait fait un dépôt ou fourni un cautionnement suffisant selon la pratique du tribunal saisi de l'appel pour garantir qu'il poursuivra dûment l'appel et payera les frais qui peuvent être adjugés à l'intimé et se conformera aux conditions relatives au cautionnement ou autres qu'impose le juge donnant la permission d'en appeler.</p> <p>L.R. (1985), ch. C-36, art. 14; 2002, ch. 7, art. 135.</p>	Pratique

Appeals	<p>15. (1) An appeal lies to the Supreme Court of Canada on leave therefor being granted by that Court from the highest court of final resort in or for the province or territory in which the proceeding originated.</p>	<p>15. (1) Un appel peut être interjeté à la Cour suprême du Canada sur autorisation à cet effet accordée par ce tribunal, du plus haut tribunal de dernier ressort de la province ou du territoire où la procédure a pris naissance.</p>	Appels
Jurisdiction of Supreme Court of Canada	<p>(2) The Supreme Court of Canada shall have jurisdiction to hear and to decide according to its ordinary procedure any appeal under subsection (1) and to award costs.</p>	<p>(2) La Cour suprême du Canada a juridiction pour entendre et décider, selon sa procédure ordinaire, tout appel ainsi permis et pour adjuger des frais.</p>	Jurisdiction de la Cour suprême du Canada
Stay of proceedings	<p>(3) No appeal to the Supreme Court of Canada shall operate as a stay of proceedings unless and to the extent ordered by that Court.</p>	<p>(3) Un tel appel à la Cour suprême du Canada n'a pas pour effet de suspendre les procédures, à moins que ce tribunal ne l'ordonne et dans la mesure où il l'ordonne.</p>	Suspension de procédures
Security for costs	<p>(4) The appellant in an appeal under subsection (1) shall not be required to provide any security for costs, but, unless he provides security for costs in an amount to be fixed by the Supreme Court of Canada, he shall not be awarded costs in the event of his success on the appeal.</p>	<p>(4) L'appelant n'est pas tenu de fournir un cautionnement pour les frais; toutefois, à moins qu'il ne fournisse un cautionnement pour les frais au montant que fixe la Cour suprême du Canada, il ne lui est pas adjugé de frais en cas de réussite dans son appel.</p>	Cautionnement pour les frais
Decision final	<p>(5) The decision of the Supreme Court of Canada on any appeal under subsection (1) is final and conclusive.</p> <p>R.S., c. C-25, s. 15; R.S., c. 44(1st Supp.), s. 10.</p>	<p>(5) La décision de la Cour suprême du Canada sur un tel appel est définitive et sans appel.</p> <p>S.R., ch. C-25, art. 15; S.R., ch. 44(1^{er} suppl.), art. 10.</p>	Décision finale
Order of court of one province	<p>16. Every order made by the court in any province in the exercise of jurisdiction conferred by this Act in respect of any compromise or arrangement shall have full force and effect in all the other provinces and shall be enforced in the court of each of the other provinces in the same manner in all respects as if the order had been made by the court enforcing it.</p> <p>R.S., c. C-25, s. 16.</p>	<p>16. Toute ordonnance rendue par le tribunal d'une province dans l'exercice de la juridiction conférée par la présente loi à l'égard de quelque transaction ou arrangement a pleine vigueur et effet dans les autres provinces, et elle est appliquée devant le tribunal de chacune des autres provinces de la même manière, à tous égards, que si elle avait été rendue par le tribunal la faisant ainsi exécuter.</p> <p>S.R., ch. C-25, art. 16.</p>	Ordonnance d'un tribunal d'une province
Courts shall aid each other on request	<p>17. All courts that have jurisdiction under this Act and the officers of those courts shall act in aid of and be auxiliary to each other in all matters provided for in this Act, and an order of a court seeking aid with a request to another court shall be deemed sufficient to enable the latter court to exercise in regard to the matters directed by the order such jurisdiction as either the court that made the request or the court to which the request is made could exercise in regard to similar matters within their respective jurisdictions.</p> <p>R.S., c. C-25, s. 17.</p>	<p>17. Tous les tribunaux ayant juridiction sous le régime de la présente loi et les fonctionnaires de ces tribunaux sont tenus de s'entraider et de se faire les auxiliaires les uns des autres en toutes matières prévues par la présente loi, et une ordonnance du tribunal sollicitant de l'aide au moyen d'une demande à un autre tribunal est réputée suffisante pour permettre à ce dernier tribunal d'exercer, en ce qui concerne les questions prescrites par l'ordonnance, la juridiction que le tribunal ayant formulé la demande ou le tribunal auquel est adressée la demande pourrait exercer à l'égard de questions similaires dans les limites de leurs juridictions respectives.</p> <p>S.R., ch. C-25, art. 17.</p>	Les tribunaux doivent s'entraider sur demande

18. [Repealed, 2005, c. 47, s. 131]

18.1 [Repealed, 2005, c. 47, s. 131]

18.2 [Repealed, 2005, c. 47, s. 131]

18.3 [Repealed, 2005, c. 47, s. 131]

18.4 [Repealed, 2005, c. 47, s. 131]

18.5 [Repealed, 2005, c. 47, s. 131]

18.6 [Repealed, 2005, c. 47, s. 131]

PART III

GENERAL

CLAIMS

Claims that may be dealt with by a compromise or arrangement

19. (1) Subject to subsection (2), the only claims that may be dealt with by a compromise or arrangement in respect of a debtor company are

(a) claims that relate to debts or liabilities, present or future, to which the company is subject on the earlier of

(i) the day on which proceedings commenced under this Act, and

(ii) if the company filed a notice of intention under section 50.4 of the *Bankruptcy and Insolvency Act* or commenced proceedings under this Act with the consent of inspectors referred to in section 116 of the *Bankruptcy and Insolvency Act*, the date of the initial bankruptcy event within the meaning of section 2 of that Act; and

(b) claims that relate to debts or liabilities, present or future, to which the company may become subject before the compromise or arrangement is sanctioned by reason of any obligation incurred by the company before the earlier of the days referred to in subparagraphs (a)(i) and (ii).

Exception

(2) A compromise or arrangement in respect of a debtor company may not deal with any claim that relates to any of the following debts or liabilities unless the compromise or arrangement explicitly provides for the claim's compromise and the creditor in relation to that debt has voted for the acceptance of the compromise or arrangement:

18. [Abrogé, 2005, ch. 47, art. 131]

18.1 [Abrogé, 2005, ch. 47, art. 131]

18.2 [Abrogé, 2005, ch. 47, art. 131]

18.3 [Abrogé, 2005, ch. 47, art. 131]

18.4 [Abrogé, 2005, ch. 47, art. 131]

18.5 [Abrogé, 2005, ch. 47, art. 131]

18.6 [Abrogé, 2005, ch. 47, art. 131]

PARTIE III

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

RÉCLAMATIONS

Réclamations considérées dans le cadre des transactions ou arrangements

19. (1) Les seules réclamations qui peuvent être considérées dans le cadre d'une transaction ou d'un arrangement visant une compagnie débitrice sont:

a) celles se rapportant aux dettes et obligations, présentes ou futures, auxquelles la compagnie est assujettie à celle des dates ci-après qui est antérieure à l'autre:

(i) la date à laquelle une procédure a été intentée sous le régime de la présente loi à l'égard de la compagnie,

(ii) la date d'ouverture de la faillite, au sens de l'article 2 de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*, si elle a déposé un avis d'intention sous le régime de l'article 50.4 de cette loi ou qu'elle a intenté une procédure sous le régime de la présente loi avec le consentement des inspecteurs visés à l'article 116 de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*;

b) celles se rapportant aux dettes et obligations, présentes ou futures, auxquelles elle peut devenir assujettie avant l'acceptation de la transaction ou de l'arrangement, en raison d'une obligation contractée antérieurement à celle des dates mentionnées aux sous-alinéas a)(i) et (ii) qui est antérieure à l'autre.

Exception

(2) La réclamation se rapportant à l'une ou l'autre des dettes ou obligations ci-après ne peut toutefois être ainsi considérée, à moins que la transaction ou l'arrangement ne prévoie expressément la possibilité de transiger sur cette réclamation et que le créancier intéressé n'ait voté en faveur de la transaction ou de l'arrangement proposé:

(a) any fine, penalty, restitution order or other order similar in nature to a fine, penalty or restitution order, imposed by a court in respect of an offence;

(b) any award of damages by a court in civil proceedings in respect of

(i) bodily harm intentionally inflicted, or sexual assault, or

(ii) wrongful death resulting from an act referred to in subparagraph (i);

(c) any debt or liability arising out of fraud, embezzlement, misappropriation or defalcation while acting in a fiduciary capacity or, in Quebec, as a trustee or an administrator of the property of others;

(d) any debt or liability resulting from obtaining property or services by false pretences or fraudulent misrepresentation, other than a debt or liability of the company that arises from an equity claim; or

(e) any debt for interest owed in relation to an amount referred to in any of paragraphs (a) to (d).

R.S., 1985, c. C-36, s. 19; 1996, c. 6, s. 167; 2005, c. 47, s. 131; 2007, c. 36, s. 69.

Determination of amount of claims

20. (1) For the purposes of this Act, the amount represented by a claim of any secured or unsecured creditor is to be determined as follows:

(a) the amount of an unsecured claim is the amount

(i) in the case of a company in the course of being wound up under the *Winding-up and Restructuring Act*, proof of which has been made in accordance with that Act,

(ii) in the case of a company that has made an authorized assignment or against which a bankruptcy order has been made under the *Bankruptcy and Insolvency Act*, proof of which has been made in accordance with that Act, or

(iii) in the case of any other company, proof of which might be made under the *Bankruptcy and Insolvency Act*, but if the amount so provable is not admitted by the

a) toute ordonnance d'un tribunal imposant une amende, une pénalité, la restitution ou une autre peine semblable;

b) toute indemnité accordée en justice dans une affaire civile:

(i) pour des lésions corporelles causées intentionnellement ou pour agression sexuelle,

(ii) pour décès découlant d'un acte visé au sous-alinéa (i);

c) toute dette ou obligation résultant de la fraude, du détournement, de la concussion ou de l'abus de confiance alors que la compagnie agissait, au Québec, à titre de fiduciaire ou d'administrateur du bien d'autrui ou, dans les autres provinces, à titre de fiduciaire;

d) toute dette ou obligation résultant de l'obtention de biens ou de services par des faux-semblants ou la présentation erronée et frauduleuse des faits, autre qu'une dette ou obligation de la compagnie qui découle d'une réclamation relative à des capitaux propres;

e) toute dette relative aux intérêts dus à l'égard d'une somme visée à l'un des alinéas a) à d).

L.R. (1985), ch. C-36, art. 19; 1996, ch. 6, art. 167; 2005, ch. 47, art. 131; 2007, ch. 36, art. 69.

20. (1) Pour l'application de la présente loi, le montant de la réclamation d'un créancier garanti ou chirographaire est déterminé de la façon suivante:

a) le montant d'une réclamation non garantie est celui:

(i) dans le cas d'une compagnie en voie de liquidation sous le régime de la *Loi sur les liquidations et les restructurations*, dont la preuve a été établie en conformité avec cette loi,

(ii) dans le cas d'une compagnie qui a fait une cession autorisée ou à l'encontre de laquelle une ordonnance de faillite a été rendue sous le régime de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*, dont la preuve a été établie en conformité avec cette loi,

(iii) dans le cas de toute autre compagnie, dont la preuve peut être établie sous le régime de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*

Détermination du montant de la réclamation

company, the amount is to be determined by the court on summary application by the company or by the creditor; and

(b) the amount of a secured claim is the amount, proof of which might be made under the *Bankruptcy and Insolvency Act* if the claim were unsecured, but the amount if not admitted by the company is, in the case of a company subject to pending proceedings under the *Winding-up and Restructuring Act* or the *Bankruptcy and Insolvency Act*, to be established by proof in the same manner as an unsecured claim under the *Winding-up and Restructuring Act* or the *Bankruptcy and Insolvency Act*, as the case may be, and, in the case of any other company, the amount is to be determined by the court on summary application by the company or the creditor.

Admission of claims

(2) Despite subsection (1), the company may admit the amount of a claim for voting purposes under reserve of the right to contest liability on the claim for other purposes, and nothing in this Act, the *Winding-up and Restructuring Act* or the *Bankruptcy and Insolvency Act* prevents a secured creditor from voting at a meeting of secured creditors or any class of them in respect of the total amount of a claim as admitted.

R.S., 1985, c. C-36, s. 20; 2005, c. 47, s. 131; 2007, c. 36, s. 70.

Law of set-off or compensation to apply

21. The law of set-off or compensation applies to all claims made against a debtor company and to all actions instituted by it for the recovery of debts due to the company in the same manner and to the same extent as if the company were plaintiff or defendant, as the case may be.

1997, c. 12, s. 126; 2005, c. 47, s. 131.

CLASSES OF CREDITORS

Company may establish classes

22. (1) A debtor company may divide its creditors into classes for the purpose of a meeting to be held under section 4 or 5 in respect of a compromise or arrangement relating to the company and, if it does so, it is to apply to the court for approval of the division before the meeting is held.

Factors

(2) For the purpose of subsection (1), creditors may be included in the same class if their

lité, mais si le montant ainsi prouvable n'est pas admis par la compagnie, il est déterminé par le tribunal sur demande sommaire de celle-ci ou du créancier;

b) le montant d'une réclamation garantie est celui dont la preuve pourrait être établie sous le régime de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* si la réclamation n'était pas garantie, mais ce montant, s'il n'est pas admis par la compagnie, est, dans le cas où celle-ci est assujettie à une procédure pendante sous le régime de la *Loi sur les liquidations et les restructurations* ou de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*, établi par preuve de la même manière qu'une réclamation non garantie sous le régime de l'une ou l'autre de ces lois, selon le cas, et, s'il s'agit de toute autre compagnie, il est déterminé par le tribunal sur demande sommaire de celle-ci ou du créancier.

Admission des réclamations

(2) Malgré le paragraphe (1), la compagnie peut admettre le montant d'une réclamation aux fins de votation sous réserve du droit de contester la responsabilité quant à la réclamation pour d'autres objets, et la présente loi, la *Loi sur les liquidations et les restructurations* et la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* n'ont pas pour effet d'empêcher un créancier garanti de voter à une assemblée de créanciers garantis ou d'une catégorie de ces derniers à l'égard du montant total d'une réclamation ainsi admis.

L.R. (1985), ch. C-36, art. 20; 2005, ch. 47, art. 131; 2007, ch. 36, art. 70.

Compensation

21. Les règles de compensation s'appliquent à toutes les réclamations produites contre la compagnie débitrice et à toutes les actions intentées par elle en vue du recouvrement de ses créances, comme si elle était demanderesse ou défenderesse, selon le cas.

1997, ch. 12, art. 126; 2005, ch. 47, art. 131.

CATÉGORIES DE CRÉANCIERS

Établissement des catégories de créanciers

22. (1) La compagnie débitrice peut établir des catégories de créanciers en vue des assemblées qui seront tenues au titre des articles 4 ou 5 relativement à une transaction ou un arrangement la visant; le cas échéant, elle demande au tribunal d'approuver ces catégories avant la tenue des assemblées.

Critères

(2) Pour l'application du paragraphe (1), peuvent faire partie de la même catégorie les

interests or rights are sufficiently similar to give them a commonality of interest, taking into account

- (a) the nature of the debts, liabilities or obligations giving rise to their claims;
- (b) the nature and rank of any security in respect of their claims;
- (c) the remedies available to the creditors in the absence of the compromise or arrangement being sanctioned, and the extent to which the creditors would recover their claims by exercising those remedies; and
- (d) any further criteria, consistent with those set out in paragraphs (a) to (c), that are prescribed.

Related creditors

(3) A creditor who is related to the company may vote against, but not for, a compromise or arrangement relating to the company.

1997, c. 12, s. 126; 2005, c. 47, s. 131; 2007, c. 36, s. 71.

Class —
creditors having
equity claims

22.1 Despite subsection 22(1), creditors having equity claims are to be in the same class of creditors in relation to those claims unless the court orders otherwise and may not, as members of that class, vote at any meeting unless the court orders otherwise.

2005, c. 47, s. 131; 2007, c. 36, s. 71.

créanciers ayant des droits ou intérêts à ce point semblables, compte tenu des critères énumérés ci-après, qu'on peut en conclure qu'ils ont un intérêt commun :

- a) la nature des créances et obligations donnant lieu à leurs réclamations;
- b) la nature et le rang de toute garantie qui s'y rattache;
- c) les voies de droit ouvertes aux créanciers, abstraction faite de la transaction ou de l'arrangement, et la mesure dans laquelle il pourrait être satisfait à leurs réclamations s'ils s'en prévalaient;
- d) tous autres critères réglementaires compatibles avec ceux énumérés aux alinéas a) à c).

(3) Le créancier lié à la compagnie peut voter contre, mais non pour, l'acceptation de la transaction ou de l'arrangement.

1997, ch. 12, art. 126; 2005, ch. 47, art. 131; 2007, ch. 36, art. 71.

Créancier lié

22.1 Malgré le paragraphe 22(1), les créanciers qui ont des réclamations relatives à des capitaux propres font partie d'une même catégorie de créanciers relativement à ces réclamations, sauf ordonnance contraire du tribunal, et ne peuvent à ce titre voter à aucune assemblée, sauf ordonnance contraire du tribunal.

2005, ch. 47, art. 131; 2007, ch. 36, art. 71.

Catégorie de
créanciers ayant
des réclamations
relatives à des
capitaux propres

MONITORS

Duties and
functions

23. (1) The monitor shall

(a) except as otherwise ordered by the court, when an order is made on the initial application in respect of a debtor company,

- (i) publish, without delay after the order is made, once a week for two consecutive weeks, or as otherwise directed by the court, in one or more newspapers in Canada specified by the court, a notice containing the prescribed information, and
- (ii) within five days after the day on which the order is made,

(A) make the order publicly available in the prescribed manner,

(B) send, in the prescribed manner, a notice to every known creditor who has

CONTRÔLEURS

23. (1) Le contrôleur est tenu :

a) à moins que le tribunal n'en ordonne autrement, lorsqu'il rend une ordonnance à l'égard de la demande initiale visant une compagnie débitrice :

- (i) de publier, sans délai après le prononcé de l'ordonnance, une fois par semaine pendant deux semaines consécutives, ou selon les modalités qui y sont prévues, dans le journal ou les journaux au Canada qui y sont précisés, un avis contenant les renseignements réglementaires,
- (ii) dans les cinq jours suivant la date du prononcé de l'ordonnance :

(A) de rendre l'ordonnance publique selon les modalités réglementaires,

(A) de rendre l'ordonnance publique selon les modalités réglementaires,

Attributions

a claim against the company of more than \$1,000 advising them that the order is publicly available, and

(C) prepare a list, showing the names and addresses of those creditors and the estimated amounts of those claims, and make it publicly available in the prescribed manner;

(b) review the company's cash-flow statement as to its reasonableness and file a report with the court on the monitor's findings;

(c) make, or cause to be made, any appraisal or investigation the monitor considers necessary to determine with reasonable accuracy the state of the company's business and financial affairs and the cause of its financial difficulties or insolvency and file a report with the court on the monitor's findings;

(d) file a report with the court on the state of the company's business and financial affairs — containing the prescribed information, if any —

(i) without delay after ascertaining a material adverse change in the company's projected cash-flow or financial circumstances,

(ii) not later than 45 days, or any longer period that the court may specify, after the day on which each of the company's fiscal quarters ends, and

(iii) at any other time that the court may order;

(d.1) file a report with the court on the state of the company's business and financial affairs — containing the monitor's opinion as to the reasonableness of a decision, if any, to include in a compromise or arrangement a provision that sections 38 and 95 to 101 of the *Bankruptcy and Insolvency Act* do not apply in respect of the compromise or arrangement and containing the prescribed information, if any — at least seven days before the day on which the meeting of creditors referred to in section 4 or 5 is to be held;

(e) advise the company's creditors of the filing of the report referred to in any of paragraphs (b) to (d.1);

(B) d'envoyer un avis, selon les modalités réglementaires, à chaque créancier connu ayant une réclamation supérieure à mille dollars les informant que l'ordonnance a été rendue publique,

(C) d'établir la liste des nom et adresse de chacun de ces créanciers et des montants estimés des réclamations et de la rendre publique selon les modalités réglementaires;

b) de réviser l'état de l'évolution de l'encaisse de la compagnie, en ce qui a trait à sa justification, et de déposer auprès du tribunal un rapport où il présente ses conclusions;

c) de faire ou de faire faire toute évaluation ou investigation qu'il estime nécessaire pour établir l'état des affaires financières et autres de la compagnie et les causes des difficultés financières ou de l'insolvabilité de celle-ci, et de déposer auprès du tribunal un rapport où il présente ses conclusions;

d) de déposer auprès du tribunal un rapport portant sur l'état des affaires financières et autres de la compagnie et contenant les renseignements réglementaires:

(i) dès qu'il note un changement défavorable important au chapitre des projections relatives à l'encaisse ou de la situation financière de la compagnie,

(ii) au plus tard quarante-cinq jours — ou le nombre de jours supérieur que le tribunal fixe — après la fin de chaque trimestre d'exercice,

(iii) à tout autre moment fixé par ordonnance du tribunal;

d.1) de déposer auprès du tribunal, au moins sept jours avant la date de la tenue de l'assemblée des créanciers au titre des articles 4 ou 5, un rapport portant sur l'état des affaires financières et autres de la compagnie, contenant notamment son opinion sur le caractère raisonnable de la décision d'inclure dans la transaction ou l'arrangement une disposition prévoyant la non-application à celle-ci des articles 38 et 95 à 101 de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*, et contenant les renseignements réglementaires;

(f) file with the Superintendent of Bankruptcy, in the prescribed manner and at the prescribed time, a copy of the documents specified in the regulations;

(f.1) for the purpose of defraying the expenses of the Superintendent of Bankruptcy incurred in performing his or her functions under this Act, pay the prescribed levy at the prescribed time to the Superintendent for deposit with the Receiver General;

(g) attend court proceedings held under this Act that relate to the company, and meetings of the company's creditors, if the monitor considers that his or her attendance is necessary for the fulfilment of his or her duties or functions;

(h) if the monitor is of the opinion that it would be more beneficial to the company's creditors if proceedings in respect of the company were taken under the *Bankruptcy and Insolvency Act*, so advise the court without delay after coming to that opinion;

(i) advise the court on the reasonableness and fairness of any compromise or arrangement that is proposed between the company and its creditors;

(j) make the prescribed documents publicly available in the prescribed manner and at the prescribed time and provide the company's creditors with information as to how they may access those documents; and

(k) carry out any other functions in relation to the company that the court may direct.

e) d'informer les créanciers de la compagnie du dépôt du rapport visé à l'un ou l'autre des alinéas b) à d.1);

f) de déposer auprès du surintendant des faillites, selon les modalités réglementaires, de temps et autre, une copie des documents précisés par règlement;

f.1) afin de défrayer le surintendant des faillites des dépenses engagées par lui dans l'exercice de ses attributions prévues par la présente loi, de lui verser, pour dépôt auprès du receveur général, le prélèvement réglementaire, et ce au moment prévu par les règlements;

g) d'assister aux audiences du tribunal tenues dans le cadre de toute procédure intentée sous le régime de la présente loi relativement à la compagnie et aux assemblées de créanciers de celle-ci, s'il estime que sa présence est nécessaire à l'exercice de ses attributions;

h) dès qu'il conclut qu'il serait plus avantageux pour les créanciers qu'une procédure visant la compagnie soit intentée sous le régime de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*, d'en aviser le tribunal;

i) de conseiller le tribunal sur le caractère juste et équitable de toute transaction ou de tout arrangement proposés entre la compagnie et ses créanciers;

j) de rendre publics selon les modalités réglementaires, de temps et autres, les documents réglementaires et de fournir aux créanciers de la compagnie des renseignements sur les modalités d'accès à ces documents;

k) d'accomplir à l'égard de la compagnie tout ce que le tribunal lui ordonne de faire.

(2) If the monitor acts in good faith and takes reasonable care in preparing the report referred to in any of paragraphs (1)(b) to (d.1), the monitor is not liable for loss or damage to any person resulting from that person's reliance on the report.

2005, c. 47, s. 131; 2007, c. 36, s. 72.

(2) S'il agit de bonne foi et prend toutes les précautions voulues pour bien établir le rapport visé à l'un ou l'autre des alinéas (1)(b) à d.1), le contrôleur ne peut être tenu pour responsable des dommages ou pertes subis par la personne qui s'y fie.

2005, ch. 47, art. 131; 2007, ch. 36, art. 72.

24. For the purposes of monitoring the company's business and financial affairs, the monitor shall have access to the company's property, including the premises, books, records, data,

24. Dans le cadre de la surveillance des affaires financières et autres de la compagnie et dans la mesure où cela s'impose pour lui permettre de les évaluer adéquatement, le contrô-

Monitor not liable

Non-responsabilité du contrôleur

Right of access

Droit d'accès aux biens

including data in electronic form, and other financial documents of the company, to the extent that is necessary to adequately assess the company's business and financial affairs.

2005, c. 47, s. 131.

Obligation to act honestly and in good faith

25. In exercising any of his or her powers or in performing any of his or her duties and functions, the monitor must act honestly and in good faith and comply with the Code of Ethics referred to in section 13.5 of the *Bankruptcy and Insolvency Act*.

2005, c. 47, s. 131.

leur a accès aux biens de celle-ci, notamment les locaux, livres, données sur support électronique ou autre, registres et autres documents financiers.

2005, ch. 47, art. 131.

25. Le contrôleur doit, dans l'exercice de ses attributions, agir avec intégrité et de bonne foi et se conformer au code de déontologie mentionné à l'article 13.5 de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*.

2005, ch. 47, art. 131.

Diligence

POWERS, DUTIES AND FUNCTIONS OF
SUPERINTENDENT OF BANKRUPTCY

ATTRIBUTIONS DU SURINTENDANT DES FAILLITES

Public records

26. (1) The Superintendent of Bankruptcy must keep, or cause to be kept, in the form that he or she considers appropriate and for the prescribed period, a public record of prescribed information relating to proceedings under this Act. On request, and on payment of the prescribed fee, the Superintendent of Bankruptcy must provide, or cause to be provided, any information contained in that public record.

26. (1) Le surintendant des faillites conserve ou fait conserver, en la forme qu'il estime indiquée et pendant la période réglementaire, un registre public contenant des renseignements réglementaires sur les procédures intentées sous le régime de la présente loi. Il fournit ou voit à ce qu'il soit fourni à quiconque le demande tous renseignements figurant au registre, sur paiement des droits réglementaires.

Registres publics

Other records

(2) The Superintendent of Bankruptcy must keep, or cause to be kept, in the form that he or she considers appropriate and for the prescribed period, any other records relating to the administration of this Act that he or she considers appropriate.

(2) Il conserve également, ou fait conserver, en la forme qu'il estime indiquée et pendant la période réglementaire, les autres dossiers qu'il estime indiqués concernant l'application de la présente loi.

Autres dossiers

Agreement to provide compilation

(3) The Superintendent of Bankruptcy may enter into an agreement to provide a compilation of all or part of the information that is contained in the public record.

2005, c. 47, s. 131; 2007, c. 36, s. 73.

(3) Enfin, il peut conclure un accord visant la fourniture d'une compilation de tout ou partie des renseignements figurant au registre public.

2005, ch. 47, art. 131; 2007, ch. 36, art. 73.

Accord visant la fourniture d'une compilation

Applications to court and right to intervene

27. The Superintendent of Bankruptcy may apply to the court to review the appointment or conduct of a monitor and may intervene, as though he or she were a party, in any matter or proceeding in court relating to the appointment or conduct of a monitor.

2005, c. 47, s. 131.

27. Le surintendant des faillites peut demander au tribunal d'examiner la nomination ou la conduite de tout contrôleur et intervenir dans toute affaire ou procédure devant le tribunal se rapportant à ces nomination ou conduite comme s'il y était partie.

2005, ch. 47, art. 131.

Demande au tribunal et intervention

Complaints

28. The Superintendent of Bankruptcy must receive and keep a record of all complaints regarding the conduct of monitors.

2005, c. 47, s. 131.

28. Le surintendant des faillites reçoit et note toutes les plaintes sur la conduite de tout contrôleur.

2005, ch. 47, art. 131.

Plaintes

Investigations

29. (1) The Superintendent of Bankruptcy may make, or cause to be made, any inquiry or

29. (1) Le surintendant des faillites effectue ou fait effectuer au sujet de la conduite de tout

Investigations et enquêtes

investigation regarding the conduct of monitors that he or she considers appropriate.

Rights

(2) For the purpose of the inquiry or investigation, the Superintendent of Bankruptcy or any person whom he or she appoints for the purpose

(a) shall have access to and the right to examine and make copies of the books, records, data, documents or papers — including those in electronic form — in the possession or under the control of a monitor under this Act; and

(b) may, with the leave of the court granted on an *ex parte* application, examine the books, records, data, documents or papers — including those in electronic form — relating to any compromise or arrangement in respect of which this Act applies that are in the possession or under the control of any other person designated in the order granting the leave, and for that purpose may under a warrant from the court enter and search any premises.

Staff

(3) The Superintendent of Bankruptcy may engage the services of persons having technical or specialized knowledge, and persons to provide administrative services, to assist the Superintendent of Bankruptcy in conducting an inquiry or investigation, and may establish the terms and conditions of their engagement. The remuneration and expenses of those persons, when certified by the Superintendent of Bankruptcy, are payable out of the appropriation for the office of the Superintendent.

2005, c. 47, s. 131; 2007, c. 36, s. 74.

Powers in relation to licence

30. (1) If, after making or causing to be made an inquiry or investigation into the conduct of a monitor, it appears to the Superintendent of Bankruptcy that the monitor has not fully complied with this Act and its regulations or that it is in the public interest to do so, the Superintendent of Bankruptcy may

(a) cancel or suspend the monitor's licence as a trustee under the *Bankruptcy and Insolvency Act*; or

(b) place any condition or limitation on the licence that he or she considers appropriate.

Notice to trustee

(2) Before deciding whether to exercise any of the powers referred to in subsection (1), the

contrôleur les investigations ou les enquêtes qu'il estime indiquées.

(2) Pour les besoins de ces investigations ou enquêtes, le surintendant des faillites ou la personne qu'il nomme à cette fin :

a) a accès aux livres, registres, données, documents ou papiers, sur support électronique ou autre, se trouvant, en vertu de la présente loi, en la possession ou sous la responsabilité du contrôleur et a droit de les examiner et d'en tirer des copies;

b) peut, avec la permission du tribunal donnée *ex parte*, examiner les livres, registres, données, documents ou papiers, sur support électronique ou autre, qui sont en la possession ou sous la responsabilité de toute autre personne désignée dans l'ordonnance et se rapportent aux transactions ou arrangements auxquels la présente loi s'applique et peut, en vertu d'un mandat du tribunal et aux fins d'examen, pénétrer dans tout lieu et y faire des perquisitions.

Droit d'accès

Personnel

(3) Le surintendant des faillites peut retenir les services des experts ou autres personnes et du personnel administratif dont il estime le concours utile à l'investigation ou l'enquête et fixer leurs fonctions et leurs conditions d'emploi. La rémunération et les indemnités dues à ces personnes sont, une fois certifiées par le surintendant, imputables sur les crédits affectés à son bureau.

2005, ch. 47, art. 131; 2007, ch. 36, art. 74.

Décision relative à la licence

30. (1) Si, au terme d'une investigation ou d'une enquête sur la conduite du contrôleur, il estime que ce dernier n'a pas observé la présente loi ou les règlements ou que l'intérêt public le justifie, le surintendant des faillites peut annuler ou suspendre la licence que le contrôleur détient, en vertu de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*, à titre de syndic ou soumettre sa licence aux conditions ou restrictions qu'il estime indiquées.

Avis au syndic

(2) Avant de prendre l'une des mesures visées au paragraphe (1), le surintendant des

Superintendent of Bankruptcy shall send the monitor written notice of the powers that the Superintendent may exercise and the reasons why they may be exercised and afford the monitor a reasonable opportunity for a hearing.

faillites envoie au syndic un avis écrit et motivé de la ou des mesures qu'il peut prendre et lui donne la possibilité de se faire entendre.

Summons	<p>(3) The Superintendent of Bankruptcy may, for the purpose of the hearing, issue a summons requiring the person named in it</p> <p>(a) to appear at the time and place mentioned in it;</p> <p>(b) to testify to all matters within their knowledge relative to the subject matter of the inquiry or investigation into the conduct of the monitor; and</p> <p>(c) to bring and produce any books, records, data, documents or papers — including those in electronic form — in their possession or under their control relative to the subject matter of the inquiry or investigation.</p>	<p>(3) Le surintendant des faillites peut, aux fins d'audition, convoquer des témoins par assignation leur enjoignant :</p> <p>a) de comparaître aux date, heure et lieu indiqués;</p> <p>b) de témoigner sur tous faits connus d'eux se rapportant à l'investigation ou à l'enquête sur la conduite du contrôleur;</p> <p>c) de produire tous livres, registres, données, documents ou papiers, sur support électronique ou autre, qui sont pertinents et dont ils ont la possession ou la responsabilité.</p>	Convocation de témoins
Effect throughout Canada	<p>(4) A person may be summoned from any part of Canada by virtue of a summons issued under subsection (3).</p>	<p>(4) Les assignations visées au paragraphe (3) ont effet sur tout le territoire canadien.</p>	Effet
Fees and allowances	<p>(5) Any person summoned under subsection (3) is entitled to receive the like fees and allowances for so doing as if summoned to attend before the Federal Court.</p>	<p>(5) Toute personne assignée reçoit les frais et indemnités accordés aux témoins assignés devant la Cour fédérale.</p>	Frais et indemnités
Procedure at hearing	<p>(6) At the hearing, the Superintendent of Bankruptcy</p> <p>(a) has the power to administer oaths;</p> <p>(b) is not bound by any legal or technical rules of evidence in conducting the hearing;</p> <p>(c) shall deal with the matters set out in the notice of the hearing as informally and expeditiously as the circumstances and a consideration of fairness permit; and</p> <p>(d) shall cause a summary of any oral evidence to be made in writing.</p>	<p>(6) Lors de l'audition, le surintendant :</p> <p>a) peut faire prêter serment;</p> <p>b) n'est lié par aucune règle de droit ou de procédure en matière de preuve;</p> <p>c) règle les questions exposées dans l'avis d'audition avec célérité et sans formalisme, eu égard aux circonstances et à l'équité;</p> <p>d) fait établir un résumé écrit de toute preuve orale.</p>	Procédure de l'audition
Record	<p>(7) The notice referred to in subsection (2) and, if applicable, the summary of oral evidence referred to in paragraph (6)(d), together with any documentary evidence that the Superintendent of Bankruptcy receives in evidence, form the record of the hearing, and that record and the hearing are public unless the Superintendent of Bankruptcy is satisfied that personal or other matters that may be disclosed are of such a nature that the desirability of avoiding</p>	<p>(7) L'audition et le dossier de celle-ci sont publics à moins que le surintendant ne juge que la nature des révélations possibles sur des questions personnelles ou autres est telle que, en l'occurrence, l'intérêt d'un tiers ou l'intérêt public l'emporte sur le droit du public à l'information. Le dossier comprend l'avis prévu au paragraphe (2), le résumé de la preuve orale prévu à l'alinéa (6)d) et la preuve documentaire reçue par le surintendant des faillites.</p>	Dossier et audition

public disclosure of those matters, in the interest of a third party or in the public interest, outweighs the desirability of the access by the public to information about those matters.

Decision	(8) The decision of the Superintendent of Bankruptcy after the hearing, together with the reasons for the decision, must be given in writing to the monitor not later than three months after the conclusion of the hearing, and is public.	(8) La décision du surintendant des faillites est rendue par écrit, motivée et remise au contrôleur dans les trois mois suivant la clôture de l'audition, et elle est publique.	Décision
Review by Federal Court	(9) A decision of the Superintendent of Bankruptcy given under subsection (8) is deemed to be a decision of a federal board, commission or other tribunal that may be reviewed and set aside under the <i>Federal Courts Act</i> . 2005, c. 47, s. 131; 2007, c. 36, s. 75.	(9) La décision du surintendant, rendue et remise conformément au paragraphe (8), est assimilée à celle d'un office fédéral et est soumise au pouvoir d'examen et d'annulation prévu par la <i>Loi sur les Cours fédérales</i> . 2005, ch. 47, art. 131; 2007, ch. 36, art. 75.	Examen de la Cour fédérale
Delegation	31. (1) The Superintendent of Bankruptcy may, in writing, authorize any person to exercise or perform, subject to any terms and conditions that he or she may specify in the authorization, any of the powers, duties or functions of the Superintendent of Bankruptcy under sections 29 and 30.	31. (1) Le surintendant des faillites peut, par écrit, selon les modalités qu'il précise, déléguer les attributions que lui confèrent les articles 29 et 30.	Pouvoir de délégation
Notification to monitor	(2) If the Superintendent of Bankruptcy delegates in accordance with subsection (1), the Superintendent or the delegate must give notice of the delegation in the prescribed manner to any monitor who may be affected by the delegation. 2005, c. 47, s. 131.	(2) En cas de délégation, le surintendant des faillites ou le délégué en avise, de la manière réglementaire, tout contrôleur qui pourrait être touché par cette mesure. 2005, ch. 47, art. 131.	Notification

AGREEMENTS

CONTRATS ET CONVENTIONS COLLECTIVES

Disclaimer or rescission of agreements	32. (1) Subject to subsections (2) and (3), a debtor company may — on notice given in the prescribed form and manner to the other parties to the agreement and the monitor — disclaim or resiliate any agreement to which the company is a party on the day on which proceedings commence under this Act. The company may not give notice unless the monitor approves the proposed disclaimer or rescission.	32. (1) Sous réserve des paragraphes (2) et (3), la compagnie débitrice peut — sur préavis donné en la forme et de la manière réglementaires aux autres parties au contrat et au contrôleur et après avoir obtenu l'acquiescement de celui-ci relativement au projet de résiliation — résilier tout contrat auquel elle est partie à la date à laquelle une procédure a été intentée sous le régime de la présente loi.	Résiliation de contrats
Court may prohibit disclaimer or rescission	(2) Within 15 days after the day on which the company gives notice under subsection (1), a party to the agreement may, on notice to the other parties to the agreement and the monitor, apply to a court for an order that the agreement is not to be disclaimed or resiliated.	(2) Dans les quinze jours suivant la date à laquelle la compagnie donne le préavis mentionné au paragraphe (1), toute partie au contrat peut, sur préavis aux autres parties au contrat et au contrôleur, demander au tribunal d'ordonner que le contrat ne soit pas résilié.	Contestation

Court-ordered disclaimer or resiliation	(3) If the monitor does not approve the proposed disclaimer or resiliation, the company may, on notice to the other parties to the agreement and the monitor, apply to a court for an order that the agreement be disclaimed or resiliated.	(3) Si le contrôleur n’acquiesce pas au projet de résiliation, la compagnie peut, sur préavis aux autres parties au contrat et au contrôleur, demander au tribunal d’ordonner la résiliation du contrat.	Absence d’acquiescement du contrôleur
Factors to be considered	(4) In deciding whether to make the order, the court is to consider, among other things, (a) whether the monitor approved the proposed disclaimer or resiliation; (b) whether the disclaimer or resiliation would enhance the prospects of a viable compromise or arrangement being made in respect of the company; and (c) whether the disclaimer or resiliation would likely cause significant financial hardship to a party to the agreement.	(4) Pour décider s’il rend l’ordonnance, le tribunal prend en considération, entre autres, les facteurs suivants: a) l’acquiescement du contrôleur au projet de résiliation, le cas échéant; b) la question de savoir si la résiliation favorisera la conclusion d’une transaction ou d’un arrangement viable à l’égard de la compagnie; c) le risque que la résiliation puisse vraisemblablement causer de sérieuses difficultés financières à une partie au contrat.	Facteurs à prendre en considération
Date of disclaimer or resiliation	(5) An agreement is disclaimed or resiliated (a) if no application is made under subsection (2), on the day that is 30 days after the day on which the company gives notice under subsection (1); (b) if the court dismisses the application made under subsection (2), on the day that is 30 days after the day on which the company gives notice under subsection (1) or on any later day fixed by the court; or (c) if the court orders that the agreement is disclaimed or resiliated under subsection (3), on the day that is 30 days after the day on which the company gives notice or on any later day fixed by the court.	(5) Le contrat est résilié: a) trente jours après la date à laquelle la compagnie donne le préavis mentionné au paragraphe (1), si aucune demande n’est présentée en vertu du paragraphe (2); b) trente jours après la date à laquelle la compagnie donne le préavis mentionné au paragraphe (1) ou à la date postérieure fixée par le tribunal, si ce dernier rejette la demande présentée en vertu du paragraphe (2); c) trente jours après la date à laquelle la compagnie donne le préavis mentionné au paragraphe (3) ou à la date postérieure fixée par le tribunal, si ce dernier ordonne la résiliation du contrat en vertu de ce paragraphe.	Résiliation
Intellectual property	(6) If the company has granted a right to use intellectual property to a party to an agreement, the disclaimer or resiliation does not affect the party’s right to use the intellectual property — including the party’s right to enforce an exclusive use — during the term of the agreement, including any period for which the party extends the agreement as of right, as long as the party continues to perform its obligations under the agreement in relation to the use of the intellectual property.	(6) Si la compagnie a autorisé par contrat une personne à utiliser un droit de propriété intellectuelle, la résiliation n’empêche pas la personne de l’utiliser ni d’en faire respecter l’utilisation exclusive, à condition qu’elle respecte ses obligations contractuelles à l’égard de l’utilisation de ce droit, et ce pour la période prévue au contrat et pour toute période additionnelle dont elle peut et décide de se prévaloir de son propre gré.	Propriété intellectuelle
Loss related to disclaimer or resiliation	(7) If an agreement is disclaimed or resiliated, a party to the agreement who suffers a loss in relation to the disclaimer or resiliation is considered to have a provable claim.	(7) En cas de résiliation du contrat, toute partie à celui-ci qui subit des pertes découlant de la résiliation est réputée avoir une réclamation prouvable.	Pertes découlant de la résiliation

Companies' Creditors Arrangement — June 15, 2011

Reasons for disclaimer or rescission	<p>(8) A company shall, on request by a party to the agreement, provide in writing the reasons for the proposed disclaimer or rescission within five days after the day on which the party requests them.</p>	<p>(8) Dans les cinq jours qui suivent la date à laquelle une partie au contrat le lui demande, la compagnie lui expose par écrit les motifs de son projet de rescission.</p>	Motifs de la rescission
Exceptions	<p>(9) This section does not apply in respect of</p> <p>(a) an eligible financial contract;</p> <p>(b) a collective agreement;</p> <p>(c) a financing agreement if the company is the borrower; or</p> <p>(d) a lease of real property or of an immovable if the company is the lessor.</p> <p>2005, c. 47, s. 131; 2007, c. 29, s. 108, c. 36, ss. 76, 112.</p>	<p>(9) Le présent article ne s'applique pas aux contrats suivants :</p> <p>a) les contrats financiers admissibles;</p> <p>b) les conventions collectives;</p> <p>c) les accords de financement au titre desquels la compagnie est l'emprunteur;</p> <p>d) les baux d'immeubles ou de biens réels au titre desquels la compagnie est le locateur.</p> <p>2005, ch. 47, art. 131; 2007, ch. 29, art. 108, ch. 36, art. 76 et 112.</p>	Exceptions
Collective agreements	<p>33. (1) If proceedings under this Act have been commenced in respect of a debtor company, any collective agreement that the company has entered into as the employer remains in force, and may not be altered except as provided in this section or under the laws of the jurisdiction governing collective bargaining between the company and the bargaining agent.</p>	<p>33. (1) Si une procédure a été intentée sous le régime de la présente loi à l'égard d'une compagnie débitrice, toute convention collective que celle-ci a conclue à titre d'employeur demeure en vigueur et ne peut être modifiée qu'en conformité avec le présent article ou les règles de droit applicables aux négociations entre les parties.</p>	Conventions collectives
Application for authorization to serve notice to bargain	<p>(2) A debtor company that is a party to a collective agreement and that is unable to reach a voluntary agreement with the bargaining agent to revise any of the provisions of the collective agreement may, on giving five days notice to the bargaining agent, apply to the court for an order authorizing the company to serve a notice to bargain under the laws of the jurisdiction governing collective bargaining between the company and the bargaining agent.</p>	<p>(2) Si elle est partie à une convention collective à titre d'employeur et qu'elle ne peut s'entendre librement avec l'agent négociateur sur la révision de celle-ci, la compagnie débitrice peut, après avoir donné un préavis de cinq jours à l'agent négociateur, demander au tribunal de l'autoriser, par ordonnance, à donner à l'agent négociateur un avis de négociations collectives pour que celui-ci entame les négociations collectives en vue de la révision de la convention collective conformément aux règles de droit applicables aux négociations entre les parties.</p>	Demande pour que le tribunal autorise le début de négociations en vue de la révision
Conditions for issuance of order	<p>(3) The court may issue the order only if it is satisfied that</p> <p>(a) a viable compromise or arrangement could not be made in respect of the company, taking into account the terms of the collective agreement;</p> <p>(b) the company has made good faith efforts to renegotiate the provisions of the collective agreement; and</p> <p>(c) a failure to issue the order is likely to result in irreparable damage to the company.</p>	<p>(3) Le tribunal ne rend l'ordonnance que s'il est convaincu, à la fois :</p> <p>a) qu'une transaction ou un arrangement viable à l'égard de la compagnie ne pourrait être fait compte tenu des dispositions de la convention collective;</p> <p>b) que la compagnie a tenté de bonne foi d'en négocier de nouveau les dispositions;</p> <p>c) qu'elle subirait vraisemblablement des dommages irréparables si l'ordonnance n'était pas rendue.</p>	Cas où l'autorisation est accordée

No delay on vote	(4) The vote of the creditors in respect of a compromise or an arrangement may not be delayed solely because the period provided in the laws of the jurisdiction governing collective bargaining between the company and the bargaining agent has not expired.	(4) Le vote des créanciers sur la transaction ou l'arrangement ne peut être retardé pour la seule raison que le délai imparti par les règles de droit applicables aux négociations collectives entre les parties à la convention collective n'est pas expiré.	Vote sur la proposition
Claims arising from termination or amendment	(5) If the parties to the collective agreement agree to revise the collective agreement after proceedings have been commenced under this Act in respect of the company, the bargaining agent that is a party to the agreement is deemed to have a claim, as an unsecured creditor, for an amount equal to the value of concessions granted by the bargaining agent with respect to the remaining term of the collective agreement.	(5) Si les parties parviennent à une entente sur la révision de la convention collective après qu'une procédure a été intentée sous le régime de la présente loi à l'égard d'une compagnie, l'agent négociateur en cause est réputé avoir une réclamation à titre de créancier chirographaire pour une somme équivalant à la valeur des concessions accordées à l'égard de la période non écoulee de la convention.	Réclamation consécutive à la révision
Order to disclose information	(6) On the application of the bargaining agent and on notice to the person to whom the application relates, the court may, subject to any terms and conditions it specifies, make an order requiring the person to make available to the bargaining agent any information specified by the court in the person's possession or control that relates to the company's business or financial affairs and that is relevant to the collective bargaining between the company and the bargaining agent. The court may make the order only after the company has been authorized to serve a notice to bargain under subsection (2).	(6) Sur demande de l'agent négociateur partie à la convention collective et sur avis aux personnes qui ont un intérêt, le tribunal peut ordonner à celles-ci de communiquer au demandeur, aux conditions qu'il précise, tout renseignement qu'elles ont en leur possession ou à leur disposition sur les affaires et la situation financière de la compagnie pertinent pour les négociations collectives. Le tribunal ne peut rendre l'ordonnance qu'après l'envoi à l'agent négociateur de l'avis de négociations collectives visé au paragraphe (2).	Ordonnance de communication
Parties	(7) For the purpose of this section, the parties to a collective agreement are the debtor company and the bargaining agent that are bound by the collective agreement.	(7) Pour l'application du présent article, les parties à la convention collective sont la compagnie débitrice et l'agent négociateur liés par elle.	Parties
Unrevised collective agreements remain in force	(8) For greater certainty, any collective agreement that the company and the bargaining agent have not agreed to revise remains in force, and the court shall not alter its terms. 2005, c. 47, s. 131.	(8) Il est entendu que toute convention collective que la compagnie et l'agent négociateur n'ont pas convenu de réviser demeure en vigueur et que les tribunaux ne peuvent en modifier les termes. 2005, ch. 47, art. 131.	Maintien en vigueur des conventions collectives
Certain rights limited	34. (1) No person may terminate or amend, or claim an accelerated payment or forfeiture of the term under, any agreement, including a security agreement, with a debtor company by reason only that proceedings commenced under this Act or that the company is insolvent.	34. (1) Il est interdit de résilier ou de modifier un contrat — notamment un contrat de garantie — conclu avec une compagnie débitrice ou de se prévaloir d'une clause de déchéance du terme figurant dans un tel contrat au seul motif qu'une procédure a été intentée sous le régime de la présente loi à l'égard de la compagnie ou que celle-ci est insolvable.	Limitation de certains droits
Lease	(2) If the agreement referred to in subsection (1) is a lease, the lessor may not terminate or amend the lease by reason only that proceed-	(2) Lorsque le contrat visé au paragraphe (1) est un bail, l'interdiction prévue à ce paragraphe vaut également dans le cas où la compa-	Baux

ings commenced under this Act, that the company is insolvent or that the company has not paid rent in respect of any period before the commencement of those proceedings.

Public utilities

(3) No public utility may discontinue service to a company by reason only that proceedings commenced under this Act, that the company is insolvent or that the company has not paid for services rendered or goods provided before the commencement of those proceedings.

gnie est insolvable ou n'a pas payé son loyer à l'égard d'une période antérieure à l'introduction de la procédure.

(3) Il est interdit à toute entreprise de service public d'interrompre la prestation de ses services auprès d'une compagnie débitrice au seul motif qu'une procédure a été intentée sous le régime de la présente loi à l'égard de la compagnie, que celle-ci est insolvable ou qu'elle n'a pas payé des services ou marchandises fournis avant l'introduction de la procédure.

Entreprise de service public

Certain acts not prevented

(4) Nothing in this section is to be construed as

(a) prohibiting a person from requiring payments to be made in cash for goods, services, use of leased property or other valuable consideration provided after the commencement of proceedings under this Act;

(b) requiring the further advance of money or credit; or

(c) preventing a lessor of aircraft objects under an agreement with the company from taking possession of the aircraft objects

(i) if, after proceedings commence under this Act, the company defaults in protecting or maintaining the aircraft objects in accordance with the agreement,

(ii) 60 days after the day on which proceedings commence under this Act unless, during that period, the company

(A) remedied the default of every other obligation under the agreement, other than a default constituted by the commencement of proceedings under this Act or the breach of a provision in the agreement relating to the company's financial condition,

(B) agreed to perform the obligations under the agreement, other than an obligation not to become insolvent or an obligation relating to the company's financial condition, until the proceedings under this Act end, and

(C) agreed to perform all of the obligations arising under the agreement after the proceedings under this Act end, or

(4) Le présent article n'a pas pour effet:

a) d'empêcher une personne d'exiger que soient effectués des paiements en espèces pour toute contrepartie de valeur — marchandises, services, biens loués ou autres — fournie après l'introduction d'une procédure sous le régime de la présente loi;

b) d'exiger la prestation de nouvelles avances de fonds ou de nouveaux crédits;

c) d'empêcher le bailleur d'un bien aéronautique au titre d'un contrat conclu avec la compagnie de prendre possession du bien dans les cas suivants:

(i) après l'introduction d'une procédure sous le régime de la présente loi, la compagnie manque à l'obligation prévue au contrat de préserver ou d'entretenir le bien,

(ii) à l'expiration d'un délai de soixante jours après la date de l'introduction d'une procédure sous le régime de la présente loi:

(A) elle n'a pas remédié aux manquements aux autres obligations prévues au contrat, exception faite du manquement résultant de l'introduction d'une telle procédure ou de la violation d'une stipulation du contrat relative à sa situation financière,

(B) elle ne s'est pas engagée à se conformer jusqu'à la conclusion de la procédure à toutes les obligations qui sont prévues au contrat, sauf l'obligation de ne pas devenir insolvable ou toute autre obligation relative à sa situation financière,

Exceptions

(iii) if, during the period that begins on the expiry of the 60-day period and ends on the day on which proceedings under this Act end, the company defaults in performing an obligation under the agreement, other than an obligation not to become insolvent or an obligation relating to the company's financial condition.

(C) elle ne s'est pas engagée à se conformer, après cette date, à toutes les obligations prévues au contrat,

(iii) pendant la période commençant à l'expiration du délai de soixante jours et se terminant à la date de conclusion de la procédure intentée sous le régime de la présente loi, elle manque à l'une des obligations prévues au contrat, sauf l'obligation de ne pas devenir insolvable ou toute autre obligation relative à sa situation financière.

Provisions of section override agreement

(5) Any provision in an agreement that has the effect of providing for, or permitting, anything that, in substance, is contrary to this section is of no force or effect.

(5) Le présent article l'emporte sur les dispositions incompatibles de tout contrat, celles-ci étant sans effet.

Incompatibilité

Powers of court

(6) On application by a party to an agreement or by a public utility, the court may declare that this section does not apply — or applies only to the extent declared by the court — if the applicant satisfies the court that the operation of this section would likely cause the applicant significant financial hardship.

(6) À la demande de l'une des parties à un contrat ou d'une entreprise de service public, le tribunal peut déclarer le présent article inapplicable, ou applicable uniquement dans la mesure qu'il précise, s'il est établi par le demandeur que son application lui causerait vraisemblablement de sérieuses difficultés financières.

Pouvoirs du tribunal

Eligible financial contracts

(7) Subsection (1) does not apply
(a) in respect of an eligible financial contract; or
(b) to prevent a member of the Canadian Payments Association from ceasing to act as a clearing agent or group clearer for a company in accordance with the *Canadian Payments Act* and the by-laws and rules of that Association.

(7) Le paragraphe (1) ne s'applique pas aux contrats financiers admissibles et n'a pas pour effet d'empêcher un membre de l'Association canadienne des paiements de cesser d'agir, pour une compagnie, à titre d'agent de compensation ou d'adhérent correspondant de groupe conformément à la *Loi canadienne sur les paiements* et aux règles et règlements administratifs de l'association.

Contrats financiers admissibles

Permitted actions

(8) The following actions are permitted in respect of an eligible financial contract that is entered into before proceedings under this Act are commenced in respect of the company and is terminated on or after that day, but only in accordance with the provisions of that contract:
(a) the netting or setting off or compensation of obligations between the company and the other parties to the eligible financial contract; and
(b) any dealing with financial collateral including
(i) the sale or foreclosure or, in the Province of Quebec, the surrender of financial collateral, and

(8) Si le contrat financier admissible conclu avant qu'une procédure soit intentée sous le régime de la présente loi à l'égard de la compagnie est résilié à la date d'introduction de la procédure ou par la suite, il est permis d'effectuer les opérations ci-après en conformité avec le contrat:
a) la compensation des obligations entre la compagnie et les autres parties au contrat;
b) toute opération à l'égard de la garantie financière afférente, notamment:
(i) la vente, la demande en forclusion ou, dans la province de Québec, la demande en délaissement,
(ii) la compensation, ou l'affectation de son produit ou de sa valeur.

Opérations permises

(ii) the setting off or compensation of financial collateral or the application of the proceeds or value of financial collateral.

Restriction	(9) No order may be made under this Act if the order would have the effect of staying or restraining the actions permitted under subsection (8).	(9) Aucune ordonnance rendue au titre de la présente loi ne peut avoir pour effet de suspendre ou de restreindre le droit d'effectuer les opérations visées au paragraphe (8).	Restriction
Net termination values	(10) If net termination values determined in accordance with an eligible financial contract referred to in subsection (8) are owed by the company to another party to the eligible financial contract, that other party is deemed to be a creditor of the company with a claim against the company in respect of those net termination values.	(10) Si, aux termes du contrat financier admissible visé au paragraphe (8), des sommes sont dues par la compagnie à une autre partie au contrat au titre de valeurs nettes dues à la date de résiliation, cette autre partie est réputée être un créancier de la compagnie relativement à ces sommes.	Valeurs nettes dues à la date de résiliation
Priority	(11) No order may be made under this Act if the order would have the effect of subordinating financial collateral. 2005, c. 47, s. 131; 2007, c. 29, s. 109, c. 36, ss. 77, 112.	(11) Il ne peut être rendu, au titre de la présente loi, aucune ordonnance dont l'effet serait d'assigner un rang inférieur à toute garantie financière. 2005, ch. 47, art. 131; 2007, ch. 29, art. 109, ch. 36, art. 77 et 112.	Rang
OBLIGATIONS AND PROHIBITIONS		OBLIGATIONS ET INTERDICTION	
Obligation to provide assistance	35. (1) A debtor company shall provide to the monitor the assistance that is necessary to enable the monitor to adequately carry out the monitor's functions.	35. (1) La compagnie débitrice est tenue d'aider le contrôleur à remplir adéquatement ses fonctions.	Assistance
Obligation to duties set out in section 158 of the <i>Bankruptcy and Insolvency Act</i>	(2) A debtor company shall perform the duties set out in section 158 of the <i>Bankruptcy and Insolvency Act</i> that are appropriate and applicable in the circumstances. 2005, c. 47, s. 131.	(2) Elle est également tenue de satisfaire aux obligations visées à l'article 158 de la <i>Loi sur la faillite et l'insolvabilité</i> selon ce qui est indiqué et applicable dans les circonstances. 2005, ch. 47, art. 131.	Obligations visées à l'article 158 de la <i>Loi sur la faillite et l'insolvabilité</i>
Restriction on disposition of business assets	36. (1) A debtor company in respect of which an order has been made under this Act may not sell or otherwise dispose of assets outside the ordinary course of business unless authorized to do so by a court. Despite any requirement for shareholder approval, including one under federal or provincial law, the court may authorize the sale or disposition even if shareholder approval was not obtained.	36. (1) Il est interdit à la compagnie débitrice à l'égard de laquelle une ordonnance a été rendue sous le régime de la présente loi de disposer, notamment par vente, d'actifs hors du cours ordinaire de ses affaires sans l'autorisation du tribunal. Le tribunal peut accorder l'autorisation sans qu'il soit nécessaire d'obtenir l'acquiescement des actionnaires, et ce malgré toute exigence à cet effet, notamment en vertu d'une règle de droit fédérale ou provinciale.	Restriction à la disposition d'actifs
Notice to creditors	(2) A company that applies to the court for an authorization is to give notice of the application to the secured creditors who are likely to be affected by the proposed sale or disposition.	(2) La compagnie qui demande l'autorisation au tribunal en avise les créanciers garantis qui peuvent vraisemblablement être touchés par le projet de disposition.	Avis aux créanciers
Factors to be considered	(3) In deciding whether to grant the authorization, the court is to consider, among other things,	(3) Pour décider s'il accorde l'autorisation, le tribunal prend en considération, entre autres, les facteurs suivants :	Facteurs à prendre en considération

(a) whether the process leading to the proposed sale or disposition was reasonable in the circumstances;

(b) whether the monitor approved the process leading to the proposed sale or disposition;

(c) whether the monitor filed with the court a report stating that in their opinion the sale or disposition would be more beneficial to the creditors than a sale or disposition under a bankruptcy;

(d) the extent to which the creditors were consulted;

(e) the effects of the proposed sale or disposition on the creditors and other interested parties; and

(f) whether the consideration to be received for the assets is reasonable and fair, taking into account their market value.

(4) If the proposed sale or disposition is to a person who is related to the company, the court may, after considering the factors referred to in subsection (3), grant the authorization only if it is satisfied that

(a) good faith efforts were made to sell or otherwise dispose of the assets to persons who are not related to the company; and

(b) the consideration to be received is superior to the consideration that would be received under any other offer made in accordance with the process leading to the proposed sale or disposition.

(5) For the purpose of subsection (4), a person who is related to the company includes

(a) a director or officer of the company;

(b) a person who has or has had, directly or indirectly, control in fact of the company; and

(c) a person who is related to a person described in paragraph (a) or (b).

(6) The court may authorize a sale or disposition free and clear of any security, charge or other restriction and, if it does, it shall also order that other assets of the company or the proceeds of the sale or disposition be subject to a security, charge or other restriction in favour of

a) la justification des circonstances ayant mené au projet de disposition;

b) l'acquiescement du contrôleur au processus ayant mené au projet de disposition, le cas échéant;

c) le dépôt par celui-ci d'un rapport précisant que, à son avis, la disposition sera plus avantageuse pour les créanciers que si elle était faite dans le cadre de la faillite;

d) la suffisance des consultations menées auprès des créanciers;

e) les effets du projet de disposition sur les droits de tout intéressé, notamment les créanciers;

f) le caractère juste et raisonnable de la contrepartie reçue pour les actifs compte tenu de leur valeur marchande.

(4) Si la compagnie projette de disposer d'actifs en faveur d'une personne à laquelle elle est liée, le tribunal, après avoir pris ces facteurs en considération, ne peut accorder l'autorisation que s'il est convaincu :

a) d'une part, que les efforts voulus ont été faits pour disposer des actifs en faveur d'une personne qui n'est pas liée à la compagnie;

b) d'autre part, que la contrepartie offerte pour les actifs est plus avantageuse que celle qui découlerait de toute autre offre reçue dans le cadre du projet de disposition.

(5) Pour l'application du paragraphe (4), les personnes ci-après sont considérées comme liées à la compagnie :

a) le dirigeant ou l'administrateur de celle-ci;

b) la personne qui, directement ou indirectement, en a ou en a eu le contrôle de fait;

c) la personne liée à toute personne visée aux alinéas a) ou b).

(6) Le tribunal peut autoriser la disposition d'actifs de la compagnie, purgés de toute charge, sûreté ou autre restriction, et, le cas échéant, est tenu d'assujettir le produit de la disposition ou d'autres de ses actifs à une

Additional factors — related persons

Autres facteurs

Related persons

Personnes liées

Assets may be disposed of free and clear

Autorisation de disposer des actifs en les libérant de restrictions

the creditor whose security, charge or other restriction is to be affected by the order.

charge, sûreté ou autre restriction en faveur des créanciers touchés par la purge.

Restriction —
employers

(7) The court may grant the authorization only if the court is satisfied that the company can and will make the payments that would have been required under paragraphs 6(4)(a) and (5)(a) if the court had sanctioned the compromise or arrangement.

(7) Il ne peut autoriser la disposition que s'il est convaincu que la compagnie est en mesure d'effectuer et effectuera les paiements qui auraient été exigés en vertu des alinéas 6(4)a) et (5)a) s'il avait homologué la transaction ou l'arrangement.

Restriction à
l'égard des
employeurs

2005, c. 47, s. 131; 2007, c. 36, s. 78.

2005, ch. 47, art. 131; 2007, ch. 36, art. 78.

PREFERENCES AND TRANSFERS AT UNDERVALUE

TRAITEMENTS PRÉFÉRENTIELS ET OPÉRATIONS SOUS-ÉVALUÉES

Application of
sections 38 and
95 to 101 of the
*Bankruptcy and
Insolvency Act*

36.1 (1) Sections 38 and 95 to 101 of the *Bankruptcy and Insolvency Act* apply, with any modifications that the circumstances require, in respect of a compromise or arrangement unless the compromise or arrangement provides otherwise.

36.1 (1) Les articles 38 et 95 à 101 de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à la transaction ou à l'arrangement sauf disposition contraire de ceux-ci.

Application des
articles 38 et 95
à 101 de la *Loi
sur la faillite et
l'insolvabilité*

Interpretation

(2) For the purposes of subsection (1), a reference in sections 38 and 95 to 101 of the *Bankruptcy and Insolvency Act*

(2) Pour l'application du paragraphe (1), la mention, aux articles 38 et 95 à 101 de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*, de la date de la faillite vaut mention de la date à laquelle une procédure a été intentée sous le régime de la présente loi, celle du syndic vaut mention du contrôleur et celle du failli, de la personne insolvable ou du débiteur vaut mention de la compagnie débitrice.

Interprétation

(a) to “date of the bankruptcy” is to be read as a reference to “day on which proceedings commence under this Act”;

(b) to “trustee” is to be read as a reference to “monitor”; and

(c) to “bankrupt”, “insolvent person” or “debtor” is to be read as a reference to “debtor company”.

2005, ch. 47, art. 131; 2007, ch. 36, art. 78.

2005, c. 47, s. 131; 2007, c. 36, s. 78.

HER MAJESTY

SA MAJESTÉ

Deemed trusts

37. (1) Subject to subsection (2), despite any provision in federal or provincial legislation that has the effect of deeming property to be held in trust for Her Majesty, property of a debtor company shall not be regarded as being held in trust for Her Majesty unless it would be so regarded in the absence of that statutory provision.

37. (1) Sous réserve du paragraphe (2) et par dérogation à toute disposition législative fédérale ou provinciale ayant pour effet d'assimiler certains biens à des biens détenus en fiducie pour Sa Majesté, aucun des biens de la compagnie débitrice ne peut être considéré comme tel par le seul effet d'une telle disposition.

Fiducies
présumées

Exceptions

(2) Subsection (1) does not apply in respect of amounts deemed to be held in trust under subsection 227(4) or (4.1) of the *Income Tax Act*, subsection 23(3) or (4) of the *Canada Pension Plan* or subsection 86(2) or (2.1) of the *Employment Insurance Act* (each of which is in this subsection referred to as a “federal provision”), nor does it apply in respect of amounts deemed to be held in trust under any law of a

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas à l'égard des sommes réputées détenues en fiducie aux termes des paragraphes 227(4) ou (4.1) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, des paragraphes 23(3) ou (4) du *Régime de pensions du Canada* ou des paragraphes 86(2) ou (2.1) de la *Loi sur l'assurance-emploi* (chacun étant appelé «disposition fédérale» au présent paragraphe) ou à l'égard des sommes réputées déte-

Exceptions

province that creates a deemed trust the sole purpose of which is to ensure remittance to Her Majesty in right of the province of amounts deducted or withheld under a law of the province if

(a) that law of the province imposes a tax similar in nature to the tax imposed under the *Income Tax Act* and the amounts deducted or withheld under that law of the province are of the same nature as the amounts referred to in subsection 227(4) or (4.1) of the *Income Tax Act*, or

(b) the province is a “province providing a comprehensive pension plan” as defined in subsection 3(1) of the *Canada Pension Plan*, that law of the province establishes a “provincial pension plan” as defined in that subsection and the amounts deducted or withheld under that law of the province are of the same nature as amounts referred to in subsection 23(3) or (4) of the *Canada Pension Plan*,

and for the purpose of this subsection, any provision of a law of a province that creates a deemed trust is, despite any Act of Canada or of a province or any other law, deemed to have the same effect and scope against any creditor, however secured, as the corresponding federal provision.

2005, c. 47, s. 131.

nues en fiducie aux termes de toute loi d’une province créant une fiducie présumée dans le seul but d’assurer à Sa Majesté du chef de cette province la remise de sommes déduites ou retenues aux termes d’une loi de cette province, si, dans ce dernier cas, se réalise l’une des conditions suivantes :

a) la loi de cette province prévoit un impôt semblable, de par sa nature, à celui prévu par la *Loi de l’impôt sur le revenu*, et les sommes déduites ou retenues au titre de cette loi provinciale sont de même nature que celles visées aux paragraphes 227(4) ou (4.1) de la *Loi de l’impôt sur le revenu*;

b) cette province est une province instituant un régime général de pensions au sens du paragraphe 3(1) du *Régime de pensions du Canada*, la loi de cette province institue un régime provincial de pensions au sens de ce paragraphe, et les sommes déduites ou retenues au titre de cette loi provinciale sont de même nature que celles visées aux paragraphes 23(3) ou (4) du *Régime de pensions du Canada*.

Pour l’application du présent paragraphe, toute disposition de la loi provinciale qui crée une fiducie présumée est réputée avoir, à l’encontre de tout créancier de la compagnie et malgré tout texte législatif fédéral ou provincial et toute règle de droit, la même portée et le même effet que la disposition fédérale correspondante, quelle que soit la garantie dont bénéficie le créancier.

2005, ch. 47, art. 131.

Status of Crown claims

38. (1) In relation to a proceeding under this Act, all claims, including secured claims, of Her Majesty in right of Canada or a province or any body under an enactment respecting workers’ compensation, in this section and in section 39 called a “workers’ compensation body”, rank as unsecured claims.

Exceptions

(2) Subsection (1) does not apply

(a) in respect of claims that are secured by a security or charge of a kind that can be obtained by persons other than Her Majesty or a workers’ compensation body

(i) pursuant to any law, or

(ii) pursuant to provisions of federal or provincial legislation if those provisions

Réclamations de la Couronne

38. (1) Dans le cadre de toute procédure intentée sous le régime de la présente loi, les réclamations de Sa Majesté du chef du Canada ou d’une province ou d’un organisme compétent au titre d’une loi sur les accidents du travail, y compris les réclamations garanties, prennent rang comme réclamations non garanties.

Exceptions

(2) Sont soustraites à l’application du paragraphe (1):

a) les réclamations garanties par un type de charge ou de sûreté dont toute personne, et non seulement Sa Majesté ou l’organisme, peut se prévaloir au titre de dispositions législatives fédérales ou provinciales n’ayant pas pour seul ou principal objet l’établissement de mécanismes garantissant les récla-

do not have as their sole or principal purpose the establishment of a means of securing claims of Her Majesty or a workers' compensation body; and

(b) to the extent provided in subsection 39(2), to claims that are secured by a security referred to in subsection 39(1), if the security is registered in accordance with subsection 39(1).

(3) Subsection (1) does not affect the operation of

(a) subsections 224(1.2) and (1.3) of the *Income Tax Act*,

(b) any provision of the *Canada Pension Plan* or of the *Employment Insurance Act* that refers to subsection 224(1.2) of the *Income Tax Act* and provides for the collection of a contribution, as defined in the *Canada Pension Plan*, an employee's premium, or employer's premium, as defined in the *Employment Insurance Act*, or a premium under Part VII.1 of that Act, and of any related interest, penalties or other amounts, or

(c) any provision of provincial legislation that has a purpose similar to subsection 224(1.2) of the *Income Tax Act*, or that refers to that subsection, to the extent that it provides for the collection of a sum, and of any related interest, penalties or other amounts if the sum

(i) has been withheld or deducted by a person from a payment to another person and is in respect of a tax similar in nature to the income tax imposed on individuals under the *Income Tax Act*, or

(ii) is of the same nature as a contribution under the *Canada Pension Plan* if the province is a "province providing a comprehensive pension plan" as defined in subsection 3(1) of the *Canada Pension Plan* and the provincial legislation establishes a "provincial pension plan" as defined in that subsection,

and, for the purpose of paragraph (c), the provision of provincial legislation is, despite any Act of Canada or of a province or any other law, deemed to have the same effect and scope against any creditor, however secured, as subsection 224(1.2) of the *Income Tax Act* in re-

mations de Sa Majesté ou de l'organisme, ou au titre de toute autre règle de droit;

b) les réclamations garanties et enregistrées aux termes du paragraphe 39(1), dans la mesure prévue au paragraphe 39(2).

(3) Le paragraphe (1) n'a pas pour effet de porter atteinte à l'application des dispositions suivantes :

a) les paragraphes 224(1.2) et (1.3) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*;

b) toute disposition du *Régime de pensions du Canada* ou de la *Loi sur l'assurance-emploi* qui renvoie au paragraphe 224(1.2) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* et qui prévoit la perception d'une cotisation, au sens du *Régime de pensions du Canada*, d'une cotisation ouvrière ou d'une cotisation patronale, au sens de la *Loi sur l'assurance-emploi*, ou d'une cotisation prévue par la partie VII.1 de cette loi ainsi que des intérêts, pénalités et autres charges afférents;

c) toute disposition législative provinciale dont l'objet est semblable à celui du paragraphe 224(1.2) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, ou qui renvoie à ce paragraphe, et qui prévoit la perception d'une somme, ainsi que des intérêts, pénalités et autres charges afférents, laquelle :

(i) soit a été retenue par une personne sur un paiement effectué à une autre personne, ou déduite d'un tel paiement, et se rapporte à un impôt semblable, de par sa nature, à l'impôt sur le revenu auquel les particuliers sont assujettis en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu*,

(ii) soit est de même nature qu'une cotisation prévue par le *Régime de pensions du Canada*, si la province est une province instituant un régime général de pensions au sens du paragraphe 3(1) de cette loi et si la loi provinciale institue un régime provincial de pensions au sens de ce paragraphe.

Pour l'application de l'alinéa c), la disposition législative provinciale en question est réputée

Operation of similar legislation

Effet

spect of a sum referred to in subparagraph (c)(i), or as subsection 23(2) of the *Canada Pension Plan* in respect of a sum referred to in subparagraph (c)(ii), and in respect of any related interest, penalties or other amounts.

2005, c. 47, s. 131; 2009, c. 33, s. 29.

avoir, à l'encontre de tout créancier et malgré tout texte législatif fédéral ou provincial et toute autre règle de droit, la même portée et le même effet que le paragraphe 224(1.2) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* quant à la somme visée au sous-alinéa c)(i), ou que le paragraphe 23(2) du *Régime de pensions du Canada* quant à la somme visée au sous-alinéa c)(ii), et quant aux intérêts, pénalités et autres charges afférents, quelle que soit la garantie dont bénéficie le créancier.

2005, ch. 47, art. 131; 2009, ch. 33, art. 29.

Statutory Crown securities

39. (1) In relation to proceedings under this Act in respect of a debtor company, a security provided for in federal or provincial legislation for the sole or principal purpose of securing a claim of Her Majesty in right of Canada or a province or a workers' compensation body is valid in relation to claims against the company only if, before the day on which proceedings commence, the security is registered under a system of registration of securities that is available not only to Her Majesty in right of Canada or a province or a workers' compensation body, but also to any other creditor who holds a security, and that is open to the public for information or the making of searches.

39. (1) Dans le cadre de toute procédure intentée à l'égard d'une compagnie débitrice sous le régime de la présente loi, les garanties créées aux termes d'une loi fédérale ou provinciale dans le seul but — ou principalement dans le but — de protéger des réclamations de Sa Majesté du chef du Canada ou d'une province ou d'un organisme compétent au titre d'une loi sur les accidents du travail ne sont valides que si elles ont été enregistrées avant la date d'introduction de la procédure et selon un système d'enregistrement des garanties qui est accessible non seulement à Sa Majesté du chef du Canada ou de la province ou à l'organisme, mais aussi aux autres créanciers détenant des garanties, et qui est accessible au public à des fins de consultation ou de recherche.

Garanties créées par législation

Effect of security

(2) A security referred to in subsection (1) that is registered in accordance with that subsection

(a) is subordinate to securities in respect of which all steps necessary to setting them up against other creditors were taken before that registration; and

(b) is valid only in respect of amounts owing to Her Majesty or a workers' compensation body at the time of that registration, plus any interest subsequently accruing on those amounts.

2005, c. 47, s. 131; 2007, c. 36, s. 79.

(2) Les garanties enregistrées conformément au paragraphe (1):

a) prennent rang après toute autre garantie à l'égard de laquelle les mesures requises pour la rendre opposable aux autres créanciers ont toutes été prises avant l'enregistrement;

b) ne sont valides que pour les sommes dues à Sa Majesté ou à l'organisme lors de l'enregistrement et les intérêts échus depuis sur celles-ci.

2005, ch. 47, art. 131; 2007, ch. 36, art. 79.

Rang

Act binding on Her Majesty

40. This Act is binding on Her Majesty in right of Canada or a province.

2005, c. 47, s. 131.

40. La présente loi lie Sa Majesté du chef du Canada ou d'une province.

2005, ch. 47, art. 131.

Obligation de Sa Majesté

MISCELLANEOUS

DISPOSITIONS DIVERSES

Certain sections of *Winding-up and Restructuring Act* do not apply

41. Sections 65 and 66 of the *Winding-up and Restructuring Act* do not apply to any compromise or arrangement to which this Act applies.

2005, c. 47, s. 131.

41. Les articles 65 et 66 de la *Loi sur les liquidations et les restructurations* ne s'appliquent à aucune transaction ni à aucun arrangement auxquels la présente loi est applicable.

2005, ch. 47, art. 131.

Inapplicabilité de certains articles de la *Loi sur les liquidations et les restructurations*

Act to be applied conjointly with other Acts

42. The provisions of this Act may be applied together with the provisions of any Act of Parliament, or of the legislature of any province, that authorizes or makes provision for the sanction of compromises or arrangements between a company and its shareholders or any class of them.

2005, c. 47, s. 131.

42. Les dispositions de la présente loi peuvent être appliquées conjointement avec celles de toute loi fédérale ou provinciale, autorisant ou prévoyant l'homologation de transactions ou arrangements entre une compagnie et ses actionnaires ou une catégorie de ces derniers.

2005, ch. 47, art. 131.

Application concurrente d'autres lois

Claims in foreign currency

43. If a compromise or an arrangement is proposed in respect of a debtor company, a claim for a debt that is payable in a currency other than Canadian currency is to be converted to Canadian currency as of the date of the initial application in respect of the company unless otherwise provided in the proposed compromise or arrangement.

2005, c. 47, s. 131.

43. Dans le cas où une transaction ou un arrangement est proposé à l'égard d'une compagnie débitrice, la réclamation visant une créance en devises étrangères doit être convertie en monnaie canadienne au taux en vigueur à la date de la demande initiale, sauf disposition contraire de la transaction ou de l'arrangement.

2005, ch. 47, art. 131.

Créances en monnaies étrangères

PART IV

PARTIE IV

CROSS-BORDER INSOLVENCIES

INSOLVABILITÉ EN CONTEXTE INTERNATIONAL

PURPOSE

OBJET

Purpose

44. The purpose of this Part is to provide mechanisms for dealing with cases of cross-border insolvencies and to promote

(a) cooperation between the courts and other competent authorities in Canada with those of foreign jurisdictions in cases of cross-border insolvencies;

(b) greater legal certainty for trade and investment;

(c) the fair and efficient administration of cross-border insolvencies that protects the interests of creditors and other interested persons, and those of debtor companies;

(d) the protection and the maximization of the value of debtor company's property; and

(e) the rescue of financially troubled businesses to protect investment and preserve employment.

2005, c. 47, s. 131.

44. La présente partie a pour objet d'offrir des moyens pour traiter des cas d'insolvabilité en contexte international et de promouvoir les objectifs suivants :

a) assurer la coopération entre les tribunaux et les autres autorités compétentes du Canada et ceux des ressorts étrangers intervenant dans de tels cas;

b) garantir une plus grande certitude juridique dans le commerce et les investissements;

c) administrer équitablement et efficacement les affaires d'insolvabilité en contexte international, de manière à protéger les intérêts des créanciers et des autres parties intéressées, y compris les compagnies débitrices;

d) protéger les biens des compagnies débitrices et en optimiser la valeur;

Objet

e) faciliter le redressement des entreprises en difficulté, de manière à protéger les investissements et préserver les emplois.

2005, ch. 47, art. 131.

INTERPRETATION

DÉFINITIONS

Definitions **45.** (1) The following definitions apply in this Part.

45. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente partie.

Définitions

“foreign court”
« tribunal étranger » “foreign court” means a judicial or other authority competent to control or supervise a foreign proceeding.

«instance étrangère» Procédure judiciaire ou administrative, y compris la procédure provisoire, régie par une loi étrangère relative à la faillite ou à l’insolvabilité qui touche les droits de l’ensemble des créanciers et dans le cadre de laquelle les affaires financières et autres de la compagnie débitrice sont placées sous la responsabilité ou la surveillance d’un tribunal étranger aux fins de réorganisation.

« instance étrangère »
“foreign proceeding”

“foreign main proceeding”
« principale » “foreign main proceeding” means a foreign proceeding in a jurisdiction where the debtor company has the centre of its main interests.

« principale » Qualifie l’instance étrangère qui a lieu dans le ressort où la compagnie débitrice a ses principales affaires.

« principale »
“foreign main proceeding”

“foreign non-main proceeding”
« secondaire » “foreign non-main proceeding” means a foreign proceeding, other than a foreign main proceeding.

«représentant étranger» Personne ou organe qui, même à titre provisoire, est autorisé dans le cadre d’une instance étrangère à surveiller les affaires financières ou autres de la compagnie débitrice aux fins de réorganisation, ou à agir en tant que représentant.

« représentant étranger »
“foreign representative”

“foreign proceeding” means a judicial or an administrative proceeding, including an interim proceeding, in a jurisdiction outside Canada dealing with creditors’ collective interests generally under any law relating to bankruptcy or insolvency in which a debtor company’s business and financial affairs are subject to control or supervision by a foreign court for the purpose of reorganization.

«secondaire» Qualifie l’instance étrangère autre que l’instance étrangère principale.

« secondaire »
“foreign non-main proceeding”

“foreign representative” means a person or body, including one appointed on an interim basis, who is authorized, in a foreign proceeding in respect of a debtor company, to

«tribunal étranger» Autorité, judiciaire ou autre, compétente pour contrôler ou surveiller des instances étrangères.

« tribunal étranger »
“foreign court”

(a) monitor the debtor company’s business and financial affairs for the purpose of reorganization; or

(b) act as a representative in respect of the foreign proceeding.

Centre of debtor company’s main interests (2) For the purposes of this Part, in the absence of proof to the contrary, a debtor company’s registered office is deemed to be the centre of its main interests.

(2) Pour l’application de la présente partie, sauf preuve contraire, le siège social de la compagnie débitrice est présumé être le lieu où elle a ses principales affaires.

Lieu des principales affaires

2005, c. 47, s. 131.

2005, ch. 47, art. 131.

RECOGNITION OF FOREIGN PROCEEDING

RECONNAISSANCE DES INSTANCES ÉTRANGÈRES

Application for recognition of a foreign proceeding **46.** (1) A foreign representative may apply to the court for recognition of the foreign proceeding in respect of which he or she is a foreign representative.

46. (1) Le représentant étranger peut demander au tribunal de reconnaître l’instance étrangère dans le cadre de laquelle il a qualité.

Demande de reconnaissance de l’instance étrangère

Documents that must accompany application	<p>(2) Subject to subsection (3), the application must be accompanied by</p> <p>(a) a certified copy of the instrument, however designated, that commenced the foreign proceeding or a certificate from the foreign court affirming the existence of the foreign proceeding;</p> <p>(b) a certified copy of the instrument, however designated, authorizing the foreign representative to act in that capacity or a certificate from the foreign court affirming the foreign representative's authority to act in that capacity; and</p> <p>(c) a statement identifying all foreign proceedings in respect of the debtor company that are known to the foreign representative.</p>	<p>(2) La demande de reconnaissance est accompagnée des documents suivants :</p> <p>a) une copie certifiée conforme de l'acte — quelle qu'en soit la désignation — introductif de l'instance étrangère ou le certificat délivré par le tribunal étranger attestant l'introduction de celle-ci;</p> <p>b) une copie certifiée conforme de l'acte — quelle qu'en soit la désignation — autorisant le représentant étranger à agir à ce titre ou le certificat délivré par le tribunal étranger attestant la qualité de celui-ci;</p> <p>c) une déclaration faisant état de toutes les instances étrangères visant la compagnie débitrice qui sont connues du représentant étranger.</p>	Documents accompagnant la demande de reconnaissance
Documents may be considered as proof	<p>(3) The court may, without further proof, accept the documents referred to in paragraphs (2)(a) and (b) as evidence that the proceeding to which they relate is a foreign proceeding and that the applicant is a foreign representative in respect of the foreign proceeding.</p>	<p>(3) Le tribunal peut, sans preuve supplémentaire, accepter les documents visés aux alinéas (2)a) et b) comme preuve du fait qu'il s'agit d'une instance étrangère et que le demandeur est le représentant étranger dans le cadre de celle-ci.</p>	Documents acceptés comme preuve
Other evidence	<p>(4) In the absence of the documents referred to in paragraphs (2)(a) and (b), the court may accept any other evidence of the existence of the foreign proceeding and of the foreign representative's authority that it considers appropriate.</p>	<p>(4) En l'absence des documents visés aux alinéas (2)a) et b), il peut accepter toute autre preuve — qu'il estime indiquée — de l'introduction de l'instance étrangère et de la qualité du représentant étranger.</p>	Autre preuve
Translation	<p>(5) The court may require a translation of any document accompanying the application.</p> <p>2005, c. 47, s. 131.</p>	<p>(5) Il peut exiger la traduction des documents accompagnant la demande de reconnaissance.</p> <p>2005, ch. 47, art. 131.</p>	Traduction
Order recognizing foreign proceeding	<p>47. (1) If the court is satisfied that the application for the recognition of a foreign proceeding relates to a foreign proceeding and that the applicant is a foreign representative in respect of that foreign proceeding, the court shall make an order recognizing the foreign proceeding.</p>	<p>47. (1) S'il est convaincu que la demande de reconnaissance vise une instance étrangère et que le demandeur est un représentant étranger dans le cadre de celle-ci, le tribunal reconnaît, par ordonnance, l'instance étrangère en cause.</p>	Ordonnance de reconnaissance
Nature of foreign proceeding to be specified	<p>(2) The court shall specify in the order whether the foreign proceeding is a foreign main proceeding or a foreign non-main proceeding.</p> <p>2005, c. 47, s. 131.</p>	<p>(2) Il précise dans l'ordonnance s'il s'agit d'une instance étrangère principale ou secondaire.</p> <p>2005, ch. 47, art. 131.</p>	Nature de l'instance
Order relating to recognition of a foreign main proceeding	<p>48. (1) Subject to subsections (2) to (4), on the making of an order recognizing a foreign proceeding that is specified to be a foreign main proceeding, the court shall make an order,</p>	<p>48. (1) Sous réserve des paragraphes (2) à (4), si l'ordonnance de reconnaissance précise qu'il s'agit d'une instance étrangère principale, le tribunal, par ordonnance, selon les modalités qu'il estime indiquées :</p>	Effets de la reconnaissance d'une instance étrangère principale

subject to any terms and conditions it considers appropriate,

(a) staying, until otherwise ordered by the court, for any period that the court considers necessary, all proceedings taken or that might be taken against the debtor company under the *Bankruptcy and Insolvency Act* or the *Winding-up and Restructuring Act*;

(b) restraining, until otherwise ordered by the court, further proceedings in any action, suit or proceeding against the debtor company;

(c) prohibiting, until otherwise ordered by the court, the commencement of any action, suit or proceeding against the debtor company; and

(d) prohibiting the debtor company from selling or otherwise disposing of, outside the ordinary course of its business, any of the debtor company's property in Canada that relates to the business and prohibiting the debtor company from selling or otherwise disposing of any of its other property in Canada.

a) suspend, jusqu'à nouvel ordre, toute procédure qui est ou pourrait être intentée contre la compagnie sous le régime de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* ou de la *Loi sur les liquidations et les restructurations*;

b) surseoit, jusqu'à nouvel ordre, à la continuation de toute action, poursuite ou autre procédure contre la compagnie;

c) interdit, jusqu'à nouvel ordre, l'introduction de toute action, poursuite ou autre procédure contre la compagnie;

d) interdit à la compagnie de disposer, notamment par vente, des biens de son entreprise situés au Canada hors du cours ordinaire des affaires ou de ses autres biens situés au Canada.

Scope of order

(2) The order made under subsection (1) must be consistent with any order that may be made under this Act.

(2) L'ordonnance visée au paragraphe (1) doit être compatible avec les autres ordonnances rendues sous le régime de la présente loi.

Compatibilité

When subsection (1) does not apply

(3) Subsection (1) does not apply if any proceedings under this Act have been commenced in respect of the debtor company at the time the order recognizing the foreign proceeding is made.

(3) Le paragraphe (1) ne s'applique pas si au moment où l'ordonnance de reconnaissance est rendue une procédure a déjà été intentée sous le régime de la présente loi contre la compagnie débitrice.

Non-application du paragraphe (1)

Application of this and other Acts

(4) Nothing in subsection (1) precludes the debtor company from commencing or continuing proceedings under this Act, the *Bankruptcy and Insolvency Act* or the *Winding-up and Restructuring Act* in respect of the debtor company.

(4) Le paragraphe (1) n'a pas pour effet d'empêcher la compagnie débitrice d'intenter ou de continuer une procédure sous le régime de la présente loi, de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* ou de la *Loi sur les liquidations et les restructurations*.

Application de la présente loi et d'autres lois

2005, c. 47, s. 131.

2005, ch. 47, art. 131.

Other orders

49. (1) If an order recognizing a foreign proceeding is made, the court may, on application by the foreign representative who applied for the order, if the court is satisfied that it is necessary for the protection of the debtor company's property or the interests of a creditor or creditors, make any order that it considers appropriate, including an order

49. (1) Une fois l'ordonnance de reconnaissance rendue, le tribunal, sur demande présentée par le représentant étranger demandeur, peut, s'il est convaincu que la mesure est nécessaire pour protéger les biens de la compagnie débitrice ou les intérêts d'un ou plusieurs créanciers, rendre toute ordonnance qu'il estime indiquée, notamment pour :

Autre ordonnance

	<p>(a) if the foreign proceeding is a foreign non-main proceeding, referred to in subsection 48(1);</p> <p>(b) respecting the examination of witnesses, the taking of evidence or the delivery of information concerning the debtor company's property, business and financial affairs, debts, liabilities and obligations; and</p> <p>(c) authorizing the foreign representative to monitor the debtor company's business and financial affairs in Canada for the purpose of reorganization.</p>	<p>a) s'il s'agit d'une instance étrangère secondaire, imposer les interdictions visées au paragraphe 48(1);</p> <p>b) régir l'interrogatoire des témoins et la manière de recueillir des preuves ou fournir des renseignements concernant les biens, affaires financières et autres, dettes, obligations et engagements de la compagnie débitrice;</p> <p>c) autoriser le représentant étranger à surveiller les affaires financières et autres de la compagnie débitrice qui se rapportent à ses opérations au Canada.</p>	
Restriction	<p>(2) If any proceedings under this Act have been commenced in respect of the debtor company at the time an order recognizing the foreign proceeding is made, an order made under subsection (1) must be consistent with any order that may be made in any proceedings under this Act.</p>	<p>(2) Si, au moment où l'ordonnance de reconnaissance est rendue, une procédure a déjà été intentée sous le régime de la présente loi contre la compagnie débitrice, l'ordonnance prévue au paragraphe (1) doit être compatible avec toute ordonnance qui peut être rendue dans le cadre de cette procédure.</p>	Restriction
Application of this and other Acts	<p>(3) The making of an order under paragraph (1)(a) does not preclude the commencement or the continuation of proceedings under this Act, the <i>Bankruptcy and Insolvency Act</i> or the <i>Winding-up and Restructuring Act</i> in respect of the debtor company.</p> <p>2005, c. 47, s. 131.</p>	<p>(3) L'ordonnance rendue au titre de l'alinéa (1)a) n'a pas pour effet d'empêcher que soit intentée ou continuée, contre la compagnie débitrice, une procédure sous le régime de la présente loi, de la <i>Loi sur la faillite et l'insolvabilité</i> ou de la <i>Loi sur les liquidations et les restructurations</i>.</p> <p>2005, ch. 47, art. 131.</p>	Application de la présente loi et d'autres lois
Terms and conditions of orders	<p>50. An order under this Part may be made on any terms and conditions that the court considers appropriate in the circumstances.</p> <p>2005, c. 47, s. 131.</p>	<p>50. Le tribunal peut assortir les ordonnances qu'il rend au titre de la présente partie des conditions qu'il estime indiquées dans les circonstances.</p> <p>2005, ch. 47, art. 131.</p>	Conditions
Commencement or continuation of proceedings	<p>51. If an order is made recognizing a foreign proceeding, the foreign representative may commence and continue proceedings under this Act in respect of a debtor company as if the foreign representative were a creditor of the debtor company, or the debtor company, as the case may be.</p> <p>2005, c. 47, s. 131.</p>	<p>51. Une fois l'ordonnance de reconnaissance rendue, le représentant étranger en cause peut tenter ou continuer la procédure visée par la présente loi comme s'il était créancier de la compagnie débitrice ou la compagnie débitrice elle-même, selon le cas.</p> <p>2005, ch. 47, art. 131.</p>	Début et continuation de la procédure
	OBLIGATIONS	OBLIGATIONS	
Cooperation — court	<p>52. (1) If an order recognizing a foreign proceeding is made, the court shall cooperate, to the maximum extent possible, with the foreign representative and the foreign court involved in the foreign proceeding.</p>	<p>52. (1) Une fois l'ordonnance de reconnaissance rendue, le tribunal collabore dans toute la mesure possible avec le représentant étranger et le tribunal étranger en cause dans le cadre de l'instance étrangère reconnue.</p>	Collaboration — tribunal

Cooperation —
other authorities
in Canada

(2) If any proceedings under this Act have been commenced in respect of a debtor company and an order recognizing a foreign proceeding is made in respect of the debtor company, every person who exercises powers or performs duties and functions under the proceedings under this Act shall cooperate, to the maximum extent possible, with the foreign representative and the foreign court involved in the foreign proceeding.

Forms of
cooperation

(3) For the purpose of this section, cooperation may be provided by any appropriate means, including

- (a) the appointment of a person to act at the direction of the court;
- (b) the communication of information by any means considered appropriate by the court;
- (c) the coordination of the administration and supervision of the debtor company's assets and affairs;
- (d) the approval or implementation by courts of agreements concerning the coordination of proceedings; and
- (e) the coordination of concurrent proceedings regarding the same debtor company.

2005, c. 47, s. 131; 2007, c. 36, s. 80.

Obligations of
foreign
representative

53. If an order recognizing a foreign proceeding is made, the foreign representative who applied for the order shall

- (a) without delay, inform the court of
 - (i) any substantial change in the status of the recognized foreign proceeding,
 - (ii) any substantial change in the status of the foreign representative's authority to act in that capacity, and
 - (iii) any other foreign proceeding in respect of the same debtor company that becomes known to the foreign representative; and
- (b) publish, without delay after the order is made, once a week for two consecutive weeks, or as otherwise directed by the court, in one or more newspapers in Canada specified by the court, a notice containing the prescribed information.

2005, c. 47, s. 131.

Collaboration —
autres autorités
compétentes

(2) Si une procédure a été intentée sous le régime de la présente loi contre une compagnie débitrice et qu'une ordonnance a été rendue reconnaissant une instance étrangère visant cette compagnie, toute personne exerçant des attributions dans le cadre de cette procédure collabore dans toute la mesure possible avec le représentant étranger et le tribunal étranger en cause.

(3) Pour l'application du présent article, la collaboration peut être assurée par tout moyen approprié, notamment :

- a) la nomination d'une personne chargée d'agir suivant les instructions du tribunal;
- b) la communication de renseignements par tout moyen jugé approprié par celui-ci;
- c) la coordination de l'administration et de la surveillance des biens et des affaires de la compagnie débitrice;
- d) l'approbation ou l'application par les tribunaux des accords concernant la coordination des procédures;
- e) la coordination de procédures concurrentes concernant la même compagnie débitrice.

2005, ch. 47, art. 131; 2007, ch. 36, art. 80.

Moyens
d'assurer la
collaboration

53. Si l'ordonnance de reconnaissance est rendue, il incombe au représentant étranger demandeur :

- a) d'informer sans délai le tribunal :
 - (i) de toute modification sensible du statut de l'instance étrangère reconnue,
 - (ii) de toute modification sensible de sa qualité,
 - (iii) de toute autre procédure étrangère visant la compagnie débitrice qui a été portée à sa connaissance;
- b) de publier, sans délai après le prononcé de l'ordonnance, une fois par semaine pendant deux semaines consécutives, ou selon les modalités qui y sont prévues, dans le journal ou les journaux au Canada qui y sont précisés, un avis contenant les renseignements réglementaires.

2005, ch. 47, art. 131.

Obligations du
représentant
étranger

MULTIPLE PROCEEDINGS

INSTANCES MULTIPLES

Concurrent proceedings

54. If any proceedings under this Act in respect of a debtor company are commenced at any time after an order recognizing the foreign proceeding is made, the court shall review any order made under section 49 and, if it determines that the order is inconsistent with any orders made in the proceedings under this Act, the court shall amend or revoke the order.

2005, c. 47, s. 131.

54. Si, après qu'a été rendue une ordonnance de reconnaissance à l'égard d'une instance étrangère visant une compagnie débitrice, une procédure est intentée sous le régime de la présente loi contre cette compagnie, le tribunal examine toute ordonnance rendue au titre de l'article 49 et, s'il conclut qu'elle n'est pas compatible avec toute ordonnance rendue dans le cadre des procédures intentées sous le régime de la présente loi, il la modifie ou la révoque.

2005, ch. 47, art. 131.

Instances concomitantes

Multiple foreign proceedings

55. (1) If, at any time after an order is made in respect of a foreign non-main proceeding in respect of a debtor company, an order recognizing a foreign main proceeding is made in respect of the debtor company, the court shall review any order made under section 49 in respect of the foreign non-main proceeding and, if it determines that the order is inconsistent with any orders made under that section in respect of the foreign main proceedings, the court shall amend or revoke the order.

55. (1) Si, après qu'a été rendue une ordonnance de reconnaissance à l'égard d'une instance étrangère secondaire visant une compagnie débitrice, une ordonnance de reconnaissance est rendue à l'égard d'une instance étrangère principale visant la même compagnie, toute ordonnance rendue au titre de l'article 49 dans le cadre de l'instance étrangère secondaire doit être compatible avec toute ordonnance qui peut être rendue au titre de cet article dans le cadre de l'instance étrangère principale.

Plusieurs instances étrangères

Multiple foreign proceedings

(2) If, at any time after an order is made in respect of a foreign non-main proceeding in respect of the debtor company, an order recognizing another foreign non-main proceeding is made in respect of the debtor company, the court shall, for the purpose of facilitating the coordination of the foreign non-main proceedings, review any order made under section 49 in respect of the first recognized proceeding and amend or revoke the order if it considers it appropriate.

2005, c. 47, s. 131.

(2) Si, après qu'a été rendue une ordonnance de reconnaissance à l'égard d'une instance étrangère secondaire visant une compagnie débitrice, une autre ordonnance de reconnaissance est rendue à l'égard d'une instance étrangère secondaire visant la même compagnie, le tribunal examine, en vue de coordonner les instances étrangères secondaires, toute ordonnance rendue au titre de l'article 49 dans le cadre de la première procédure reconnue et la modifie ou la révoque s'il l'estime indiqué.

2005, ch. 47, art. 131.

Plusieurs instances étrangères

MISCELLANEOUS PROVISIONS

DISPOSITIONS DIVERSES

Authorization to act as representative of proceeding under this Act

56. The court may authorize any person or body to act as a representative in respect of any proceeding under this Act for the purpose of having them recognized in a jurisdiction outside Canada.

2005, c. 47, s. 131.

56. Le tribunal peut autoriser toute personne ou tout organe à agir à titre de représentant dans le cadre de toute procédure intentée sous le régime de la présente loi en vue d'obtenir la reconnaissance de celle-ci dans un ressort étranger.

2005, ch. 47, art. 131.

Autorisation d'agir à titre de représentant dans toute procédure intentée sous le régime de la présente loi

Foreign representative status

57. An application by a foreign representative for any order under this Part does not submit the foreign representative to the jurisdiction of the court for any other purpose except with regard to the costs of the proceedings, but the

57. Le représentant étranger n'est pas soumis à la juridiction du tribunal pour le motif qu'il a présenté une demande au titre de la présente partie, sauf en ce qui touche les frais de justice; le tribunal peut toutefois subordonner

Statut du représentant étranger

court may make any order under this Part conditional on the compliance by the foreign representative with any other order of the court.

2005, c. 47, s. 131.

Foreign proceeding appeal

58. A foreign representative is not prevented from making an application to the court under this Part by reason only that proceedings by way of appeal or review have been taken in a foreign proceeding, and the court may, on an application if such proceedings have been taken, grant relief as if the proceedings had not been taken.

2005, c. 47, s. 131.

Presumption of insolvency

59. For the purposes of this Part, if an insolvency or a reorganization or a similar order has been made in respect of a debtor company in a foreign proceeding, a certified copy of the order is, in the absence of evidence to the contrary, proof that the debtor company is insolvent and proof of the appointment of the foreign representative made by the order.

2005, c. 47, s. 131.

Credit for recovery in other jurisdictions

60. (1) In making a compromise or an arrangement of a debtor company, the following shall be taken into account in the distribution of dividends to the company's creditors in Canada as if they were a part of that distribution:

(a) the amount that a creditor receives or is entitled to receive outside Canada by way of a dividend in a foreign proceeding in respect of the company; and

(b) the value of any property of the company that the creditor acquires outside Canada on account of a provable claim of the creditor or that the creditor acquires outside Canada by way of a transfer that, if it were subject to this Act, would be a preference over other creditors or a transfer at undervalue.

Restriction

(2) Despite subsection (1), the creditor is not entitled to receive a dividend from the distribution in Canada until every other creditor who has a claim of equal rank in the order of priority established under this Act has received a dividend whose amount is the same percentage of that other creditor's claim as the aggregate of the amount referred to in paragraph (1)(a) and

toute ordonnance visée à la présente partie à l'observation par le représentant étranger de toute autre ordonnance rendue par lui.

2005, ch. 47, art. 131.

Instance étrangère : appel

58. Le fait qu'une instance étrangère fait l'objet d'un appel ou d'une révision n'a pas pour effet d'empêcher le représentant étranger de présenter toute demande au tribunal au titre de la présente partie; malgré ce fait, le tribunal peut, sur demande, accorder des redressements.

2005, ch. 47, art. 131.

Présomption d'insolvabilité

59. Pour l'application de la présente partie, une copie certifiée conforme de l'ordonnance d'insolvabilité ou de réorganisation ou de toute ordonnance semblable, rendue contre une compagnie débitrice dans le cadre d'une instance étrangère, fait foi, sauf preuve contraire, de l'insolvabilité de celle-ci et de la nomination du représentant étranger au titre de l'ordonnance.

2005, ch. 47, art. 131.

Sommes reçues à l'étranger

60. (1) Lorsqu'une transaction ou un arrangement visant la compagnie débitrice est proposé, les éléments énumérés ci-après doivent être pris en considération dans la distribution des dividendes aux créanciers d'un débiteur au Canada comme s'ils faisaient partie de la distribution:

a) les sommes qu'un créancier a reçues — ou auxquelles il a droit — à l'étranger, à titre de dividende, dans le cadre d'une instance étrangère le visant;

b) la valeur de tout bien de la compagnie que le créancier a acquis à l'étranger au titre d'une créance prouvable ou par suite d'un transfert qui, si la présente loi lui était applicable, procurerait à un créancier une préférence sur d'autres créanciers ou constituerait une opération sous-évaluée.

Restriction

(2) Le créancier n'a toutefois pas le droit de recevoir un dividende dans le cadre de la distribution faite au Canada tant que les titulaires des créances venant au même rang que la sienne dans l'ordre de collocation prévu par la présente loi n'ont pas reçu un dividende dont le pourcentage d'acquittement est égal au pourcentage d'acquittement des éléments visés aux alinéas (1)a) et b).

2005, ch. 47, art. 131.

the value referred to in paragraph (1)(b) is of that creditor's claim.

2005, c. 47, s. 131.

Court not prevented from applying certain rules

61. (1) Nothing in this Part prevents the court, on the application of a foreign representative or any other interested person, from applying any legal or equitable rules governing the recognition of foreign insolvency orders and assistance to foreign representatives that are not inconsistent with the provisions of this Act.

61. (1) La présente partie n'a pas pour effet d'empêcher le tribunal d'appliquer, sur demande faite par le représentant étranger ou tout autre intéressé, toute règle de droit ou d'équité relative à la reconnaissance des ordonnances étrangères en matière d'insolvabilité et à l'assistance à prêter au représentant étranger, dans la mesure où elle n'est pas incompatible avec les dispositions de la présente loi.

Application de règles étrangères

Public policy exception

(2) Nothing in this Part prevents the court from refusing to do something that would be contrary to public policy.

2005, c. 47, s. 131; 2007, c. 36, s. 81.

(2) La présente partie n'a pas pour effet d'empêcher le tribunal de refuser de prendre une mesure contraire à l'ordre public.

2005, ch. 47, art. 131; 2007, ch. 36, art. 81.

Exception relative à l'ordre public

PART V

ADMINISTRATION

Regulations

62. The Governor in Council may make regulations for carrying out the purposes and provisions of this Act, including regulations

(a) specifying documents for the purpose of paragraph 23(1)(f); and

(b) prescribing anything that by this Act is to be prescribed.

2005, c. 47, s. 131; 2007, c. 36, s. 82.

62. Le gouverneur en conseil peut, par règlement, prendre toute mesure d'application de la présente loi, notamment:

a) préciser les documents pour l'application de l'alinéa 23(1)f);

b) prendre toute mesure d'ordre réglementaire prévue par la présente loi.

2005, ch. 47, art. 131; 2007, ch. 36, art. 82.

Règlements

Review of Act

63. (1) Within five years after the coming into force of this section, the Minister shall cause to be laid before both Houses of Parliament a report on the provisions and operation of this Act, including any recommendations for amendments to those provisions.

63. (1) Dans les cinq ans suivant l'entrée en vigueur du présent article, le ministre présente au Sénat et à la Chambre des communes un rapport sur les dispositions de la présente loi et son application dans lequel il fait état des modifications qu'il juge souhaitables.

Rapport

Reference to parliamentary committee

(2) The report stands referred to the committee of the Senate, the House of Commons or both Houses of Parliament that is designated or established for that purpose, which shall

(a) as soon as possible after the laying of the report, review the report; and

(b) report to the Senate, the House of Commons or both Houses of Parliament, as the case may be, within one year after the laying of the report of the Minister, or any further time authorized by the Senate, the House of Commons or both Houses of Parliament.

2005, c. 47, s. 131.

(2) Le comité du Sénat, de la Chambre des communes, ou mixte, constitué ou désigné à cette fin, est saisi d'office du rapport et procède dans les meilleurs délais à l'étude de celui-ci et, dans l'année qui suit le dépôt du rapport ou le délai supérieur accordé par le Sénat, la Chambre des communes ou les deux chambres, selon le cas, leur présente son rapport.

2005, ch. 47, art. 131.

Examen parlementaire

RELATED PROVISIONS

DISPOSITIONS CONNEXES

— **R.S., 1985, c. 27 (2nd Supp.), s. 11**

Transitional:
proceedings

11. Proceedings to which any of the provisions amended by the schedule apply that were commenced before the coming into force of section 10 shall be continued in accordance with those amended provisions without any further formality.

— **L.R. (1985), ch. 27 (2^e suppl.), art. 11**

11. Les procédures intentées en vertu des dispositions modifiées en annexe avant l'entrée en vigueur de l'article 10 se poursuivent en conformité avec les nouvelles dispositions sans autres formalités.

Disposition
transitoire :
procédure

— **1990, c. 17, s. 45(1)**

Transitional:
proceedings

45. (1) Every proceeding commenced before the coming into force of this subsection and in respect of which any provision amended by this Act applies shall be taken up and continued under and in conformity with that amended provision without any further formality.

— **1990, ch. 17, par. 45(1)**

45. (1) Les procédures intentées avant l'entrée en vigueur du présent paragraphe et auxquelles s'appliquent des dispositions visées par la présente loi se poursuivent sans autres formalités en conformité avec ces dispositions dans leur forme modifiée.

Disposition
transitoire :
procédures

— **1997, c. 12, s. 127**

Application

127. Section 120, 121, 122, 123, 124, 125 or 126 applies to proceedings commenced under the *Companies' Creditors Arrangement Act* after that section comes into force.

— **1997, ch. 12, art. 127**

127. Les articles 120, 121, 122, 123, 124, 125 ou 126 s'appliquent aux procédures intentées sous le régime de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* après l'entrée en vigueur de l'article en cause.

Application

— **1998, c. 30, s. 10**

Transitional —
proceedings

10. Every proceeding commenced before the coming into force of this section and in respect of which any provision amended by sections 12 to 16 applies shall be taken up and continued under and in conformity with that amended provision without any further formality.

— **1998, ch. 30, art. 10**

10. Les procédures intentées avant l'entrée en vigueur du présent article et auxquelles s'appliquent des dispositions visées par les articles 12 à 16 se poursuivent sans autres formalités en conformité avec ces dispositions dans leur forme modifiée.

Procédures

— **2000, c. 30, s. 156(2)**

(2) Subsection (1) applies to proceedings commenced under the Act after September 29, 1997.

— **2000, ch. 30, par. 156(2)**

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux procédures intentées en vertu de la même loi après le 29 septembre 1997.

— **2000, c. 30, s. 157(2)**

(2) Subsection (1) applies to proceedings commenced under the Act after September 29, 1997.

— **2000, ch. 30, par. 157(2)**

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux procédures intentées en vertu de la même loi après le 29 septembre 1997.

— **2000, c. 30, s. 158(2)**

(2) Subsection (1) applies to proceedings commenced under the Act after September 29, 1997.

— **2000, ch. 30, par. 158(2)**

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux procédures intentées en vertu de la même loi après le 29 septembre 1997.

— **2001, c. 34, s. 33(2)**

(2) Subsection (1) applies to proceedings commenced under the Act after September 29, 1997.

— **2001, ch. 34, par. 33(2)**

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux procédures intentées en vertu de la même loi après le 29 septembre 1997.

— **2005, c. 47, s. 134, as amended by 2007, c. 36, s. 107**

Companies' Creditors Arrangement Act

134. An amendment to the *Companies' Creditors Arrangement Act* that is enacted by any of sections 124 to 131 of this Act applies only to a debtor company in respect of whom proceedings commence un-

— **2005, ch. 47, art. 134, modifié par 2007, ch. 36, art. 107**

134. Toute modification à la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* édictée par l'un des articles 124 à 131 de la présente loi ne s'applique qu'aux compagnies débitrices à l'égard

Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies

der that Act on or after the day on which the amendment comes into force.

— 2007, c. 29, s. 119

Companies' Creditors Arrangement Act

119. An amendment to the *Companies' Creditors Arrangement Act* made by section 104 or 106 of this Act applies only to a debtor company in respect of which proceedings under that Act are commenced on or after the day on which the amendment comes into force.

— 2007, c. 36, s. 111

Companies' Creditors Arrangement Act

111. The amendment to the *Companies' Creditors Arrangement Act* that is enacted by section 67 of this Act applies only to a debtor company in respect of whom proceedings commence under that Act on or after the day on which the amendment comes into force.

desquelles une procédure est intentée sous le régime de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* à la date d'entrée en vigueur de la modification ou par la suite.

— 2007, ch. 29, art. 119

119. La modification apportée à la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* par les articles 104 ou 106 de la présente loi ne s'applique qu'aux compagnies débitrices à l'égard desquelles une procédure est intentée sous le régime de cette loi à la date d'entrée en vigueur de la modification ou par la suite.

Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies

— 2007, ch. 36, art. 111

111. La modification à la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* édictée par l'article 67 de la présente loi ne s'applique qu'aux compagnies débitrices à l'égard desquelles une procédure est intentée sous le régime de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* à la date d'entrée en vigueur de la modification ou par la suite.

Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies